

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165  
N° 31**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 15  
no Eperera 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

##### EXTRAITS

Arrêté n° HC 54 IDV du 5 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 56 IDV du 12 décembre 2011 attribuant à la commune de Pirae une subvention pour la réalisation du projet "Acquisition d'un camion-citerne pour feux (CCF)".	4019
Arrêté n° 498 DIE/FIP du 7 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 705 120 F CFP, soit 5 908,91 euros, à la commune de Papara pour la réalisation de l'opération "Etudes préalables au projet d'extension du cimetière communal", volet : études préalables, année de programmation : 2016. ....	4019
Arrêté n° HC 55 IDV du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 57 IDV du 23 septembre 2015 attribuant à la commune de Arue une subvention pour la réalisation du projet "Aménagement du bâtiment de la police municipale", programme : 119 concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06 article 15, EJ : 2101 632 369. ....	4020
Arrêté n° HC 56 IDV du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 23 IDV du 2 juin 2015 attribuant à la commune de Mahina une subvention pour la réalisation du projet "Etudes connexes au PADD", programme : 119 concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06 article 15, EJ : 2101 565 947. ....	4020
Arrêté n° HC 57 IDV du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° HC 48 IDV du 3 octobre 2014 attribuant à la commune de Taiarapu-Ouest une subvention pour la réalisation du projet "Acquisition d'un véhicule sanitaire tout-terrain (VSTT)", programme : 119 concours financiers aux collectivités locales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06 article 15, EJ : 2101 405 895. ....	4021

#### ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

Avenant n° 16-16 du 4 avril 2016 à la convention d'application n° 228-14 du 21 octobre 2014 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Enquête de prévalence des infections sexuellement transmissibles (IST) dans deux populations cibles (les femmes enceintes et la population marginale) de Polynésie française" de l'action 4,2 : Renforcer les moyens de la direction de la santé en matière de veille et de sécurités sanitaires, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "santé", modifiée, programmation 2014. ....	4021
--	------

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 364 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau du Bain des Vierges à Mataiea .....	4022
Arrêté n° 365 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule de type fourgon .....	4024
Arrêté n° 366 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un chargeur-excavateur .....	4025
Arrêté n° 367 CM du 7 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française .....	4026
Arrêté n° 368 CM du 7 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts. ....	4027
Arrêté n° 369 CM du 7 avril 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de Mme Ivonne Fernanda Suarez Garzon épouse Kerleguer. ....	4028
Arrêté n° 373 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva .....	4028
Arrêté n° 374 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva .....	4029
Arrêté n° 375 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva .....	4030
Arrêté n° 376 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva .....	4032
Arrêté n° 377 CM du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2109 CM du 23 décembre 2015 portant application de la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifiée portant création du compte d'aides aux victimes des calamités .....	4033
Arrêté n° 378 CM du 8 avril 2016 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, cadastré commune de Takaroa, section H n° 448, et les constructions y édifiées, au profit de la commune de Takaroa. . .	4033
Arrêté n° 379 CM du 8 avril 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Takaroa, section H n° 454, d'une superficie de 1 489 mètres carrés, au profit de la commune de Takaroa. ....	4034
Arrêté n° 380 CM du 8 avril 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Takaroa, section H n° 455, d'une superficie de 4 464 mètres carrés, au profit de la commune de Takaroa. ....	4035
Arrêté n° 381 CM du 8 avril 2016 portant affectation des locaux dépendant de l'immeuble de la direction des transports terrestres, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pirae, section D n° 198, au profit de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) .....	4036
Arrêté n° 382 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la terre Patote, cadastrée commune de Makemo, commune associée de Raroia, section AT n° 1, au profit de la commune de Makemo .....	4037
Arrêté n° 383 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la terre Okuo 5, cadastrée commune de Manihi, section H n° 215, au profit de la commune de Manihi .....	4038
Arrêté n° 384 CM du 8 avril 2016 portant affectation d'une emprise à détacher de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée commune de Hikueru, section HB n° 1, au profit de la commune de Hikueru .....	4038
Arrêté n° 385 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée section HB n° 2, au profit de la commune de Hikueru. ....	4039

Arrêté n° 386 CM du 8 avril 2016 autorisant l'acquisition de la parcelle dénommée propriété Ahnne, résidence Manava, lot 1 parcelle, cadastrée section AN n° 462, d'une superficie de 59 mètres carrés, sise commune de Paea, appartenant à M. et Mme Tema et Césarine San Chio On née Teheura .....	4040
Arrêté n° 387 CM du 8 avril 2016 portant affectation des locaux sis dans l'aile droite du rez-de-chaussée du bâtiment du gouvernement, édifié sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6 et n° 31, au profit de l'Autorité polynésienne de la concurrence. ....	4041
Arrêté n° 388 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Vaiparaoa, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 231, au profit de la commune de Punaauia .....	4042
Arrêté n° 389 CM du 11 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pacific Storytellers pour participer au financement de l'action "A 'ata - Smile for peace" le 4 avril 2016 dans les communes de Tahiti .....	4043

### EXTRAITS

Arrêté n° 371 CM du 8 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 2-16 CAPL du 9 février 2016 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la Polynésie française portant organisation du "marché du terroir, Te Matete Hotu Rau" et fixation de la tarification de cette prestation .....	4046
Arrêté n° 372 CM du 8 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 9-16 CAPL du 9 février 2016 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la Polynésie française portant adoption du budget primitif de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire pour l'exercice 2016 .....	4046

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 213 PR du 7 avril 2016 portant nomination de M. René Otemaroi Tuanua en qualité de clerk d'huissier de justice assermenté à l'étude de Me Jean-Pierre Elie, huissier de justice à Faa'a .....	4046
Arrêté n° 214 PR du 7 avril 2016 portant autorisation de conventionnement en zone 1 pour un médecin spécialiste en neurologie .....	4047
Arrêté n° 215 PR du 8 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche .....	4047
Arrêté n° 228 PR du 8 avril 2016 fixant la liste des examens médicaux pour l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau .....	4048
Arrêté n° 229 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service à Tiarei .....	4050
Arrêté n° 230 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service à Fakarava .....	4050
Arrêté n° 231 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'un dépôt d'hydrocarbures à Hao .....	4051
Arrêté n° 232 PR du 11 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement .....	4051

### Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 2686 MTF/DGRH du 7 avril 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 .....	4051
Arrêté n° 2687 MTF/DGRH du 7 avril 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'un (1) vétérinaire et de cinq (5) chirurgiens-dentistes de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française .....	4052
Arrêté n° 2757 MTF/DGRH du 8 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 598 MTF/DGRH du 28 janvier 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 .....	4053

**Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements**

Arrêté n° 2738 MEI du 8 avril 2016 portant renouvellement d'un agrément de commerçant en holothuries au profit de Mme Meihao Zhong. ....	4054
Arrêté n° 2813 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant extension du renouvellement de la marque n° 3368059 et retrait de la décision de rejet n° 11445 MEI/DAE du 23 décembre 2015. ....	4054
Arrêté n° 2814 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant extension des renouvellements de 54 marques françaises .....	4055
Décision n° 2815 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3390985. ....	4065
Décision n° 2816 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1332952. ....	4065
Décision n° 2817 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3388257. ....	4066
Décision n° 2818 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3400808. ....	4067
Décision n° 2819 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3393458. ....	4068
Décision n° 2820 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95580045. ....	4069
Décision n° 2821 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397598. ....	4070
Décision n° 2822 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3383141, n° 3383142 et n° 3383144 .....	4071
Arrêté n° 2823 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant extension des renouvellements de 82 marques françaises .....	4072
Décision n° 2824 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3381260. ....	4086
Décision n° 2825 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3395888 et n° 3395887. ....	4087
Décision n° 2826 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3390646. ....	4088
Décision n° 2827 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1326733. ....	4089
Décision n° 2828 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1328156. ....	4090
Décision n° 2829 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3392605. ....	4091
Décision n° 2830 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395963. ....	4092
Décision n° 2831 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401923. ....	4093
Décision n° 2832 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397838. ....	4093
Décision n° 2833 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95596465. ....	4094



**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 2703 MLV du 7 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 autorisant la location d'une emprise (lot a) de 1 211 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public cadastré section PC n° 39, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, au profit de l'association Eglise adventiste du septième jour, Mission de la Polynésie française . . . . .	4095
Arrêté n° 2704 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 10 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée section IZ n° 4 dépendant de la terre dénommée Domaine de Faaroa sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de la société par actions simplifiées (SAS) Vini . . . . .	4096
Arrêté n° 2705 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 25 mètres carrés à détacher de la terre domaniale dénommée Tehauhereura, cadastrée section NL n° 23, sise à Mahu-Tamatoa, commune de Tubuai, au profit de la SA Vini . . . . .	4097
Arrêté n° 2706 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location des parcelles dénommées Plateau Rauvau terre domaniale surplus et Hiva, parcelles A3, D5 et F3 cadastrées section BD n° 54 et n° 56, sises à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mlle Marjorie Etillage . . . . .	4098
Arrêté n° 2707 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée Lotissement Vaiharo, lot 49, cadastrée commune de Huahine, section AK n° 46, commune associée de Fare, au profit de Mme Daisy Maruia Mauati . . . . .	4099
Arrêté n° 2708 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 10 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Roland Paepaetaata . . . . .	4100
Arrêté n° 2709 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Atera Mateha . . . . .	4100
Arrêté n° 2710 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Walter Deane . . . . .	4101
Arrêté n° 2711 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 3 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Tearataura dite aussi Uramore partie, cadastrée section AI n° 14, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Rooma Tuuhia . . . . .	4102
Arrêté n° 2712 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 2 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Teura Pouira épouse Grimaud . . . . .	4103
Arrêté n° 2713 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Codélia Raipuni épouse Taaroa . . . . .	4104
Arrêté n° 2714 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Rooarii Pifao épouse Chei . . . . .	4104
Arrêté n° 2715 MLV du 7 avril 2016 autorisant le renouvellement de la location d'une emprise de 502 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dépendant du domaine Opunohu, cadastrée commune de Moorea-Maiao, sise à Papetoai, section PL n° 28, au profit de la SA Electricité de Tahiti . . . . .	4105
Arrêté n° 2716 MLV du 7 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (corps-mort) sis commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, au profit de M. Jean-Pierre Frey . . . . .	4106
Arrêté n° 2717 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 3), cadastrée section PB n° 87, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de M. Iapo Carl Ariioehau . . . . .	4108
Arrêté n° 2718 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 2), cadastrée section PB n° 86, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de Mme Gilda Titani Taaroa épouse War . . . . .	4108

Arrêté n° 2719 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 1), cadastrée section PB n° 85, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de M. Coty Ariihau Ariioehau .....	4109
Arrêté n° 2750 MLV du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Faa'a, section T n° 1891, au profit de l'établissement public Fare Tama Hau .....	4110
Arrêté n° 2751 MLV du 8 avril 2016 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Arutua, section de commune de Apataki, section E n° 198, n° 199, n° 200 et n° 203 au profit de la direction de l'équipement. ....	4111
<b>Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports</b>	
Arrêté n° 2739 MEE du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 10344 MEE du 24 novembre 2015 portant délégation de signature à M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements. ....	4112
<b>Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs</b>	
Arrêté n° 2800 MET du 11 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune de Makemo .....	4112
<b>Ministère de la santé et de la recherche</b>	
Arrêté n° 2731 MSR du 8 avril 2016 portant délégation de signature à M. le docteur Xavier Malâtre, directeur de la santé par intérim .....	4115

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Convention de financement n° 17-16 du 4 avril 2016 relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016 .....	4122
Convention de financement n° 18-16 du 4 avril 2016 relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016 .....	4123
Convention de financement n° 19-16 du 4 avril 2016 relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016 .....	4124
Convention de financement n° 20-16 du 4 avril 2016 relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016 .....	4125

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Direction régionale des douanes.— Cours des changes (période du 15 au 28 avril 2016 inclus) .....	4126
Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent (Taïarapu-Est, Taïarapu-Ouest et Teva I Uta) pour le mois de mars 2016. ....	4126

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales .....	4128
Annonces diverses .....	4133
Annonces marchés publics .....	4138

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Par arrêté n° HC 54 IDV** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 avril 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° HC 56 IDV du 12 décembre 2011 modifié relatif au financement de l'opération "Acquisition d'un camion-citerne pour feux (CCF)" pour la commune de Pirae en ce qui concerne le délai de production des justificatifs pour le solde de cette opération.

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° HC 56 IDV du 12 décembre 2011 modifiées par arrêté n° HC 36 IDV du 27 août 2014 relatif au délai de production des justificatifs pour le versement du solde de la subvention, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 12 juin 2016" ;

*Lire :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 12 décembre 2016".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

**Par arrêté n° 498 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 avril 2016. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Papara pour la réalisation de l'opération intitulée "Etudes préalables au projet d'extension du cimetière communal", décrite ci-dessous et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation d'études préalables au projet d'extension du cimetière communal. Ces études permettront d'établir le cahier des charges destiné au bureau

d'études qui aura en charge la définition du programme d'extension du cimetière communal.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 881 400 F CFP, soit 7 386,13 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	705 120 F CFP	5 908,91 euros
- Commune (20 %)	176 280 F CFP	1 477,22 euros
<i>Total (100 %)</i>	<i>881 400 F CFP</i>	<i>7 386,13 euros</i>

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Papara pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 705 120 F CFP, soit 5 908,91 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire, accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, d'un exemplaire du rapport final des études et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

#### *Engagement de la commune*

La commune de Papara s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2017 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;

- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

#### *Voies et délais de recours*

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

**Par arrêté n° HC 55 IDV** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 8 avril 2016. — Le présent arrêté modifie l'arrêté de financement initial n° HC 57 IDV du 23 septembre 2015 susvisé en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le versement du solde de cette opération.

Les dispositions de l'article 5, 4e alinéa, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "Exécuter cette opération au plus tard le 30 avril 2016" ;

*Lire :* "Exécuter cette opération au plus tard le 30 juin 2016".

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté n° HC 57 IDV du 23 septembre 2015 relatives au délai de production des justificatifs pour le versement du solde, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 octobre 2016 (...)";

*Lire :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 décembre 2016 (...)".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

**Par arrêté n° HC 56 IDV** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 8 avril 2016. — Le présent arrêté modifie l'arrêté de financement initial n° HC 23 IDV du 2 juin 2015 susvisé en ce qui concerne les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le versement du solde de cette opération.

Les dispositions de l'article 5, 4e alinéa, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "Exécuter cette opération au plus tard le 30 avril 2016" ;

*Lire :* "Exécuter cette opération au plus tard le 30 septembre 2016".

Les dispositions de l'article 8 sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 octobre 2016 (...)";

*Lire :* "(...) les justificatifs devront être produits au plus tard le 31 mars 2017 (...)".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

**Par arrêté n° HC 57 IDV** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 8 avril 2016. — Le présent arrêté modifie l'arrêté de financement initial n° HC 48 IDV du 3 octobre 2014 susvisé en ce qui concerne

les délais d'exécution et de production des justificatifs pour le versement du solde de cette opération.

Les dispositions de l'article 5, 4e alinéa, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "Exécuter cette opération dans un délai maximum de 18 mois à partir de la date de signature de l'arrêté";

*Lire :* "Exécuter cette opération au plus tard le 1er novembre 2016".

Les dispositions de l'article 8 sont modifiées comme suit :

*Au lieu de :* "(...) dont les justificatifs devront être produits dans un délai maximum de 6 mois après la date limite d'exécution fixée par l'article 5, faute de quoi (...)";

*Lire :* "(...) dont les justificatifs devront être produits au plus tard le 1er avril 2017, faute de quoi (...)".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

**AVENANT n° 16-16 du 4 avril 2016 à la convention d'application n° 228-14 du 21 octobre 2014 entre l'Etat et la Polynésie française finançant l'opération "Enquête de prévalence des infections sexuellement transmissibles (IST) dans deux populations cibles (les femmes enceintes et la population marginale) de Polynésie française" de l'action 4.2 : Renforcer les moyens de la direction de la santé en matière de veille et de sécurité sanitaires, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "santé", modifiée, programmation 2014.**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets ;

Vu le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 171-08 du 21 juillet 2008 modifiée relative au volet "santé" ;

Vu la MADI n° 2000016028 du 17 février 2014 d'un montant de 122 055 024 euros délégué sur le programme "conditions de vie outre-mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 18 février 2014, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 4903 VP/DBF du 25 août 2014 ;

Vu la convention d'application n° 228-14 du 21 octobre 2014 ;

Vu la demande de prolongation de délai n° 5154 PR du 24 août 2015 présentée par le Président de la Polynésie française,

L'Etat (ministère des outre-mer) représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

Convienient de ce qui suit :

**Article 1er. — Objet**

Le présent avenant à la convention n° 228-14 du 21 octobre 2014 repousse la date limite de démarrage de l'opération de 10 mois supplémentaires portant le délai de démarrage à 22 mois au lieu de 12 mois.

**Art. 2. — Exécution de l'avenant**

L'article 3, paragraphe 2 de la convention susvisée est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement".

*Lire :* "La Polynésie française s'engage à démarrer l'opération dans un délai maximal de 22 mois à compter de la date d'accusé réception du dossier d'engagement".

**Art. 3. — Disposition finale**

Toutes les autres dispositions de la convention susvisée restent inchangées.

Fait à Papeete, le 4 avril 2016.

Pour l'Etat :

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général*

*du haut-commissariat,*

Marc TSCHIGGFREY.

Pour la Polynésie française :

*Le Président de la Polynésie française,*

Edouard FRITCH.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 364 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau du Bain des Vierges à Mataiea.**

NOR : DDC1520905AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre

2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Teva I Uta pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1112 PR/DDC en date du 14 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

**Article 1er.** — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Teva I Uta pour financer la chloration et la télésurveillance du site de production d'eau du Bain des Vierges à Mataiea dont le coût réel est estimé à *six millions sept cent soixante-dix-sept mille trois cents francs CFP* (6 777 300 F CFP).

**Art. 2.** — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinq millions quatre cent vingt et un mille huit cent quarante francs CFP* (5 421 840 F CFP).

**Art. 3.** — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *deux millions sept cent dix mille neuf cent vingt francs CFP* (2 710 920 F CFP), au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *un million quatre-vingt-quatre mille trois cent soixante-huit francs CFP* (1 084 368 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 3 795 288 F CFP et 4 879 656 F CFP (soit 56 % et 72 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération ;
- pour les tranches intermédiaires :
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier-payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- pour le solde :
  - tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
  - un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier-payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
  - les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
  - les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 56-2015, AE 277-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.



**ARRETE n° 365 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un véhicule de type fourgon.**

NOR : DDC1620027AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Mahina pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 28 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1029 PR/DDC en date du 3 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour financer l'acquisition d'un véhicule de type fourgon, dont le coût réel est estimé à *trois millions neuf cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (3 990 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 40 % (taux sollicité) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond d'un *million cinq cent quatre-vingt-seize mille francs CFP* (1 596 000 F CFP).

Art. 3.— Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Mahina de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier-payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 52-2015, AE 274-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Mahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 366 CM du 7 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour l'acquisition d'un chargeur-excavateur.**

NOR : DDC1620028AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Mahina pour l'exercice 2015 en date du 28 août 2015, réceptionné le 28 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1030 PR/DDC en date du 3 septembre 2015 ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Mahina pour financer l'acquisition d'un chargeur-excavateur, dont le coût réel est estimé à *douze millions quatre cent deux mille cinq cents francs CFP* (12 402 500 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *six millions deux cent un mille deux cent cinquante francs CFP* (6 201 250 F CFP).

Art. 3. — Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- tout acte attestant de la livraison à Mahina de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier-payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a

reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;

- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous-chapitre 903-01, AP 52-2015, AE 274-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Mahina et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 367 CM du 7 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française.**

NOR : DAE1620011AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 modifiée du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6.0294 PR du 7 juillet 2006 modifiée relative au transport des hydrocarbures à destination de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 3 de l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié susvisé, le paragraphe commençant par "MOPSi" est modifié ainsi qu'il suit :

"MOPSi : Moyenne mensuelle du mois du connaissance de l'exportation i des cotations SPOT à Singapour, exprimées en dollar US par baril et publiées dans le Platt's Oilgram Price Report".

Art. 2. — Au B) de l'article 2 de l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié susvisé, les points "e" et "h" sont supprimés.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable aux arrivages du mois de mai 2016 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 368 CM du 7 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.**

NOR : DAE1600235AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la troisième partie du code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le second alinéa de l'article 125 de l'arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 modifié, est modifié comme suit :

"Ces programmes peuvent comprendre également :

- la construction d'immeubles ou d'entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement, à l'assemblage ou au stockage des produits fabriqués à partir de ces matériels et équipements ;
- l'acquisition et l'installation d'équipements et de matériels permettant des économies d'énergies fossiles et/ou destinés à produire de l'électricité à partir des énergies renouvelables à condition que l'électricité produite soit consommée en intégralité par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement. Ces équipements doivent être acquis en complément des matériels et des équipements visés au premier alinéa et/ou de la construction d'immeubles et d'entrepôts visée à l'alinéa précédent".

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.*

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,  
Teva ROHFRITSCH.*

**ARRETE n° 369 CM du 7 avril 2016 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de Mme Ivonne Fernanda Suarez Garzon épouse Kerleguer.**

NOR : DAE1620268AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du protectorat des îles de la Société ;

Vu la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 CM du 17 mars 1997 portant application de la délibération n° 96-141 APF du 21 novembre 1996 portant réglementation des investissements étrangers en Polynésie française ;

Vu la demande reçue le 11 février 2016 présentée par l'Office notarial Restout-Delgrossi-Buirette ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Mme Ivonne Fernanda Suarez Garzon épouse Kerleguer, citoyenne de nationalité colombienne, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant :

- une parcelle de terre située à Tahiti, Mahina, formant le lot n° 51 du lotissement Mahina Tahua Iti II, d'une superficie de 1 064 mètres carrés, cadastrée section N n° 58 ;
- les constructions y édifiées consistant en une maison d'habitation en dur comprenant trois chambres, un salon/salle à manger, une cuisine, un bureau, une salle d'eau, une salle de bains, une buanderie, une terrasse, un garage, une piscine, les meubles et objets mobiliers.

Art. 2.— La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par la réglementation en vigueur en matière de droits d'enregistrement.

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*

Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 373 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet-août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.**

NOR : DTT1620270AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 797 CM du 25 juin 2015 et n° 971 CM du 23 juillet 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6-0626 du 11 octobre 2006 relative au transport scolaire par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 14 septembre 2015, complétée le 2 décembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7166 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 643 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet-août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quatre cent vingt-neuf litres (429) et représente un montant total de détaxe de trente-deux mille six cent quatre francs CFP (32 604 F CFP).

Soit : du 1er juillet au 31 août 2015.

Kilométrage (Km) : 1 590.

Quota en litres (Q) : 429.

Montant de la détaxe (MD) : 32 604.

Avec :

Km = KmV1 + KmV2 + etc.	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
Q = QV1 + QV2 + etc.	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

QV1 = KmV1 x n	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
n = 15/100	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
MD = MDV1 + MDV2 + etc.	Montant bimensuel de la détaxe.
MDV1 = QV1 x x	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
x = 76 F CFP	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 374 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre-octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.**

NOR : DTT1620270AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1146 CM du 20 août 2015 et n° 1398 CM du 23 septembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6-0626 du 11 octobre 2006 relative au transport scolaire par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 14 septembre 2015, complétée le 2 décembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7166 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 643 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre-octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille deux cent quarante-huit litres (1 248) et représente un montant total de détaxe de quatre-vingt-huit mille six cent huit francs CFP (88 608 F CFP).

Soit : du 1er septembre au 31 octobre 2015.

Kilométrage (Km) : 4 623.

Quota en litres (Q) : 1 248.

Montant de la détaxe (MD) : 88 608.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 375 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre-décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.**

NOR : DTT1620270AC-3

Le Président de la Polynésie française,



Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1668 CM du 28 octobre 2015 et n° 1906 CM du 25 novembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6-0626 du 11 octobre 2006 relative au transport scolaire par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 14 septembre 2015, complétée le 2 décembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7166 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 643 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre-décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de huit cent trois litres (803) et représente un montant total de détaxe de *cinquante-trois mille neuf cent quarante-trois francs CFP* (53 943 F CFP).

Soit : du 1er novembre au 31 décembre 2015.

*Kilométrage (Km) : 2 974.*

*Quota en litres (Q) : 803.*

*Montant de la détaxe (MD) : 53 943.*

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71/61 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 376 CM du 8 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre janvier-février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.**

NOR : DTT1620270AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 2119 CM du 24 décembre 2015 et n° 74 CM du 27 janvier 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 6-0626 du 11 octobre 2006 relative au transport scolaire par voie terrestre d'élèves domiciliés à Taipivai et scolarisés dans les établissements secondaires de Taiohae et d'élèves domiciliés à Taiohae et scolarisés dans les écoles du premier ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Kuee Kai Peka du 14 septembre 2015, complétée le 2 décembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7166 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 643 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre janvier-février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille quarante-deux litres (1 042) et représente un montant total de détaxe de cinquante-neuf mille trois cent vingt-deux francs CFP (59 322 F CFP).

Soit : du 1er janvier au 29 février 2016.

Kilométrage (Km) : 3 858.

Quota en litres (Q) : 1 042.

Montant de la détaxe (MD) : 59 322.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 61/53 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 377 CM du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2109 CM du 23 décembre 2015 portant application de la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifiée portant création du compte d'aides aux victimes des calamités.**

NOR : OPH1600251AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifiée portant création du compte d'aides aux victimes des calamités ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les deux derniers alinéas de l'article 3 de l'arrêté n° 2109 CM du 23 décembre 2015 portant application de la délibération n° 92-94 AT du 1er juin 1992 modifiée portant création du compte d'aides aux victimes des calamités, sont supprimés et remplacés par un nouvel alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

“L'indemnisation visée au 1er alinéa ci-dessus est destinée à des ménages sinistrés dont le revenu mensuel moyen (RMM) ne peut excéder 5 SMIG”.

Art. 2. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 378 CM du 8 avril 2016 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, cadastré commune de Takaroa, section H n° 448, et les constructions y édifiées, au profit de la commune de Takaroa.**

NOR : DAF1620210AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 16-2015 du 20 mars 2015 du conseil municipal de la commune de Takaroa ;

Vu la lettre n° 12-16/annexe PPT/uth du 18 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectés, au profit de la commune de Takaroa, l'emplacement du domaine public maritime remblayé, cadastré commune de Takaroa, section H n° 448, d'une superficie de 1 651 mètres carrés, et les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 26 février 2016 et les plans de la commune détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à :

- la gestion et l'entretien de la mairie de Takaroa ;
- la construction d'un espace numérique public de 43,09 mètres carrés.

Ce dernier projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée, hors constructions, est estimée à *huit cent vingt-cinq mille cinq cents francs CFP* (825 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations.

Art. 5.— La commune de Takaroa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— L'arrêté n° 1230 CM du 29 août 2008 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, cadastré commune de Takaroa, au profit de la commune de Takaroa, est abrogé.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Takaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 379 CM du 8 avril 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Takaroa, section H n° 454, d'une superficie de 1 489 mètres carrés, au profit de la commune de Takaroa.**

NOR : DAF1620277AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 11-16/annexe PPT/uth du 11 janvier 2016 de la commune de Takaroa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectés, au profit de la commune de Takaroa, le remblai cadastré commune de Takaroa, section H n° 454, d'une superficie de 1 489 mètres carrés, et les constructions y édifiées, tel que le remblai figure sur l'extrait de plan cadastral du 26 février 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la gestion et l'entretien d'un parking, de sanitaires et d'une aire de jeux et de détente.

Art. 3.— La valeur vénale de l'emprise affectée, hors constructions, est estimée à *sept cent quarante-quatre mille cinq cents francs CFP* (744 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Takaroa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— L'arrêté n° 797 CM du 5 juin 2009 portant affectation de deux remblais maritimes cadastrés commune de Takaroa, section H n° 454 et n° 455, d'une superficie respective de 1 389 mètres carrés et 4 464 mètres carrés, au profit de la commune de Takaroa, est abrogé.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Takaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 380 CM du 8 avril 2016 portant affectation du remblai cadastré commune de Takaroa, section H n° 455, d'une superficie de 4 464 mètres carrés, au profit de la commune de Takaroa.**

NOR : DAF1620277AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 11-16/annexe PPT/uth du 11 janvier 2016 de la commune de Takaroa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectés, au profit de la commune de Takaroa, le remblai cadastré section H n° 455, d'une superficie de 4 464 mètres carrés, et les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral du 18 mars 2016 et les plans techniques produits par la commune détenus par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la réalisation d'un plateau sportif couvert.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de l'emprise affectée hors constructions est estimée à *deux millions deux cent trente-deux mille francs CFP* (2 232 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Takaroa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Takaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 381 CM du 8 avril 2016 portant affectation des locaux dépendant de l'immeuble de la direction des transports terrestres, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pirae, section D n° 198, au profit de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP).**

NOR : DAF1620304AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 23-2016 PCA/eb du 23 février 2016 de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP) ;

Vu la lettre n° 748 MET/DTT du 1er mars 2016 de la direction des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les locaux sis dans la partie Est du 3e étage de l'immeuble de la direction des transports terrestres, édifié sur la parcelle cadastrée commune de Pirae, section D n° 198, et trois places de parking, sont affectés jusqu'au 31 juillet 2016, au profit de la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP), tel que le tout figure sur le plan n° 655 intitulé Bureaux SAGEP et l'extrait de plan cadastral du 13 octobre 2015 détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'installation des bureaux de la SAGEP. La présente affectation sera caduque le 1er août 2016.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— La Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française (SAGEP), conformément aux dispositions des articles 16, 19 et 23 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, sans autre formalité que le respect de la destination des lieux, à l'exception des conventions de bail.

Art. 5.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés et deviendra propriétaire par accession des aménagements réalisés sans aucune indemnité.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société d'aménagement et de gestion de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 382 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la terre Patote, cadastrée commune de Makemo, commune associée de Raroia, section AT n° 1, au profit de la commune de Makemo.**

NOR : DAF1620310AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu les lettres n° 36 MKM du 9 octobre 2015 et n° 23 mairie/MKM/cl du 11 janvier 2016 de la commune de Makemo ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Makemo, la terre Patote, cadastrée commune de Makemo, commune associée de Raroia, section AT n° 1, d'une superficie

de 17 359 mètres carrés, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 17 novembre 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation d'une centrale hybride photovoltaïque. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée est estimée à *quarante-trois millions trois cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents francs CFP* (43 397 500 F CFP), soit 2 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Makemo, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 55 CM du 15 janvier 2010 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Makemo, section de commune de Raroia, section AT n° 5, n° 8 et n° 57, au profit de la commune de Makemo.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Makemo et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.



**ARRETE n° 383 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la terre Okuo 5, cadastrée commune de Manihi, section H n° 215, au profit de la commune de Manihi.**

NOR : DAF1620256AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 01DEC15 du 1er décembre 2015 de la commune de Manihi ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Manihi, la terre Okuo 5, cadastrée commune de Manihi, section H n° 215, d'une superficie de 16 380 mètres carrés, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 26 février 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la mise en place d'une zone de traitement et d'élimination par incinération et enfouissement des déchets de la commune.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée, hors constructions, est estimée à *huit millions cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (8 190 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Manihi, conformément aux dispositions des articles 16, 19 et 23 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux, à l'exception des conventions de bail.

Art. 6.— En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle affectée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 204 CM du 18 février 2011 portant affectation de la terre Okuo 5, cadastrée commune de Manihi, section H n° 215, au profit de la commune de Manihi.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Manihi et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 384 CM du 8 avril 2016 portant affectation d'une emprise à détacher de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée commune de Hikueru, section HB n° 1, au profit de la commune de Hikueru.**

NOR : DAF1620193AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-2016 Hikueru-DAF du 26 janvier 2016 du maire de Hikueru ;

Vu la délibération n° 3-2016 du 5 février 2016 du conseil municipal de Hikueru ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est affectée, au profit de la commune de Hikueru, une emprise de 24 572 mètres carrés à détacher de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée commune de Hikueru, section HB n° 1, d'une superficie de 27 072 mètres carrés, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 26 février 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la construction d'une centrale électrique hybride.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — La valeur vénale de l'emprise affectée hors constructions est estimée à *douze millions deux cent quatre-vingt-six mille francs CFP* (12 286 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — La commune de Hikueru, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — L'arrêté n° 1380 CM du 22 septembre 2015 portant affectation d'une emprise à détacher de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée commune de Hikueru, section HB n° 1, et de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée section HB n° 2, au profit de la commune de Hikueru, est abrogé.

Art. 9. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hikueru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 385 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée section HB n° 2, au profit de la commune de Hikueru.**

NOR : DAF1620193AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 5-2016 Hikueru-DAF du 26 janvier 2016 du maire de Hikueru ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

## Arrête :

Article 1er.— Est affectée, au profit de la commune de Hikueru, la parcelle dépendant de la terre Hogikuri, cadastrée section HB n° 2, d'une superficie de 3 539 mètres carrés, telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 26 février 2016 détenu par la direction des affaires foncières, division gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la construction d'une salle omnisports.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de l'emprise affectée hors constructions est estimée à *un million sept cent soixante-neuf mille cinq cents francs CFP* (1 769 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Hikueru, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hikueru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 386 CM du 8 avril 2016 autorisant l'acquisition de la parcelle dénommée propriété Ahnne, résidence Manava, lot 1 parcelle, cadastrée section AN n° 462, d'une superficie de 59 mètres carrés, sise commune de Paea, appartenant à M. et Mme Tema et Césarine San Chio On née Teheura.**

NOR : DAF1520653AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre de la direction de l'équipement n° 7106 DEQ/BF en date du 14 octobre 2014 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 4 décembre 2014 ;

Vu la lettre de M. et Mme Tema et Césarine San Chio On née Teheura en date du 29 janvier 2015 ;

Vu la lettre n° 421 PR du 22 janvier 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 22 janvier 2016 sous le n° 773 APF ;

Vu l'avis n° 9-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 3 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

## Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française est autorisée à acquérir la parcelle dénommée propriété Ahnne, résidence Manava, lot 1 parcelle, cadastrée section AN n° 462, d'une superficie de 59 mètres carrés, sise commune de Paea, appartenant à M. et Mme Tema et Césarine San Chio On née Teheura.

Art. 2.— Cette acquisition est destinée à la réalisation de travaux relatifs à l'aménagement d'un arrêt de bus avec abri.

Art. 3.— Le montant de l'acquisition est fixé à *sept cent soixante-sept mille francs CFP* (767 000 F CFP) à verser sur le compte bancaire de M. ou Mme Tema et Césarine San Chio On.

Art. 4.— La dépense afférente à cette acquisition est imputée au budget de la Polynésie française au chapitre 914-01, AP 204-2015, AE 194-2015, article 211.

L'acte administratif est exonéré des frais d'enregistrement, de transcription et de taxe de publicité foncière.

Art. 5.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 387 CM du 8 avril 2016 portant affectation des locaux sis dans l'aile droite du rez-de-chaussée du bâtiment du gouvernement, édifié sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6 et n° 31, au profit de l'Autorité polynésienne de la concurrence.**

NOR : DAF1620186AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2015-2 du 23 février 2015 relative à la concurrence ;

Vu l'arrêté n° 1047 CM du 5 août 2015 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement de l'Autorité polynésienne de la concurrence jusqu'à sa constitution ;

Vu la lettre n° 2 FEV/APC du 4 février 2016 de l'Autorité polynésienne de la concurrence ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les locaux sis dans l'aile droite du rez-de-chaussée du bâtiment du gouvernement, édifié sur les parcelles cadastrées commune de Papeete, section AE n° 6 et n° 31, sont affectés au profit de l'Autorité polynésienne de la concurrence, tels que lesdits locaux figurent sur le plan de la direction de l'équipement daté de juillet 2007 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'installation de ses bureaux, la gestion et l'entretien des lieux.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— L'Autorité polynésienne de la concurrence, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité

compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Autorité polynésienne de la concurrence et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 388 CM du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Vaiparaoa, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 231, au profit de la commune de Punaauia.**

NOR : DAF1620195AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu les lettres des 31 mars 2015 et 17 février 2016 de la commune de Punaauia ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— La parcelle dépendant de la terre Vaiparaoa, cadastrée commune de Punaauia, section AB n° 231, d'une superficie de 10 375 mètres carrés, et les constructions y édifiées, sont affectées au profit de la

commune de Punaauia, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 9 septembre 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la mise en place d'actions sportives et culturelles dont notamment l'aménagement de terrains de beach-volley, de beach-soccer, d'un boulodrome, d'une aire de jeux ainsi que la gestion et l'entretien du site.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale du bien affecté hors constructions est estimée à *trois cent soixante-trois millions cent vingt-cinq mille francs CFP* (363 125 000 F CFP), soit 35 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Punaauia, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera

notifié à la commune de Punaauia et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 389 CM du 11 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Pacific Storytellers pour participer au financement de l'action "A 'ata - Smile for peace" le 4 avril 2016 dans les communes de Tahiti.**

NOR : DCF1620203AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'aide financière de l'association Pacific Storytellers pour l'exercice 2016 en date du 29 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quatre cent mille francs CFP* (400 000 F CFP) en faveur de l'association Pacific Storytellers pour financer l'action "A 'ata - Smile for peace" le 4 avril 2016 dans les communes de Tahiti.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97103, article 657, centre de travail 8270-F.

Art. 3.— Le versement du montant total de l'aide financière sera versé sur le compte de l'association Pacific Storytellers selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Pacific Storytellers s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la délégation à la famille et à la condition féminine attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP.15 de la loi du pays 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et les obligations à atteindre par l'association Pacific storytellers au moyen du financement obtenu dans le cadre du projet "A 'ata - Smile for peace".

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Pacific Storytellers et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du travail, des solidarités  
et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

## CONVENTION N°

/ MTS du

Relatif à l'attribution d'une subvention en faveur de l'association « Pacific storytellers » afin de réaliser l'action « A 'ata - Smile for peace » le 04 Avril 2016 dans les communes de Tahiti

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 681/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu l'arrêté n° 0389 /CM du 11 AVR. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement pour participer au financement de l'action A'ATA – Smile for Peace menée par l'association Pacific storytellers.

## ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la Délégation à la famille et à la condition féminine, représentée par le Ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine Madame Priscille, Tea FROGIER,

d'une part,

## ET :

L'association Pacific storytellers, N° TAHITI B71932 représentée par sa Présidente Madame Marie-Hélène VILLIERME,

d'autre part,

## ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

*L'association Pacific storytellers fondée le 5 novembre 2015 a pour finalité de réunir des acteurs d'horizons divers ayant des connaissances liées aux traditions, aux savoir-faire et à la nature autour d'actions collectives à caractère culturel, social ou innovant. Pour cela, elle a initié le projet A'ATA – Smile for peace qui a pour objectif de rappeler les valeurs polynésiennes face à la montée des violences en imprimant 1.000 portraits souriant, riant, et inspirant instantanément la joie qui seront affichés dans plusieurs communes de Tahiti.*

## IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1er. - Objet de la présente convention**

La présente convention a pour but de fixer les objectifs et les obligations de l'association Pacific storytellers résultant de l'attribution par la Polynésie française en 2016 d'une subvention de fonctionnement pour participer au financement de l'action menée par l'association Pacific storytellers.

Ce soutien est particulièrement affecté au projet « A 'ata - Smile for peace » afin de permettre l'impression et l'affichage de portraits dans l'ensemble des lieux publics identifiés.



**Article 2. - Les objectifs à atteindre**

L'association Pacific storytellers s'engage à utiliser la subvention dans le cadre de l'organisation de l'événement « A 'ata – Smile for peace » qui s'inscrit dans les actions destinées à lutter contre les violences en rappelant les valeurs de solidarité et de paix qui doivent prévaloir dans notre société.

**Article 2. - Modalités de versement de la subvention**

La subvention de fonctionnement prévue dans le cadre de l'organisation de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes s'élève à quatre cents mille francs (400 000 F CFP) et sera attribuée selon les modalités suivantes :

- Un premier versement de 50 % soit deux cents mille francs (200 000 F CFP) à compter de la publication au JOPF de l'arrêté accordant la subvention ;

- Le solde de 50 % soit deux cents mille francs (200 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives d'utilisation de la totalité du premier versement.

**Article 3. - Obligations de l'association**

L'association Pacific storytellers s'engage à produire toutes pièces justificatives auprès de la Délégation à la famille et à la condition féminine attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté ainsi qu'un bilan dans les 6 mois suivant le versement.

**Article 4. - Modalités de paiement**

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 5. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement de la Délégation à la famille et à la condition féminine :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97103
- Article : 657

**Article 6. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Délégation à la famille et à la condition féminine

B.P : 2551, 98713 - PAPEETE

Polynésie française – Immeuble TNTV – 2<sup>ème</sup> étage, Putiaoro - Mission

Tél. : 40 800 040, Fax. : 40 800 047

Email : secretariat@femmes.gov.pf

Association Pacific storytellers

B.P : 337, 98713 - PAPEETE

Polynésie française – Mahina Immeuble\ Residence Super Mahina Lot 103

Tél. : 87 70 25 07

Email : mhvillierme@gmail.com

**Article 7. - Litige**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Papeete mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

**Article 8. - Durée de la convention, enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour une période de 1 an en 3 exemplaires originaux dont 1 MTS, 1 DFCF et 1 association. Elle peut être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 1 mois. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Pour l'association Pacific storytellers, sa  
Présidente<sup>1</sup>

Pour la Polynésie française  
Le Ministre  
du travail, des solidarités  
et de la condition féminine

**Marie-Hélène VILLIERME**

**Priscille, Tea FROGIER**

<sup>1</sup> Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

NOR : APL1600212AC

**Par arrêté n° 371 CM du 8 avril 2016.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 2-16 CAPL du 9 février 2016 de l'assemblée générale de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la Polynésie française portant organisation du marché du terroir, Te Matete Hotu Rau, et fixation de la tarification de cette prestation.

NOR : APL1600213AC

**Par arrêté n° 372 CM du 8 avril 2016.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 9-16 CAPL du 9 février 2016 de l'assemblée générale de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire de la Polynésie française portant adoption du budget primitif de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire pour l'exercice 2016.

Le budget est arrêté à la somme de *deux cent quatorze millions trois cent deux mille huit cent quatre-vingt-six francs CFP* (214 302 886 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	152 152 625	10 542 116	162 694 741
Dépenses	153 502 886	60 800 000	214 302 886
Résultats	- 1 350 261	- 50 257 884	- 51 608 145

L'équilibre budgétaire est assuré par une contraction du fonds de roulement de 51 608 145 F CFP (*cinquante et un millions six cent huit mille cent quarante-cinq francs CFP*).

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 213 PR du 7 avril 2016 portant nomination de M. René Otemaroi Tuanua en qualité de clerc d'huissier de justice assermenté à l'étude de Me Jean-Pierre Elie, huissier de justice à Faa'a.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-122 AT du 20 août 1992 modifiée fixant le statut des huissiers de justice et des clercs assermentés en Polynésie française, notamment son article 22 ;

Vu la demande de M. René Otemaroi Tuanua du 14 janvier 2016 ;

Vu la demande de Me Jean-Pierre Elie, huissier de justice à Faa'a, en date du 25 janvier 2016 ;

Vu l'avis du premier président de la cour d'appel de Papeete en date du 9 mars 2016 ;

Vu la proposition du procureur général près la cour d'appel de Papeete en date du 10 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. René Otemaroi Tuanua, né le 16 octobre 1985 à Papeete, est nommé clerc d'huissier assermenté à l'étude de Me Jean-Pierre Elie, huissier de justice à Faa'a.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonction, M. René Otemaroi Tuanua prêterait serment devant la cour d'appel de Papeete.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 214 PR du 7 avril 2016 portant autorisation de conventionnement en zone 1 pour un médecin spécialiste en neurologie.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 98-164 APF du 15 octobre 1998 relative à la maîtrise du conventionnement des médecins libéraux ;

Vu l'arrêté n° 1804 CM du 27 décembre 2000 fixant les modalités d'examen des conventionnements pouvant être conclus, par zone géographique, entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu l'arrêté n° 39 CM du 14 janvier 2016 relatif au quota de conventionnements complémentaire par zone pour médecins libéraux ;

Vu la demande de conventionnement en zone 1 du Dr Philippe Larre ;

Vu l'avis de la commission de régulation des conventionnements des médecins libéraux en date du 3 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le docteur Philippe Larre est autorisé à bénéficier d'une convention avec l'organisme de gestion des régimes de protection sociale telle que définie par la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale.

Cette convention concerne l'exercice en tant que médecin libéral spécialiste en neurologie en zone 1.

Art. 2. — Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé  
et de la recherche,*  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 215 PR du 8 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu les nécessités de services,

## Arrête :

Article 1er.— Mme Priscille Tea Frogier, ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la santé et de la recherche, pendant l'absence de M. Patrick Howell, du 9 au 15 avril 2016 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 228 PR du 8 avril 2016 fixant la liste des examens médicaux pour l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 23 CM du 14 janvier 2016 relatif au sport de haut niveau ;

Vu le code du sport ;

Vu les propositions de la commission du sport de haut niveau dans sa séance du 17 février 2015,

## Arrête :

**CHAPITRE Ier - Nature des examens médicaux de première inscription pour les sportifs de haut niveau**

Article 1er.— La première inscription sur la liste des sportifs de haut niveau, arrêtée par le Président de la Polynésie française, est conditionnée par la réalisation des examens suivants :

1° Un examen médical réalisé par un médecin diplômé en médecine du sport comprenant :

- un entretien ;
- un examen clinique général ;
- des mesures anthropométriques ;
- un dépistage des troubles visuels ;
- un dépistage des troubles auditifs.

2° Une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie et nitrites.

3° Un examen biologique, avec autorisation parentale pour les mineurs, comprenant numération-formule sanguine, reticulocytes et ferritine.

4° Un électrocardiogramme de repos.

5° Une radiographie pulmonaire (face), si nécessaire, pour les sports de combat ou sports collectifs avec proximité physique et risque de contamination entre compétiteurs.

6° Un examen dentaire avec orthopantogramme, certifié par un chirurgien-dentiste pour les sports de combats de percussion et le rugby.

7° Une échocardiographie trans-thoracique de repos.

8° Une épreuve d'effort d'intensité maximale.

Ces deux derniers examens sont réalisés par un cardiologue qui adresse les comptes-rendus au médecin prescripteur.

Chez les sportifs licenciés ayant un handicap physique ou mental ne permettant pas la réalisation de l'épreuve d'effort dans des conditions habituelles, une adaptation méthodologique est à prévoir.

9° Une exploration fonctionnelle respiratoire, si nécessaire.

10° Un examen ophtalmologique réalisé par un spécialiste, qui adresse les comptes-rendus au médecin prescripteur, pour les disciplines suivantes : sports mécaniques et sports de combats de percussion, ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire.

11° Un examen ORL effectué par un spécialiste pour les sports subaquatiques, les sports de combats de percussion ou si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire.

12° Un électroencéphalogramme réalisé par un neurologue qui en adresse le compte-rendu au médecin prescripteur, pour les disciplines suivantes : sports mécaniques et sports de combats de percussion.

13° Des examens radiographiques du rachis lombaire (face, profil), sans renouvellement en cas de résultats normaux, pour les disciplines suivantes :

- rugby ;
- sports de combats de percussion ;
- judo ;
- haltérophilie ;
- force athlétique.

14° Des examens radiographiques du rachis cervical (face et profil), pour les disciplines suivantes :

- rugby ;
- sports de combats de percussion ;
- judo ;
- haltérophilie ;
- force athlétique.

15° Un bilan diététique avec des conseils nutritionnels par un spécialiste en diététique.

## CHAPITRE II - Nature et périodicité des examens du suivi médical commun à toutes les disciplines pour les sportifs de haut niveau

Art. 2. — La reconduction sans discontinuité sur la liste des sportifs de haut niveau arrêtée par le Président de la Polynésie française est conditionnée par la réalisation d'examens jugés nécessaires par le médecin diplômé en médecine du sport.

Art. 3. — L'examen de suivi médical annuel des sportifs réalisé par un médecin diplômé en médecine du sport comprend :

- un entretien ;
- un examen clinique général ;
- des mesures anthropométriques ;
- un examen ORL avec audiogramme de dépistage des troubles auditifs ;
- un examen ophtalmique avec dépistage des troubles visuels ;
- un examen dentaire ;
- une recherche par bandelette urinaire de protéinurie, glycosurie, hématurie et nitrites ;
- un examen sanguin, avec autorisation parentale pour les mineurs, comprenant numération-formule, reticulocytes et ferritine ;
- un électrocardiogramme de repos ;
- une exploration fonctionnelle respiratoire si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- une radiographie pulmonaire (face) si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- une échocardiographie si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- un électrocardiogramme d'effort si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire ;
- un bilan diététique complémentaire, si le médecin diplômé en médecine du sport l'estime nécessaire, avec des conseils nutritionnels par un spécialiste en diététique.

Les candidats à l'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau qui ont bénéficié de l'échocardiographie alors qu'ils étaient âgés de moins de quinze ans doivent renouveler cet examen entre dix-huit et vingt ans.

## CHAPITRE III - Nature et périodicité des examens complémentaires spécifiques pour les sportifs de haut niveau

Art. 4. — Selon les disciplines, les sportifs inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau peuvent être soumis aux examens médicaux suivants, si nécessaire, selon l'appréciation du médecin diplômé en médecine du sport.

1° Un examen ophtalmologique effectué par un spécialiste pour les disciplines suivantes :

- sports mécaniques ;
- sports de combats de percussion.

2° Des examens radiographiques du rachis lombaire (face, profil), après maladie ou accident, sportif ou non, ou signe d'appel clinique, pour les disciplines suivantes :

- rugby ;
- sports de combats de percussion ;
- judo ;
- haltérophilie ;
- force athlétique.

3° Des examens radiographiques du rachis cervical (face et profil), après maladie ou accident, sportif ou non, ou signe d'appel clinique, pour les disciplines suivantes :

- rugby ;
- sports de combats de percussion ;
- judo ;
- haltérophilie ;
- force athlétique.

## CHAPITRE IV - Dispositions diverses

Art. 5. — Les sportifs figurant sur la liste des sportifs de haut niveau en catégorie Reconversion ne sont pas visés par les dispositions du présent arrêté.

Art. 6. — Dans le but de prévenir les risques sanitaires liés à la pratique sportive intensive ou liés à des conduites dopantes, un bilan complémentaire aux examens prévus au présent arrêté peut être effectué à l'initiative du médecin diplômé en médecine du sport.

Art. 7. — Lorsqu'ils font une demande de certificat médical de non contre-indication à la pratique du sport et de participation à des compétitions au médecin diplômé en médecine du sport, les athlètes inscrits sur la liste métropolitaine des sportifs de haut niveau arrêtée par le ministre chargé du sport selon l'article L. 221-2 du code du sport et bénéficiant du suivi médical prévu dans ce cadre, seront dispensés des examens prévus au présent arrêté sous réserve de présentation du dossier médical complet de leur suivi longitudinal obligatoire, au médecin diplômé en médecine du sport avec validation du dossier médical métropolitain par ce dernier.

Art. 8. — Des visites médicales supplémentaires peuvent être organisées, à la demande du sportif, de la fédération, ou du médecin diplômé en médecine du sport.

Art. 9. — L'arrêté n° 135 PR du 24 janvier 2008 relatif au suivi médical des sportifs, arbitres et juges de haut niveau est abrogé.

Art. 10. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 229 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service à Tiarei.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu la demande du 1er décembre 2015, formulée par l'architecte Jean Chicou, dûment mandaté par M. Charles Laille ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'implantation des stations de distribution de carburants réunie en séance du 23 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Charles Laille est autorisé à créer une station-service, d'une capacité totale de 40 000 litres, au PK 20 à Tiarei.

Art. 2. — La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 3. — La présente autorisation devient caduque si les travaux n'ont pas démarré dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 230 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service à Fakarava.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu la demande du 15 janvier 2016, complétée les 28 et 29 janvier 2016, formulée par l'architecte Jean Chicou, dûment mandaté par M. Tearikitumoana Varas ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'implantation des stations de distribution de carburants réunie en séance du 23 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Tearikitumoana Varas est autorisé à créer une station-service, d'une capacité totale de 40 000 litres, sur le quai de Rotoava à Fakarava.

Art. 2. — La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 3. — La présente autorisation devient caduque si les travaux n'ont pas démarré dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 231 PR du 8 avril 2016 portant autorisation d'implantation d'un dépôt d'hydrocarbures à Hao.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu la demande du 20 octobre 2015 de la société NDA, dûment mandatée par la société TNOF (Tahiti Nui Ocean Food) ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'implantation des stations de distribution de carburants réunie en séance du 23 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La société TNOF (Tahiti Nui Ocean Foods) est autorisée à implanter un dépôt d'hydrocarbures de 1 230 mètres cubes à Hao.

Art. 2. — La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 3. — La présente autorisation devient caduque si les travaux n'ont pas démarré dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 232 PR du 11 avril 2016 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Arrête :

Article 1er. — Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement, pendant l'absence de M. Heremoana Maamaatuaiahutapu, du 8 au 13 avril et du 16 au 19 avril 2016 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Edouard FRITCH.

**MINISTERE DU TOURISME,  
DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX,  
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRETE n° 2686 MTF/DGRH du 7 avril 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015.**

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;



Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1813 CM du 11 décembre 2008 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1000 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs du cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines, *président* ;
- M. Xavier Deporte, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Hina Grepin épouse Louison, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;
- M. Jean-François Cauvin, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des attachés d'administration.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale  
des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 2687 MTF/DGRH du 7 avril 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'un (1) vétérinaire et de cinq (5) chirurgiens-dentistes de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.**

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 21 janvier 2016 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2016 de concours relevant de la filière administrative et financière, de la filière technique, de la filière éducative et de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1458 MTF/DGRH du 29 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'un (1) vétérinaire et de cinq (5) chirurgiens-dentistes de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées, membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines, *président* ;
- M. Xavier Deporte, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration de la Polynésie française ;
- Mme Mélanie Fourmanoir épouse Degrez, chef du service du développement rural ;
- Mme Valérie Bourgeois épouse Roy, personnalité qualifiée dans le domaine des vétérinaires ;
- M. Jean-François Chaumel, personnalité qualifiée dans le domaine des chirurgiens-dentistes ;
- M. Yves Lannuzel, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des ressources humaines,  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 2757 MTF/DGRH du 8 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 598 MTF/DGRH du 28 janvier 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015.**

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10851 MTF/DGRH du 9 décembre 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 ;

Vu l'arrêté n° 598 MTF/DGRH du 28 janvier 2016 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 598 MTF/DGRH du 28 janvier 2016 est rédigé comme suit :

"Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Valérie Clément, représentant le directeur des ressources humaines, *présidente* ;

- Mme Hitihiti Hiro épouse Teheiura, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- M. Bruno Jordan, chef du service du tourisme ;
- Mme Loyana Maamaatuaiahutapu épouse Legall, directrice des affaires foncières ;
- Mme Sabine Bazile, fonctionnaire de catégorie A ;
- M. Damien Aubert, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des rédacteurs”.

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction générale  
des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,  
DE L'ÉCONOMIE BLEUE,  
DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE  
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

**ARRETE n° 2738 MEI du 8 avril 2016 portant renouvellement  
d'un agrément de commerçant en holothuries au profit  
de Mme Meihao Zhong.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la délibération n° 2012-50 APF du 22 octobre 2012 portant mise en place de mesures spécifiques de gestion pour certaines espèces aquatiques ;

Vu l'arrêté n° 573 CM du 25 avril 2013 modifié portant application de la délibération n° 2012-50 APF du 22 octobre 2012 portant mise en place de mesures spécifiques de gestion pour certaines espèces aquatiques ;

Vu l'arrêté n° 3170 MRM du 7 avril 2014 portant octroi d'un agrément de commerçant en holothuries à Mme Meihao Zhong ;

Vu l'état déclaratif de situation de son activité du 21 mars 2016 ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de Mme Meihao Zhong du 21 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément en qualité de commerçant en holothuries de Mme Meihao Zhong est renouvelé pour une période de 2 ans à compter du 7 avril 2016.

Art. 2.— Mme Meihao Zhong est soumise aux obligations suivantes :

- fournir à la direction des ressources marines et minières les informations relatives à la commercialisation des holothuries, notamment le nombre, le poids, le conditionnement (tel que congelé, séché, frais), la provenance (île ou commune s'agissant de Tahiti et Raiatea) et les espèces d'holothuries exploitées en vue de leur commercialisation ;
- fournir un état déclaratif de situation de son activité pour toute demande de renouvellement de l'agrément.

Art. 3.— Le directeur des ressources marines et minières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Teva ROHFRTSCH.

**ARRETE n° 2813 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant  
extension du renouvellement de la marque n° 3368059 et  
retrait de la décision de rejet n° 11445 MEI/DAE du  
23 décembre 2015.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3368059 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-45 du 6 novembre 2015 ;

Vu la décision n° 11445 MEI/DAE du 23 décembre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3368059 ;

Vu le recours gracieux du 15 janvier 2016, réceptionné le 1er février 2016, contre la décision n° 11445 MEI/DAE du 23 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 2190 MEI/DAE du 18 mars 2016 portant reconnaissance de 162 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle et notamment de la marque n° 3368059,

Arrête :

Article 1er.— La marque n° 3368059 dont le renouvellement par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a été publié dans le BOPI susvisé, est étendue en Polynésie française, où elle produit les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— La décision n° 11445 MEI/DAE du 23 décembre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3368059 est retirée.

Art. 3.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**ARRETE n° 2814 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant extension des renouvellements de 54 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques";

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-08 du 26 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au

présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

#### ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 54 MARQUES FRANCAISES

##### BOPI n° 2016-08 du 26/02/2016

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : SILEC CABLE, Société par actions simplifiée, RUE DE VARENNES PROLONGÉE, 77876 MONTEREAU FAULT YONNE  
No SIREN : 484 920 194  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 207 896 - 265 670 - 419 728 - 433 847  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BOETTCHER, M. LEMAIRE STEPHANE, 16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 315 993  
Marque française  
Signe concerné : VINYLEC  
Date du dépôt : 21 JUIN 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/49  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : TAMBRANDS INC., société de droit américain régie sous les lois du Delaware, One Procter & Gamble Plaza, Cincinnati, OHIO 45202, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 331 377  
Marque française  
Signe concerné : TAMPAX  
Date du dépôt : 18 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/24  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14, rue de Saint-Nazaire, 67000 STRASBOURG  
No SIREN : 558 500 187  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 332 677  
Marque française  
Signe concerné : SOPRADRAIN  
Date du dépôt : 26 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14, rue de Saint-Nazaire, 67000 STRASBOURG  
No SIREN : 558 500 187  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 332 679  
Marque française  
Signe concerné : SOPRAPHONE  
Date du dépôt : 26 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14, rue de Saint-Nazaire, 67000 STRASBOURG  
No SIREN : 558 500 187  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 332 680  
Marque française  
Signe concerné : SOPRAJOINT  
Date du dépôt : 26 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 17, 19.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14, rue de Saint-Nazaire, 67000 STRASBOURG  
No SIREN : 558 500 187  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc-Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 332 682  
Marque française  
Signe concerné : VELAPHONE  
Date du dépôt : 26 NOVEMBRE 1985  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 17, 19.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 10 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** HOLDING SOPREMA, Société anonyme à conseil d'administration, 14, rue de Saint-Nazaire, 67000 STRASBOURG  
**No SIREN :** 558 500 187  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 HIRSCH & ASSOCIES, Selarl d'Avocats, M. Hirsch Marc Roger, 137, rue de l'Université, 75007 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 332 683  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CURAL  
**Date du dépôt :** 26 NOVEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/42  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 19.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 10 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** CHEVRON INTELLECTUAL PROPERTY LLC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 6001 Bollinger Canyon Road, San Ramon, Etats-Unis d'Amérique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 462 622  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Novagraaf France, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 338 325  
**Marque française**  
**Signe concerné :** TARO  
**Date du dépôt :** 13 JANVIER 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/01  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 4.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 5 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LE CORDON BLEU INTERNATIONAL B.V., Société de droit néerlandais, Herengracht 28, 1015 BL, AMSTERDAM, Pays-Bas  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 177 304  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Madame Elodie-Anne TELEMAQUE, Avocat à la Cour, 3, boulevard Sébastopol, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 338 741  
**Marque française**  
**Signe concerné :** GRAND DIPLOME  
**Date du dépôt :** 16 JANVIER 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/47  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 5 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** The Gillette Company, société de droit américain régie sous les lois du Delaware, One Gillette Park, Boston, MASSACHUSETTS 02127, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 GEVERS FRANCE, M. PIRASTRU Léonard, 41 avenue de Friedland, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 343 313  
**Marque française**  
**Signe concerné :** Blue II  
**Date du dépôt :** 19 FÉVRIER 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/37  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LE PARISIEN LIBERE, Société par actions simplifiée, 25 Avenue Michelet, 93400 SAINT OUEN  
**No SIREN :** 332 890 359  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 597 610  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme ROUSSEL Sophie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 347 848  
**Marque française**  
**Signe concerné :** LE PARISIEN (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 24 MARS 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/18  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 16, 28, 35, 38, 39, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 27 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** DOCAPOST BPO, société par actions simplifiée à associé unique, 10 avenue Charles de Gaulle, 94220 CHARENTON LE PONT  
**No SIREN :** 320 217 144  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 30 653  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 MARCHAIS Associés, Avocats au Barreau de Paris, 4, avenue Hoche, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 370 340  
**Marque française**  
**Signe concerné :** MEDIACHEQUE  
**Date du dépôt :** 10 SEPTEMBRE 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/36  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35.  
Marque No 05 3 388 440 ayant fait l'objet d'un renouvellement associé à la marque ci-dessus

Date de la déclaration de renouvellement : 6 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : TERRE DE BARONNIES, SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE, 32 Rue Tupin, 69600 OULLINS  
No SIREN : 808 707 137  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 647 956  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : AC2V JURICONSEIL, 16 IMPASSE GUTENBERG, ZA LE BELLVUE, 38110 ROCHETOIRIN.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 1 372 404  
Marque française  
Signe concerné : BRIN D'OLIVIER  
Date du dépôt : 26 FÉVRIER 1986  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/51  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : TDF, Société par actions simplifiée, 106 Avenue Marx Dormoy, 92120 MONTRouGE  
No SIREN : 342 404 399  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mlle DI MAGGIO Alexandra, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 572 176  
Marque française  
Signe concerné : INFOCAST (semi-figurative)  
Date du dépôt : 18 MAI 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/51  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : TDF, Société par actions simplifiée, 106 Avenue Marx Dormoy, 92120 MONTRouGE  
No SIREN : 342 404 399  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mlle DI MAGGIO Alexandra, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 572 178  
Marque française  
Signe concerné : DIGICAST  
Date du dépôt : 18 MAI 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/43  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 35, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015  
Déclarant : WILSON SPORTING GOODS Co., société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 8750 W. Bryn Mawr Ave., Chicago, ILLINOIS 60631, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 590 522  
Marque française  
Signe concerné : TPS  
Date du dépôt : 2 OCTOBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/30  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 18, 25, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : MERCER (FRANCE) SAS, société par actions simplifiée, Tour Ariane, 5, Place de la Pyramide, 92800 PUTEAUX  
No SIREN : 390 589 455  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 421 527 - 421 529  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARCHAIS ASSOCIES, Mme LIMOUZY Emmanuelle, 4, avenue Hoche, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 596 870  
Marque française  
Signe concerné : MUSTI Mutuelle des Salariés et Travailleurs Indépendants  
Date du dépôt : 10 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/42  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : MHCS, Société en Commandite Simple, 9 Avenue de Champagne, 51200 EPERNAY  
No SIREN : 509 553 459  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 526 953 - 526 955 - 577 426  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MHCS, Mme CARRAL Christelle, 9 Avenue de Champagne, 51200 EPERNAY.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 596 988  
Marque française  
Signe concerné : L'ART DE NOS CHAMPAGNES  
Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39  
Portée du renouvellement



Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 SEPTEMBRE 2015  
Déclarant : SANYANG MOTOR CO., LTD., Société régie selon les lois de Taiwan, 3, Chung Hua Road, Hukou, Hsinchu, Chine, Taiwan  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : INLEX IP EXPERTISE, Mme DULMAN JULIE, 5 RUE FEYDEAU, 75002 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 597 577  
Marque française  
Signe concerné : JET  
Date du dépôt : 15 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/18  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : MILLIKEN INDUSTRIALS LTD, Société de droit britannique, Beech Hill Plant, Gidlow Lane, WIGAN WN6 8RN, Royaume-Uni  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 597 779  
Marque française  
Signe concerné : GRAND PLAZA  
Date du dépôt : 16 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/39  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 27.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : PLEYEL INTERNATIONAL, Société à responsabilité limitée, 93-95 avenue Daumesnil, Viaduc des Arts, Voûtes 53-54, 75012 PARIS  
No SIREN : 490 102 894  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 577 035  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MEYER & Partenaires, M. LORENTZ Pierre, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 597 819  
Marque française  
Signe concerné : PLEYEL  
Date du dépôt : 16 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 8, 12, 18, 21, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : TECHTRONIC OUTDOOR PRODUCTS TECHNOLOGY LIMITED, Société relevant du droit des Bermudes, Canon's Court, 22 Victoria Street, HM12 HAMILTON, Bermudes  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 390 396 - 653 747  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : MARKS & CLERK FRANCE, Mme ADAMOFF Martine, Immeuble Visium, 22 avenue Aristide Briand, 94117 ARCUEIL CEDEX.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 598 075  
Marque française  
Signe concerné : HOMELITE  
Date du dépôt : 17 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 4, 7, 8, 9, 11, 12, 20, 37.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : LAMY LEXEL AVOCATS ASSOCIES, Société d'exercice libéral à forme anonyme, 9, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS  
No SIREN : 379 187 446  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. BERNARD Georges, 12 rue Boileau, 69006 LYON.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 598 663  
Marque française  
Signe concerné : LAMY CONSEILS  
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/18  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 41, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : LAMY LEXEL AVOCATS ASSOCIES, Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée, 25, rue de Choiseul, 75002 PARIS  
No SIREN : 379 187 446  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. BERNARD Georges, 12 rue Boileau, 69006 LYON.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 598 664  
Marque française  
Signe concerné : LAMY AVOCATS ASSOCIES  
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/18  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35, 36, 41, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : BRICOT Bernard, 255C Avenue du Prado, 13008 MARSEILLE  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET MAREK, Mme MAREK-HIERHOLZER Anne-Françoise, 28 Rue de la Loge, B.P. 42413, 13201 MARSEILLE CEDEX 02.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 600 094  
Marque française  
Signe concerné : REPROGRAMMATION POSTURALE  
Date du dépôt : 21 NOVEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/02  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 10, 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : NUTRAMARKS, INC., société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 1400 Kearns Blvd, Park City, UTAH 84060, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 603 104  
Marque française  
Signe concerné : NATURE'S LIFE  
Date du dépôt : 27 DÉCEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 5, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : ABERCROMBIE & FITCH EUROPE SA, société de droit suisse, Via Morée, 6850, MENDRISIO, Suisse  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 533 925  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 rue Lincoln, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 603 129  
Marque française  
Signe concerné : ABERCROMBIE & FITCH  
Date du dépôt : 27 DÉCEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : ABERCROMBIE & FITCH EUROPE SA, société de droit suisse, Via Morée, 6850, MENDRISIO, Suisse  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 533 925  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BRANDSTORMING, Mme DELLINGER Valérie, 11 rue Lincoln, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 95 603 773  
Marque française  
Signe concerné : ABERCROMBIE & FITCH  
Date du dépôt : 29 DÉCEMBRE 1995  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/47  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : Levi Strauss & Co., Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, Levi's Plaza, 1155 Battery Street, 94111 SAN FRANCISCO, Californie, Etats-Unis d'Amérique  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I., Mme Dequiré-Portier Raphaëlle, 22 cours Albert 1er, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 96 605 196  
Marque française  
Signe concerné : (figurative)  
Date du dépôt : 10 JANVIER 1996  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/48  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 16, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : KEITA Fatou, 15 LA POTIRONNERIE, 44750 QUILLY  
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Mme KEITA Fatou, 15 LA POTIRONNERIE, 44750 QUILLY.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 372 502  
Marque française  
Signe concerné : KARYDRA  
Date du dépôt : 20 JUILLET 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/52  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 3, 5, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : SCHUCO INTERNATIONAL SOCIETE EN COMMANDITE SIMPLE, Société en commandite simple, 4 et 6

rue Saint Hubert, 78610 LE PERRY EN YVELINES  
**No SIREN** : 659 800 247  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 NOVAGRAAF FRANCE, SA, Mme ROGER Carole, Immeuble O2,  
 2, rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92265 ASNIERES-SUR-SEINE  
 CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 379 774  
**Marque française**  
**Signe concerné** : PARTENAIRE REFERENCE SCHUCO  
**Date du dépôt** : 13 SEPTEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/07  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 6, 17, 19, 35, 37, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 27 OCTOBRE 2015  
**Déclarant** : DOCAPOST BPO, société par actions simplifiée à  
 associé unique, 10 avenue Charles de Gaulle, 94220  
 CHARENTON LE PONT  
**No SIREN** : 320 217 144  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**  
**Registre National des Marques** : 30 653  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 MARCHAIS Associés, Avocats au Barreau de Paris, 4, avenue  
 Hoche, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 388 440  
**Marque française**  
**Signe concerné** : MEDIACHEQUE  
**Date du dépôt** : 26 OCTOBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/20  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 9, 16, 35, 38, 41, 42.  
**Marque No 1 370 340 ayant fait l'objet d'un renouvellement**  
**associé à la marque ci-dessus**

**Date de la déclaration de renouvellement** : 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : J. Crew International, Inc., société régie par les lois  
 de l'Etat du Delaware, 770 Broadway, 10003 NEW YORK, New  
 York, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 Wilson & Berthelot, Mme Wilson Claire, 22 rue Bergère, 75009  
 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 390 470  
**Marque française**  
**Signe concerné** : J. CREW  
**Date du dépôt** : 8 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/15  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 26.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : LABORATOIRE MERLE, SAS, 21 rue du Faubourg  
 Saint Antoine, 75011 PARIS  
**No SIREN** : 775 668 106  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 LABORATOIRE MERLE, Mme ALZEAL Sibylle, 21 rue du  
 Faubourg Saint Antoine, 75011 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 390 751  
**Marque française**  
**Signe concerné** : FOUCAUD  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/15, 06/22  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 3, 5.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : LABORATOIRE MERLE, SAS, 21 rue du Faubourg  
 Saint Antoine, 75011 PARIS  
**No SIREN** : 775 668 106  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 LABORATOIRE MERLE, Mme ALZEAL Sibylle, 21 rue du  
 Faubourg Saint Antoine, 75011 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 390 753  
**Marque française**  
**Signe concerné** : MERLE  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/15  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 3, 5.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : ARPEGE, SAS, 13 rue de la LOIRE, CS 23619, 44236  
 ST SEBASTIEN SUR LOIRE  
**No SIREN** : 351 421 300  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** :  
 ARPEGE, Mme Quenderff Nadine, 13 rue de la LOIRE, CS 23619,  
 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 05 3 391 101  
**Marque française**  
**Signe concerné** : IMAGE  
**Date du dépôt** : 10 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié** : 06/15  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 9.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : ARPEGE, SAS, 13 rue De LA LOIRE, CS 23619, 44236  
 ST SEBASTIEN SUR LOIRE  
**No SIREN** : 351 421 300

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
ARPEGE, Mme Quenderff Nadine, 13 rue De LA LOIRE,  
CS 23619, 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 105  
**Marque française**  
**Signe concerné :** REQUIEM  
**Date du dépôt :** 10 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/15  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** ARPEGE, SAS, 13 rue De LA LOIRE, CS 23619, 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE  
**No SIREN :** 351 421 300  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
ARPEGE, Mme Quenderff Nadine, 13 rue De LA LOIRE,  
CS 23619, 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 108  
**Marque française**  
**Signe concerné :** Acte WEB  
**Date du dépôt :** 10 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/15  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 9 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** ARPEGE, SAS, 13 Rue de la Loire, CS 23619, 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE  
**No SIREN :** 351 421 300  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
ARPEGE, Mme Quenderff Nadine, 13 Rue de la Loire, CS 23619, 44236 ST SEBASTIEN SUR LOIRE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 113  
**Marque française**  
**Signe concerné :** Arpège  
**Date du dépôt :** 10 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/15  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LEROUX Philippe, 6 rue Courbe, 36700 CHATILLON SUR INDRE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
Cabinet d'avocats, M. GUG Pascal, 24 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 695  
**Marque française**  
**Signe concerné :** AUTOMOBILES LORRAINE DIETRICH  
**Date du dépôt :** 7 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/16  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 12, 18, 24, 25.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LEROUX Philippe, 6 rue Courbe, 36700 CHATILLON SUR INDRE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
Cabinet d'avocats, M. GUG Pascal, 24 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 696  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ENDURANCE  
**Date du dépôt :** 7 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/19  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LEROUX PHILIPPE, 6 rue Courbe, 36700 CHATILLON SUR INDRE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
Cabinet d'avocats, M. Gug Pascal, 24 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 697  
**Marque française**  
**Signe concerné :** Automobiles Lorraine  
**Date du dépôt :** 7 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/16  
**Portée du renouvellement**  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 12, 18, 24, 25.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** LEROUX Philippe, 6 rue Courbe, 36700 CHATILLON SUR INDRE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
Cabinet d'avocats, M. GUG Pascal, 24 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 391 698  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CMAL CONSTRUCTIONS MOTEURS ET AUTOMOBILES LORRAINE  
**Date du dépôt :** 7 NOVEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :**

renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 12, 18, 24, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : LEROUX Philippe, 6 rue Courbe, 36700 CHATILLON SUR INDRE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet d'avocats, M. GUG Pascal, 24 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 219

Marque française

Signe concerné : Société Lorraine des Anciens Établissements de Diétrich & Cie de Lunéville

Date du dépôt : 9 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 12, 18, 24, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
Déclarant : ARB, Société par Actions Simplifiée, 8 rue Thomas Edison, Parc d'Activités Les Découvertes, 67450 MUNDOLSHEIM  
No SIREN : 401 837 554

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 507 274

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET NUSS, M. NUSS Laurent, 10 rue Jacques Kablé, 67080 STRASBOURG CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 646

Marque française

Signe concerné : riviéra & bar (semi-figurative)

Date du dépôt : 18 NOVEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/17

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 11, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : KALITESS, SARL, 28 RUE DE CAUMARTIN, 75009 PARIS

No SIREN : 487 632 416

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

KALITESS, Mme ANDRES SANDRINE, 28 RUE DE CAUMARTIN, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 397 326

Marque française

Signe concerné : KALITESS

Date du dépôt : 1er DÉCEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/20

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 35.

Date de la déclaration de renouvellement : 7 NOVEMBRE 2015

Déclarant : MAUNIER Philippe, PK20,5 côté montagne, BP 330006, 98711 PAEA, TAHITI, Polynésie Française

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

M. MAUNIER Philippe, PK20, 5 côté montagne, BP 330006, 98711 PAEA, TAHITI, Polynésie Française.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 399 747

Marque française

Signe concerné : REA DE TAHITI

Date du dépôt : 13 DÉCEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 5, 40.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : BRICOT Bernard, 255C Avenue du Prado, 13008 MARSEILLE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET MAREK, Mme MAREK-HIERHOLZER Anne-Françoise, 28 Rue de la Loge, B.P. 42413, 13201 MARSEILLE CEDEX 02.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 403 519

Marque française

Signe concerné : RÉENGRAMMATION SOMATO-SENSORIELLE

Date du dépôt : 16 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10, 41, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : Neo Light, SARL, 29, Rue du Comte de Mons, 37300 JOUE LES TOURS

No SIREN : 481 940 062

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SYLVAIN BIGOT, NEO LIGHT, 29, Rue du comte de Mons, 37300 JOUE LES TOURS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 06 3 406 503

Marque française

Signe concerné : NEO LIGHT

Date du dépôt : 24 JANVIER 2006

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/27

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : S.T.I.C., Société par actions simplifiée, 66 RUE JEANBAPTISTE  
 LEBAS, 59200 TOURCOING  
 No SIREN : 442 211 488  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 BEAU DE LOMENIE, M. ESCATS GAËL, IMMEUBLE  
 EUROCENTRE, 179 BOULEVARD DE TURIN, 59777 LILLE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 420 598  
 Marque française  
 Signe concerné : STOEKA (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 30 MARS 2006  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/11  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : GIE SESAM-Vitale, Groupement d'intérêt économique, 5 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72019 LE MANS cedex 2  
 No SIREN : 391 722 881  
 Déclarant : C.N.A.M.T.S. Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés, Etablissement public à caractère administratif, 26/50 avenue du Professeur André Lemierre, 75986 PARIS CEDEX 20  
 No SIREN : 180 035 024  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, M. Département Marque, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 363  
 Marque française  
 Signe concerné : VITALE CARTE D'ASSURANCE MALADIE  
 Date du dépôt : 10 AVRIL 2006  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 42, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : GIE SESAM-Vitale, Groupement d'intérêt économique, 5 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72019 LE MANS cedex 2  
 No SIREN : 391 722 881  
 Déclarant : C.N.A.M.T.S. Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés, Etablissement public national à caractère administratif, 26/50 avenue du Professeur André Lemierre, 75986 PARIS Cedex 20  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, M. Département Marque, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 422 369

#### Marque française

Signe concerné : VITALE TOUT SIMPLEMENT ESSENTIELLE  
 Date du dépôt : 10 AVRIL 2006  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/50  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 42, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : S.T.I.C., Société par actions simplifiée, 66 RUE JEANBAPTISTE  
 LEBAS, 59200 TOURCOING  
 No SIREN : 442 211 488  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 BEAU DE LOMENIE, M. ESCATS GAËL, IMMEUBLE  
 EUROCENTRE, 179 BOULEVARD DE TURIN, 59777 LILLE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 06 3 423 668  
 Marque française  
 Signe concerné : STOEKA (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 12 AVRIL 2006  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 08/12  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : GROUPE PRONUPTIA, société anonyme, Boulevard de la Communication, 53950 LOUVERNE  
 No SIREN : 388 215 378  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 492 342  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 IPSIDE (SCHMIT CHRETIEN), M. MORTREUX Guillaume, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 1 332 948  
 Marque française  
 Signe concerné : PRONUPTIA  
 Date du dépôt : 29 NOVEMBRE 1985  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/41  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement limité aux produits et services suivants :  
 Joaillerie, bijouterie en métaux précieux ou non précieux ; Sacs, malles, valises, parapluies ; Fils à usage textile ; Tissus et produits textiles ; Robes de mariées ; vêtements de dessus et dessous pour hommes, femmes et enfants ; tenues de cortège pour hommes, femmes et enfants ; gants ; chaussures, chapellerie ; Dentelles et broderies, rubans, lacets, fleurs artificielles.  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 14, 18, 23, 24, 25, 26.

**DECISION n° 2815 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3390985.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3390985 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3390985 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 2816 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1332952.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1332952 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1332952 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 2817 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3388257.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3388257 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit

alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3388257 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 2818 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3400808.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3400808 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3400808 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 2819 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3393458.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de

propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3393458 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3393458 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2820 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95580045.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 95580045 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95580045 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

# **DECISION n° 2821 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397598.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3397598 publiée au BOPI n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3397598 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2822 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3383141, n° 3383142 et n° 3383144.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3383141, n° 3383142 et n° 3383144 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-08 du 26 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3383141, n° 3383142 et n° 3383144 sont rejetées.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**ARRETE n° 2823 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant extension des renouvellements de 82 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-07 du 19 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.



# ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 82 MARQUES FRANCAISES

**BOPI n° 2016-07 du 19/02/2016**

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** Arnott's Biscuits Limited, Société de droit australien,  
 24 George Street, Building B, Level 1, NORTH STRATHFIELD  
 2137 NSW, Australie  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Gilbey Legal, M. Gilbey Richard, 43 boulevard Haussmann,  
 75009 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 321 199  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ARNOTT'S (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 27 AOÛT 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/43  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 30.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** COMMINS POWER GENERATION INC., Société  
 organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 1400 73rd Avenue  
 N.E., MINNEAPOLIS, MINNESOTA, ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET BEAU DE LOMENIE, 158 rue de l'Université, 75007  
 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 325 397  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ONAN  
**Date du dépôt :** 3 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/27  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 7.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** SAINT-GOBAIN PAM, Société Anonyme, 21, avenue  
 Camille Cavallier, 54700 PONT-A-MOUSSON  
**No SIREN :** 755 802 105  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Madame Blandine BRUNO, COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN,  
 " Les Miroirs ", 18, avenue d'Alsace, 92400 COURBEVOIE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 325 527  
**Marque française**  
**Signe concerné :** PAVA  
**Date du dépôt :** 4 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/35  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 6, 7, 11.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** MONGIN, Société par actions simplifiée, 1 RUE  
 LOUIS BLEROT, ZONE INDUSTRIELLE DU MAS DES LANDES,  
 87170 ISLE  
**No SIREN :** 754 500 593  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**  
**Registre National des Marques :** 315 761 - 439 373 - 656 152  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CASALONGA & ASSOCIES, 8 avenue Percier, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 326 496  
**Marque française**  
**Signe concerné :** MONGIN (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 11 OCTOBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/29  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 7, 8.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** LEGRAND FRANCE, société anonyme, 128 avenue du  
 Maréchal de Lattre-de-Tassigny, 87000 LIMOGES  
**No SIREN :** 758 501 001  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**  
**Registre National des Marques :** 421 535  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 332 208  
**Marque française**  
**Signe concerné :** PRISINTER  
**Date du dépôt :** 25 NOVEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/41  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 7, 9, 11, 17.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** UNOMEDICAL A/S, société de droit danois,  
 Engmosen 1, DK 3540 LYNGBE, Danemark  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**  
**Registre National des Marques :** 207 450  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent  
 Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 332 740  
**Marque française**  
**Signe concerné :** UNOVAC  
**Date du dépôt :** 28 NOVEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier**  
**renouvellement a été publié :** 06/23  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 10.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** THE PILLSBURY COMPANY LLC, Société de droit américain, Number One General Mills Boulevard, 55426 MINNEAPOLIS, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** IPSIDE (Schmit Chretien), M. Mortreux Guillaume, 29 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 333 898  
**Marque française**  
**Signe concerné :** PILLSBURY (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 6 DÉCEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/44  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 29, 30, 31.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** DR PEPPER/SEVEN UP, INC., 5301 Legacy Drive, PLANO, TX 75024, Etats-Unis d'Amérique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 473 544  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 334 092  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CANADA DRY  
**Date du dépôt :** 9 DÉCEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/43  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** DR PEPPER/SEVEN UP, INC., 5301 Legacy Drive, PLANO, TX 75024, Etats-Unis d'Amérique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 473 544  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 334 094  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CANADA DRY  
**Date du dépôt :** 9 DÉCEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/43  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 32.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** DR PEPPER/SEVEN UP, INC., 5301 Legacy Drive, PLANO, TX 75024, Etats-Unis d'Amérique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 473 544  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 334 110  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CANADA DRY  
**Date du dépôt :** 9 DÉCEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/43  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 29, 30, 33.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 19 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** CHANEL, 135 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE  
**No SIREN :** 542 052 766  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** CHANEL, Département des Marques, 135 avenue Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 334 490  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CC CERCLE (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 11 DÉCEMBRE 1985  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/17  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** Fender Musical Instruments Corporation, société organisée sous les lois de l'état du Delaware, 17600 N. Perimeter Drive, Suite 100, 85255-5440 SCOTTSDALE, Arizona, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :** Bignon Lebray Avocats, M. Mourot Benjamin, 4 rue des canonniers, 59041 LILLE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 339 847  
**Marque française**  
**Signe concerné :** FENDER  
**Date du dépôt :** 23 JANVIER 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/49  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 15.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** GROUPE BRANDT, Société par actions simplifiée,  
 89-91 BOULEVARD FRANKLIN ROOSEVELT, 92500  
 RUEILMALMAISON

**No SIREN :** 799 632 443

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques :** 197 351 - 197 352 - 428 319 -  
 625 556

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 SANTARELLI, 49, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 342 770

**Marque française**

**Signe concerné :** FLASH

**Date du dépôt :** 14 FÉVRIER 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 07/27

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** Daegis Inc., Société organisée selon les lois de l'Etat  
 du Delaware, 1420 Rocky Ridge Drive, Suite 380, Roseville,  
 CALIFORNIE 95661, Etats-Unis d'Amérique

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry,  
 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 343 823

**Marque française**

**Signe concerné :** ACCCELL

**Date du dépôt :** 19 DÉCEMBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 06/42

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 16, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** COINTREAU, Société par actions simplifiée,  
 Carrefour Molière, 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU  
**No SIREN :** 582 143 384

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

CLS Rémy Cointreau, Trademarks Department, Mme PRUVOST  
 Séverine, 20 rue de la société Vinicole, 16100 COGNAC.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 346 827

**Marque française**

**Signe concerné :** PASSOA

**Date du dépôt :** 17 MARS 1986

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 06/40

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 33.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 2 NOVEMBRE 2015

**Déclarant :** CONSORTIUM FRANCAIS DE CONSTRUCTEURS  
 POUR L'AGRO INDUSTRIE, Société par actions simplifiée, Zone  
 Industrielle, Route de Montgerain, 60420 TRICOT

**No SIREN :** 329 152 375

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques :** 312 824

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet ARMENGAUD AINE, Mme SIEFER-GAILLARDIN Anne, 3  
 avenue Bugeaud, 75116 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 1 348 657

**Marque française**

**Signe concerné :** EMILE MAROT

**Date du dépôt :** 5 DÉCEMBRE 1985

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 06/39

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7, 8.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** SALAISONS CELTIQUES, Société par actions  
 simplifiée à associé unique, Parc d'Activités Tréhonin, BP 52,  
 56300 LE SOURN

**No SIREN :** 862 500 279

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Weinstein, M. FRICK Christian, 176 Avenue Charles de  
 Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 590 579

**Marque française**

**Signe concerné :** LE COUENNE (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 2 OCTOBRE 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 06/39

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 29.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** AB DROITS AUDIOVISUELS, Société par actions  
 simplifiée, 132 Avenue du Président Wilson, 93210 SAINT-DENIS  
 LA PLAINE

**No SIREN :** 379 412 919

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques :** 368 944

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet ORES, 36 Rue de Saint Pétersbourg, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 95 593 395

**Marque française**

**Signe concerné :** AB SAT

**Date du dépôt :** 18 OCTOBRE 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié :** 06/32

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 24, 25, 28, 35, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** SAINT-GOBAIN PAM, Société Anonyme, 21, avenue Camille Cavallier, 54700 PONT-A-MOUSSON  
**No SIREN :** 755 802 105  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Madame Blandine BRUNO, COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN, " Les Miroirs ", 18, avenue d'Alsace, 92400 COURBEVOIE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 593 483  
**Marque française**  
**Signe concerné :** AUTOLINEA  
**Date du dépôt :** 20 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/32  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 6.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** TICONA LLC, société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 8040 Dixie Highway, 41042 FLORENCE, Kentucky, Etats-Unis d'Amérique  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 574 223  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 593 535  
**Marque française**  
**Signe concerné :** THERMX  
**Date du dépôt :** 20 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/36  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 1.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** W.R. Grace & Co. -Conn., société régie selon les lois des Etats Unis d'Amérique, 7500 Grace Drive, 21044 COLUMBIA, MARYLAND, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 593 790  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ULTIMA  
**Date du dépôt :** 23 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/37  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 1.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** SANTEN PHARMACEUTICAL Co. LTD, Société de droit japonais, 3-9-19, Shimoshinjo, Higashiyodogawa-ku, OSAKA 533-8651, JAPON  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet ORES, 36 Rue de Saint Pétersbourg, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 594 016  
**Marque française**  
**Signe concerné :** OPHTIM  
**Date du dépôt :** 24 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/31  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 5.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** DBAPPAREL DIRECT MARKETING, Société par Actions Simplifiée, 2, rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON  
**No SIREN :** 388 962 185  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme PETRIGH Laurence, 31-33 rue de la Baume, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 594 738  
**Marque française**  
**Signe concerné :** LINGERIE SHOP THE LINGERIE SHOP  
**Date du dépôt :** 27 OCTOBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 07/15  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 25.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 27 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** Estee Lauder Cosmetics Ltd., Société de droit canadien, 161 Commander Boulevard, Agincourt, ONTARIO M1S 3K9, Canada  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Hogan Lovells (Paris) LLP, Mme Bernardeau-Paupe Olivia, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 95 596 135  
**Marque française**  
**Signe concerné :** INDIVIDUALIST  
**Date du dépôt :** 7 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/43  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** DISTRIBORG GROUPE, Société anonyme, 217 Chemin du Grand Revoyet, 69230 SAINT-GENIS-LAVAL

**No SIREN : 970 502 761**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment  
O2, 2 Rue Sarah Benhardt, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 223**

**Marque française**

**Signe concerné : LES BIO JOURS**

**Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/37**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 16, 28, 35, 41.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015**

**Déclarant : DISTRIBUTOR GROUPE, Société anonyme, 217**

**Chemin du Grand Revoyet, 69230 SAINT-GENIS-LAVAL**

**No SIREN : 970 502 761**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment  
O2, 2 Rue Sarah Benhardt, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 224**

**Marque française**

**Signe concerné : LES BIO RYTHMES**

**Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/37**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 16, 41, 42.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 2 NOVEMBRE 2015**

**Déclarant : BAUSCH & LOMB INCORPORATED, Société  
constituée sous les lois de l'Etat de New-York, One Bausch &  
Lomb Place Rochester, ROCHESTER, Etats-Unis d'Amérique**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment  
O2, 2 Rue Sarah Benhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE  
Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 365**

**Marque française**

**Signe concerné : EASYSEPT**

**Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/36**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 5.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015**

**Déclarant : GROUPE SCUTUM SAS, Société par Actions**

**Simplifiée, 21, rue du Pont des Halles, Immeuble Delta 106,  
94550 CHEVILLY-LARUE**

**No SIREN : 309 174 589**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

**CABINET DEGRET, 24, Place du Général Catroux, 75017 PARIS.**

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 378**

**Marque française**

**Signe concerné : S (semi-figurative)**

**Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/52**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 9, 37, 38, 42, 45.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015**

**Déclarant : SCUTUM, Société Anonyme, 14, rue Magellan, 75008  
PARIS**

**No SIREN : 342 631 934**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

**CABINET DEGRET, 24, Place du Général Catroux, 75017 PARIS.**

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 379**

**Marque française**

**Signe concerné : SCUTUM**

**Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/52**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 9, 37, 38, 42, 45.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015**

**Déclarant : OFFICE DEPOT, INC., société organisée selon les lois  
de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), 6600 North  
Military Trail, Boca Raton, FLORIDA 33496, ETATS-UNIS  
D'AMERIQUE**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

**CABINET PLASSERAUD, 52, RUE DE LA VICTOIRE, 75440 PARIS  
CEDEX 09.**

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement : 95 596 640**

**Marque française**

**Signe concerné : OFFICE DEPOT LOW PRICE GUARANTEE  
EVERYDAY (semi-figurative)**

**Date du dépôt : 9 NOVEMBRE 1995**

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/41**

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension : Polynésie française.**

**Classes de produits et de services : 16, 35, 42, 43.**

**Date de la déclaration de renouvellement : 2 NOVEMBRE 2015**

**Déclarant : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse  
11, 6300 ZUG, Suisse**

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 199 513 - 281 728**

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

**NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment  
O2, 2 Rue Sarah Benhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE  
Cedex.**

**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 656  
**Marque française**  
**Signe concerné** : DIDO  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse 11, 6300 ZUG, Suisse  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques** : 199 513 - 281 728  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 657  
**Marque française**  
**Signe concerné** : HOBBY  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse 11, 6300 ZUG, Suisse  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques** : 199 513 - 281 728  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 658  
**Marque française**  
**Signe concerné** : HALLEY  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse 11, 6300 ZUG, Suisse  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques** : 199 513 - 281 728  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment

O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 659  
**Marque française**  
**Signe concerné** : SURPRISE  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse 11, 6300 ZUG, Suisse  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques** : 199 513 - 281 728  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 660  
**Marque française**  
**Signe concerné** : KARMEN  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant** : SADINA SA, Société de droit suisse, Baarer Strasse 11, 6300 ZUG, Suisse  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques** : 199 513 - 281 728  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance** : NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement** : 95 596 661  
**Marque française**  
**Signe concerné** : FINAL  
**Date du dépôt** : 9 NOVEMBRE 1995  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié** : 06/02  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension** : Polynésie française.  
**Classes de produits et de services** : 29, 30.

**Date de la déclaration de renouvellement** : 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant** : LOXAM, Société par actions simplifiée, 256 rue Nicolas Coatanlem, 56850 CAUDAN  
**No SIREN** : 450 776 968  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au**

Registre National des Marques : 563 951  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme EGASSE BERENGERE, Bâtiment  
 O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 95 600 299  
 Marque française  
 Signe concerné : ISOXAM  
 Date du dépôt : 8 DÉCEMBRE 1995  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 06/42  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 35, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : Hilton Worldwide Holding LLP, Société de droit  
 britannique, Maple Court Central Park, Reeds Crescent, WD24  
 4QQ, WATFORD, Royaume-Uni  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 635 832  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MULLER Florence, 158 rue  
 de l'Université, 75007 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 96 606 396  
 Marque française  
 Signe concerné : HILTON  
 Date du dépôt : 18 JANVIER 1996  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 06/49  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : COINTREAU, Société par actions simplifiée,  
 Carrefour Molière, 49124 SAINT BARTHELEMY D'ANJOU  
 No SIREN : 582 143 384  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CLS Rémy Cointreau, Trademarks Department, Mme PRUVOST  
 Séverine, 20 rue de la société Vinicole, 16100 COGNAC.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 96 613 791  
 Marque française  
 Signe concerné : PASSOA  
 Date du dépôt : 1er MARS 1996  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 06/40  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : PRIONICS AG, société suisse, Wagistrasse 27a,  
 CH 8952, SCHLIEREN, Suisse  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
 Registre National des Marques : 429 248

Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent  
 Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 96 616 292  
 Marque française  
 Signe concerné : BOVIGAM  
 Date du dépôt : 18 MARS 1996  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 07/09  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 1, 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : KEITA Fatou, 15 LA POTIRONNERIE, 44750 QUILLY  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Mme KEITA Fatou, 15 LA POTIRONNERIE, 44750 QUILLY.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 362 911  
 Marque française  
 Signe concerné : CLAIRJOIE PARIS  
 Date du dépôt : 3 JUIN 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 05/49  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 3, 5, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : Confrérie de la Chaîne des Rôtisseurs, Association loi  
 de 1901, 7 rue d'Aumale, 75009 PARIS  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 LYNDE & ASSOCIES, M. LYNDE Stéphane, 5 rue Murillo, 75008  
 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 374 700  
 Marque française  
 Signe concerné : CHAÎNE DES ROTISSEURS 1248-1950  
 (semifigurative)  
 Date du dépôt : 8 AOÛT 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
 renouvellement a été publié : 06/02  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
 services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 7, 8, 9, 14, 18, 20, 21, 24, 25,  
 29, 30, 32, 33, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : Confrérie de la Chaîne des Rôtisseurs, Association loi  
 de 1901, 7 rue d'Aumale, 75009 PARIS  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 LYNDE & ASSOCIES, M. LYNDE Stéphane, 5 rue Murillo, 75008  
 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 374 701  
 Marque française  
 Signe concerné : figurative

Date du dépôt : 8 AOÛT 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/02

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 41, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015

Déclarant : SIDEL, Société par actions simplifiée, Avenue de la Patrouille de France, 76930 OCTEVILLE SUR MER

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 383 121

Marque française

Signe concerné : GEBO

Date du dépôt : 30 SEPTEMBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/09

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 37, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 NOVEMBRE 2015

Déclarant : SPIE BATIGNOLLES ENERGIE, Société par actions simplifiée, 41 Rue de Bussys, 95600 EAUBONNE

No SIREN : 478 717 929

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 638 351

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET ORES, 36 Rue de Saint Pétersbourg, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 385 425

Marque française

Signe concerné : AVISO

Date du dépôt : 12 OCTOBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/11

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 37, 39, 44, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015

Déclarant : TILLOTTS PHARMA AG, société de droit suisse, Baslerstrasse 15, RHEINFELDEN CH 4310, Suisse

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 385 689

Marque française

Signe concerné : ASACOL

Date du dépôt : 13 OCTOBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/11

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015

Déclarant : DIM, Société par Actions Simplifiée, 2 rue des Martinets, 92500 RUEIL MALMAISON

No SIREN : 488 727 298

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 571 706

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mme PETRIGH Laurence, 31-33 rue de la Baume, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 854

Marque française

Signe concerné : DIMSHOP

Date du dépôt : 19 OCTOBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 25, 35, 38, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015

Déclarant : ENDEMOL PRODUCTIONS, SAS, Bâtiment 521, 10 Rue Waldeck Rochet, 93300 AUBERVILLIERS

No SIREN : 414 154 237

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 636 166

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Me Stéphane HASBANIAN, SCP BAYLE & HASBANIAN, Avocats à la Cour, 81, avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 875

Marque française

Signe concerné : M

Date du dépôt : 19 OCTOBRE 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/12

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 9, 16, 18, 24, 25, 28, 30, 32, 33, 35, 38, 41, 42, 43, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015

Déclarant : ENDEMOL PRODUCTIONS, SAS, Bâtiment 521, 10 Rue Waldeck Rochet, 93300 AUBERVILLIERS

No SIREN : 414 154 237

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 636 166

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Me Stéphane HASBANIAN, SCP BAYLE & HASBANIAN, Avocats à la Cour, 81, avenue Raymond Poincaré, 75116 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 386 879

Marque française

Signe concerné : MISS FRANCE

Date du dépôt : 19 OCTOBRE 2005



No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/12  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 3, 9, 16, 18, 24, 25, 28, 30, 32, 33, 35, 38, 41, 42, 43, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : VISA EUROPE LIMITED, société anonyme régie par le droit anglais, 1 Sheldon Square, W26TT LONDRES, Royaumeuni  
 No SIREN : 509 930 699  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 528 935  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : INLEX IP EXPERTISE, Mme CHARLES Stéphanie, 5 Rue Feydeau, 75002 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 087  
 Marque française  
 Signe concerné : CARTE BLEUE (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 28 OCTOBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 43, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : VISA EUROPE LIMITED, société anonyme régie par le droit anglais, 1 Sheldon Square, W26TT LONDRES, Royaumeuni  
 No SIREN : 509 930 699  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 528 935  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : INLEX IP EXPERTISE, Mme CHARLES Stéphanie, 5 Rue Feydeau, 75002 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 090  
 Marque française  
 Signe concerné : CARTE BLEUE (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 28 OCTOBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : TIPIAK, Société Anonyme, DOMAINE D'ACTIVITES AEROPORTUAIRE DE NANTES ATLANTIQUE, 44860 SAINTAIGNAN DE GRAND LIEU  
 No SIREN : 301 691 655  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : IPSILON BREMA-LOYER, Mme BRIEC Florence, Le Centralis, 63 Avenue du Général Leclerc, 92340 BOURG-LA-REINE.

Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 128  
 Marque française  
 Signe concerné : LES RECETTES A DOMICILE DE TIPIAK  
 Date du dépôt : 28 OCTOBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29, 30, 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : Thai Union Manufacturing Company Limited, Société de droit Thaïlandais, 979/13-16 M. Floor, S.M. Tower, Phaholyothin Road, Samsennai, Phayathai, 10400 BANGKOK, Thaïlande  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : INLEX IP EXPERTISE, M. SOUTOUL Franck, 5 rue Feydeau, 75002 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 920  
 Marque française  
 Signe concerné : SEAELECT  
 Date du dépôt : 4 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29, 30, 31.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : TUGENDHAFT Vanessa, 1 RUE ERNEST HEBERT, 75016 PARIS  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : VANESSA TUGENDHAFT, 1 RUE ERNEST HEBERT, 75016 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 389 941  
 Marque française  
 Signe concerné : VANESSA TUGENDHAFT JOAILLERIE  
 Date du dépôt : 4 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/14  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 14, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : VAL SOLUTIONS, Société par actions simplifiée, 5 rue du Vercors, 69007 LYON  
 No SIREN : 522 501 923  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 528 054  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance : DE GAULLE FLEURANCE & ASSOCIES, Mme LE PECHONJOURBERT Francine, 9 rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 221  
 Marque française

Signe concerné : VAL SOLUTIONS SANTE ET PREVENTION  
 Date du dépôt : 7 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 37, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : MDS, Société par Actions Simplifiée, Route des Iles, 73210 AIME  
 No SIREN : 481 205 359  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mlle PELLISSIER Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 367  
 Marque française  
 Signe concerné : Apérosnacks  
 Date du dépôt : 28 OCTOBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : MDS, Société par Actions Simplifiée, Route des Iles, 73210 AIME  
 No SIREN : 481 205 359  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 Cabinet GERMAIN & MAUREAU, Mlle PELLISSIER Laurence, 12 rue Boileau, 69006 LYON.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 368  
 Marque française  
 Signe concerné : Apérissnacks  
 Date du dépôt : 28 OCTOBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : THE LEADING HOTELS OF THE WORLD, LTD, Société organisée sous les lois de l'état de New York, 485 Lexington Avenue, City of New York, 10017 STATE OF NEW YORK, Etats-Unis d'Amérique  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme EGASSE BERENGERE, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 546  
 Marque française  
 Signe concerné : LEADING HOTELS (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 8 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier

renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 43.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS, Société par actions simplifiée, 129 avenue Gallieni, 93140 BONDY  
 No SIREN : 542 086 616  
 No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 455 291  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET MARC SABATIER, M. SABATIER Marc, 83 avenue Foch, 75116 PARIS.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 390 931  
 Marque française  
 Signe concerné : TNTMAX  
 Date du dépôt : 3 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 9, 38, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 NOVEMBRE 2015  
 Déclarant : DISTRIBORG GROUPE, Société anonyme, 217 Chemin du Grand Revoyet, 69230 SAINT-GENIS-LAVAL  
 No SIREN : 970 502 761  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 391 016  
 Marque française  
 Signe concerné : 5 SUR 5  
 Date du dépôt : 10 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/15  
 Portée du renouvellement  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
 Demande d'extension : Polynésie française.  
 Classes de produits et de services : 29, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
 Déclarant : ARB, Société par Actions Simplifiée, 8 rue Thomas Edison, Parc d'Activités Les Découvertes, 67450 MUNDOLSHEIM  
 No SIREN : 401 837 554  
 Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
 CABINET NUSS, M. NUSS Laurent, 10 rue Jacques Kablé, 67080 STRASBOURG CEDEX.  
 Enregistrement concerné  
 No national ou No d'enregistrement : 05 3 392 649  
 Marque française  
 Signe concerné : ASTORIA (semi-figurative)  
 Date du dépôt : 18 NOVEMBRE 2005  
 No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/17  
 Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 7, 9, 11, 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 29 OCTOBRE 2015  
Déclarant : NESPOLI FRANCE, Société par actions simplifiée,  
29-37 avenue du Général de Gaulle, 02260 LA CAPELLE  
No SIREN : 394 514 756  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 524 196  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
SODEMA CONSEILS, S.A., Mme PLAISANT Nicky, 16 rue du  
Général Foy, 75008 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 015  
Marque française  
Signe concerné : ROULOR  
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/17  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 7, 8, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
Déclarant : VISA EUROPE LIMITED, société anonyme régie par le  
droit anglais, 1 Sheldon Square, W26TT LONDRES, Royaumeuni  
No SIREN : 509 930 699  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 528 935  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
INLEX IP EXPERTISE, Mme CHARLES Stéphanie, 5 Rue Feydeau,  
75002 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 121  
Marque française  
Signe concerné : e.CARTE BLEUE (semi-figurative)  
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/17  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 OCTOBRE 2015  
Déclarant : VISA EUROPE LIMITED, société anonyme régie par le  
droit anglais, 1 Sheldon Square, W26TT LONDRES, Royaumeuni  
No SIREN : 509 930 699  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 528 935  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
INLEX IP EXPERTISE, Mme CHARLES Stéphanie, 5 Rue Feydeau,  
75002 PARIS.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 127  
Marque française  
Signe concerné : e.CARTE BLEUE (semi-figurative)  
Date du dépôt : 22 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier

renouvellement a été publié : 06/17  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 30 OCTOBRE 2015  
Déclarant : DEPHASIMUM LTD, société de droit étranger, 2nd  
Floor 6 London Street, W21HR LONDRES, Royaume-uni  
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au  
Registre National des Marques : 570 601  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET DEBAY, Mme PIROTTE VALERIE, 126 RESIDENCE  
ELYSEE 2, 78170 LA CELLE SAINT CLOUD.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 447  
Marque française  
Signe concerné : DEPHASIMUM  
Date du dépôt : 16 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/17  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 2 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : distillerie louis roque, SA, 41 avenue jean jaures,  
46200 SOUILLAC  
No SIREN : 691 650 030  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
distillerie louis roque, M. denoix philippe, 41 avenue jean jaures,  
46200 SOUILLAC.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 393 822  
Marque française  
Signe concerné : tchanque  
Date du dépôt : 25 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/17  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et  
services de l'enregistrement concerné  
Demande d'extension : Polynésie française.  
Classes de produits et de services : 30, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 4 NOVEMBRE 2015  
Déclarant : EUROPE DISTRIBUTION SERVICES, SARL, 41 rue de  
Courcelles, 75008 PARIS  
No SIREN : 383 370 509  
Mandataire ou destinataire de la correspondance :  
CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place  
Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.  
Enregistrement concerné  
No national ou No d'enregistrement : 05 3 394 176  
Marque française  
Signe concerné : ELITE HAIR INTERNATIONAL  
Date du dépôt : 28 NOVEMBRE 2005  
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier  
renouvellement a été publié : 06/18  
Portée du renouvellement  
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 3, 10, 26, 44.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015

**Déclarant :** B&B HOTELS, Société par actions simplifiée, 271 RUE DU GÉNÉRAL PAULET, 29200 BREST

**No SIREN :** 378 047 500

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Mme DISDIER MIKUS Karine, 27 rue Laffitte, 75009 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 394 439

**Marque française**

**Signe concerné :** B & B HOTELS

**Date du dépôt :** 29 NOVEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/20

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 43.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015

**Déclarant :** SENIOR PLANET, Société Anonyme, 47 rue de la Chaussée d'Antin, 26 rue Mogador, 75009 PARIS

**No SIREN :** 412 001 547

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, M. LOBELSON William, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 396 428

**Marque française**

**Signe concerné :** FEMMES PLUS

**Date du dépôt :** 8 DÉCEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 16, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** ISUZU JIDOSHA KABUSHIKI KAISHA, Société régie par les lois japonaises, 26-1, Minami-Oi 6-Chome, Shinagawa-Ku, TOKYO, Japon

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

DESBARRES & STAEFFEN, M. DESBARRES Thierry, 18 Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 396 493

**Marque française**

**Signe concerné :** ISUZU D-MAX

**Date du dépôt :** 8 DÉCEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 12, 28.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** VISA EUROPE LIMITED, société anonyme régie par le droit anglais, 1 Sheldon Square, W26TT LONDRES, Royaumeuni  
**No SIREN :** 509 930 699

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 528 935

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

INLEX IP EXPERTISE, Mme CHARLES Stéphanie, 5 Rue Feydeau, 75002 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 396 714

**Marque française**

**Signe concerné :** AFFAIRES (semi-figurative)

**Date du dépôt :** 9 DÉCEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/19

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 7, 9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015

**Déclarant :** BIG BANG, SAS, Zone Industrielle de CROLLES, 38920 CROLLES

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 396 989

**Marque française**

**Signe concerné :** e-LITE

**Date du dépôt :** 12 DÉCEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/20

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 11.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 29 OCTOBRE 2015

**Déclarant :** VAL SOLUTIONS, Société par actions simplifiée, 5 rue du Vercors, 69007 LYON

**No SIREN :** 522 501 923

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 528 054

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**

DE GAULLE FLEURANCE & ASSOCIES, Mme LE PECHONJOURBERT Francine, 9 rue Boissy d'Anglas, 75008 PARIS.

**Enregistrement concerné**

**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 397 527

**Marque française**

**Signe concerné :** PREVENTIEL

**Date du dépôt :** 14 DÉCEMBRE 2005

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/20

**Portée du renouvellement**

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

**Demande d'extension :** Polynésie française.

**Classes de produits et de services :** 9, 38, 42.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** FREMANTLEMEDIA FRANCE, Société par actions simplifiée, 49-51 rue Vivienne, 75002 PARIS  
**No SIREN :** 404 102 402  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 M. BOUTRON Philippe, FIDAL, 4-6 Avenue d'Alsace, 92982 PARIS LA DEFENSE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 397 606  
**Marque française**  
**Signe concerné :** QUE LE MEILLEUR GAGNE  
**Date du dépôt :** 2 DÉCEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/20  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 16, 38, 41.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** PAREXGROUP SA, Société Anonyme, 19 Place de la Résistance, 92440 ISSY LES MOULINEAUX  
**No SIREN :** 342 913 191  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 455 309  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet PLASSERAUD, M. VERMANDER Guillaume, Immeuble le Rhône-Alpes, 235 Cours Lafayette, 69006 LYON.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 398 377  
**Marque française**  
**Signe concerné :** CEBADOR  
**Date du dépôt :** 7 DÉCEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/21  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 19.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** SCUTUM, Société Anonyme, 14, rue Magellan, 75008 PARIS  
**No SIREN :** 342 631 934  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET DEGRET, 24, Place du Général Catroux, 75017 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 05 3 400 495  
**Marque française**  
**Signe concerné :** SCUTUM (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 28 DÉCEMBRE 2005  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/22  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 9, 37, 42, 45.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** TREBUCQ Isabelle, BP 381, 769 TAMANU, TAHITI, 98718 PUNAAUIA, Polynésie Française

**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Madame Isabelle TREBUCQ, BP 381, 769 TAMANU, TAHITI, 98718 PUNAAUIA, Polynésie Française.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 401 550  
**Marque française**  
**Signe concerné :** TAHITI MASSAGE  
**Date du dépôt :** 3 JANVIER 2006  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/28  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3, 24, 25, 41, 44.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 28 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** KUMHO INDUSTRIAL, Co Ltd, #1095-4, Songwol-Dong, Naju-Si, JEOLLANAM-DO 520-130, Corée, République  
**Déclarant :** ASIANA AIRLINES, INC, Asiana Town #47, Osae-Dong, Kangseo-Ku, SEOUL 157-713, Corée, République  
**Déclarant :** KOREA KUMHO PETROCHEMICAL IND, Co, Ltd, Kumho Building, #57, Sinmunno 1-Ga, Jongno-Gu, SEOUL 110-713, Corée, République  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 459 905  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 GUILBOT AVOCAT, M. GUILBOT Florent, 35 bis rue Joffroy d'abbans, 75017 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 402 448  
**Marque française**  
**Signe concerné :** ASIANA AIRLINES (semi-figurative)  
**Date du dépôt :** 9 JANVIER 2006  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/23  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 36, 39.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 3 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** PHOENIX BRANDS LLC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, One Landmark Square, Suite 1810, 06901 STAMFORD, CT, Etats-Unis d'Amérique  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I., M. Triet Grégoire, 22 cours Albert 1er, 75008 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 402 892  
**Marque française**  
**Signe concerné :** NIAGARA  
**Date du dépôt :** 11 JANVIER 2006  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/24  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 3.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 2 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** CASIO KEISANKI KABUSHIKI KAISHA (CASIO

COMPUTER CO., LTD.), Société de droit japonais, 6-2, Honmachi 1-chome, Shibuya-ku, Tokyo, Japon  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MARIE Aurélie, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 403 053  
**Marque française**  
**Signe concerné :** DUAL ILLUMINATOR  
**Date du dépôt :** 12 JANVIER 2006  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/24  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 14.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 4 NOVEMBRE 2015  
**Déclarant :** NEW ZEALAND STEEL Ltd, Société organisée selon les lois de Nouvelle Zélande, Woolf Fisher Works, Mission Bush Road, Glenbrook AUCKLAND, Nouvelle-Zélande  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 06 3 413 479  
**Marque française**  
**Signe concerné :** COLORCLAD  
**Date du dépôt :** 1er MARS 2006  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/31  
**Portée du renouvellement**  
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 6.

**Date de la déclaration de renouvellement :** 30 OCTOBRE 2015  
**Déclarant :** C.E.L. HOLDING, Société par actions simplifiée à associé unique, 3 Allée Emile Reynaud, Bât. B, 77200 TORCY  
**No SIREN :** 380 092 866  
**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques :** 26 982  
**Mandataire ou destinataire de la correspondance :**  
 CABINET WEINSTEIN, M. FRICK Christian, 176 Avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.  
**Enregistrement concerné**  
**No national ou No d'enregistrement :** 1 388 742  
**Marque française**  
**Signe concerné :** TRECA  
**Date du dépôt :** 18 FÉVRIER 1986  
**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié :** 06/39  
**Portée du renouvellement**  
**Renouvellement limité aux produits et services suivants :**  
 Meubles, glaces, cadres ; articles (non compris dans d'autres classes) en bois, liège, roseau, jonc, osier, en corne, os, ivoire, baleine, écaille, ambre, nacre, écume de mer, celluloïd et succédanés de toutes ces matières. ; Cordes, ficelles, filets, tentes, bâches, voiles, sacs ; matières de rembourrage (crin, capoc, plumes, algues de mer, etc.) ; matières textiles fibreuses brutes. ; Tissus ; couvertures de lit et de table ; articles textiles non compris dans d'autres classes. ; Tapis, paillasons, nattes, linoleums et autres produits servant à couvrir les planchers ; tentures (excepté en tissu). ; Publicité et affaires. Publicité, distribution de prospectus, d'échantillons ; location de matériel publicitaire ; impressions de travaux publicitaires. Aide aux entreprises industrielles ou commerciales dans la conduite de leurs affaires. Conseils, informations ou renseignements d'affaires. Entreprise à façon de travaux statistiques, mécanographiques, de sténotypie. Comptabilité. Reproduction de documents. Bureaux de placement. Location de machines à écrire et de matériel de bureau.  
**Demande d'extension :** Polynésie française.  
**Classes de produits et de services :** 20, 22, 24, 27, 35.

#### **DECISION n° 2824 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3381260.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3381260 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3381260 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.

# **DECISION n° 2825 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3395888 et n° 3395887.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 3395888 et n° 3395887 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour les marques susvisées ;

Considérant que le renouvellement de ces marques n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3395888 et n° 3395887 sont rejetées.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2826 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3390646.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3390646 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;



Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3390646 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2827 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1326733.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la

promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1326733 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1326733 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2828 ME/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1328156.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété

industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 1328156 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 1328156 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2829 ME/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3392605.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3392605 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3392605 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2830 ME/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3395963.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3395963 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3395963 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2831 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3401923.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3401923 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3401923 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,*  
William VANIZETTE.

**DECISION n° 2832 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3397838.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2<sup>e</sup> partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 3397838 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1<sup>er</sup> février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1<sup>er</sup>.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 3397838 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**DECISION n° 2833 MEI/DAE du 11 avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95596465.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 95596465 publiée au BOPI n° 2016-07 du 19 février 2016 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95596465 est rejetée.

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction  
générale des affaires économiques,  
William VANIZETTE.*

**MINISTRE DU LOGEMENT  
ET DE LA RENOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 2703 MLV du 7 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 autorisant la location d'une emprise (lot a) de 1 211 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public, cadastré section PC n° 39, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, au profit de l'association Eglise adventiste du septième jour, Mission de la Polynésie française.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;



Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 autorisant la location d'une emprise (lot *a*) de 1 211 mètres carrés à détacher du remblai déclassé du domaine public cadastré section PC n° 39, sis commune de Huahine, commune associée de Parea, au profit de l'association Eglise adventiste du septième jour, Mission de la Polynésie française ;

Vu la lettre de l'association Eglise adventiste du septième jour, Mission de la Polynésie française en date du 23 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 2 de l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 susvisé, les mots : "quatre mois" sont remplacés par les mots : "six mois".

Art. 2. — L'article 4 de l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit : "Le loyer annuel est fixé à *deux cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingts* (217 980) *francs CFP* payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini). Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers".

Art. 3. — L'article 8 de l'arrêté n° 11189 MLV du 16 décembre 2015 susvisé est supprimé.

L'article 9 de l'arrêté précité devient l'article 8, l'article 10 devient l'article 9 et l'article 11 devient l'article 10.

Le reste sans changement.

Art. 4. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2704 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 10 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée section IZ n° 4 dépendant de la terre dénommée Domaine de Faaroa, sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de la société par actions simplifiées (SAS) Vini.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la convention du 16 mars 2005 conclue entre le ministère de l'agriculture et de l'élevage et la société Tikiphone relative à l'occupation d'un emplacement de 9 mètres carrés situé sur la propriété territoriale, sise dans la vallée de Faaroa, Opoa, Raiatea, au lieudit Ball Trap ;

Vu la demande de location de la société par actions simplifiées (SAS) Vini en date du 22 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 18 juin 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de la société par actions simplifiées (SAS) Vini en date du 1er février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 10 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée section IZ n° 4 dépendant de la terre dénommée Domaine de Faaroa sise à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, accusant une superficie totale de 17 943 mètres carrés, est autorisée au profit de la société par actions simplifiées (SAS) Vini, aux fins d'implantation d'une antenne relais de radiotéléphonie mobile Vini.



Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2015-03-14 en date du 10 avril 2015 établi par les géomètres topographes de la SARL Anding-Leininger, joint à la demande de la société.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *cent vingt mille* (120 000) *francs CFP*, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le bénéficiaire qui occupe le site sans autorisation au moment de la demande qui donne lieu au présent arrêté, devra régulariser rétroactivement son occupation par le paiement d'une indemnité.

Cette indemnité, payable à la signature de la convention, correspond aux loyers qui auraient dû être perçus par la Polynésie française sur toute la période concernée par l'occupation sans titre.

Art. 8.— La convention en date du 16 mars 2005 conclue entre le ministère de l'agriculture et de l'élevage et la société Tikiphone susvisée, est résiliée depuis le 16 mars 2014.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2705 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 25 mètres carrés à détacher de la terre domaniale dénommée Tehauhereura, cadastrée section NL n° 23, sise à Mahu-Tamatoa, commune de Tubuai, au profit de la SA Vini.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de régularisation de location de la SA Vini en date du 19 février 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 18 juin 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de la SA Vini en date du 1er février 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 25 mètres carrés à détacher de la terre domaniale dénommée Tehauhereura, cadastrée section NL n° 23, sise à Mahu-Tamatoa, commune de Tubuai, est autorisée au profit de la SA Vini, à des fins d'implantation d'un relais du réseau Vini.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) ans.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *cent vingt mille francs* (120 000) CFP, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le bénéficiaire qui occupe le site sans autorisation, au moment de la demande qui donne lieu au présent arrêté, devra régulariser rétroactivement son occupation par le paiement d'une indemnité.

Cette indemnité, payable à la signature de la convention, correspond aux loyers qui auraient dû être perçus par la Polynésie française sur toute la période concernée par l'occupation sans titre.

Art. 8.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SA Vini et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2706 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location des parcelles dénommées Plateau Rauvau terre domaniale surplus et Hiva, parcelles A3, D5 et F3, cadastrées section BD n° 54 et n° 56, sises à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mlle Marjorie Etilage.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mlle Marjorie Etilage en date du 17 novembre 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mlle Marjorie Etilage en date du 29 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location des parcelles dénommées Plateau Rauvau terre domaniale surplus de 5 834 mètres carrés et Hiva, parcelles A3, D5 et F3 de 2 769 mètres carrés, cadastrées section BD n° 54 et n° 56, d'une superficie totale de 8 603 mètres carrés, sises à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de Mlle Marjorie Etilage, à des fins agricoles et horticoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-cinq mille huit cent dix* (25 810) *francs CFP*, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2707 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée Lotissement Vaiharo, lot n° 49, cadastrée commune de Huahine, section AK n° 46, commune associée de Fare, au profit de Mme Daisy Maruia Mauati.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mme Daisy Maruia Mauati en date du 13 août 2015 complétée le 14 août 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 21 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Daisy Maruia Mauati en date du 29 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dénommée Lotissement Vaiharo, lot n° 49, cadastrée commune de Huahine, section AK n° 46, commune associée de Fare, accusant une superficie totale de 1 252 mètres carrés, est autorisée au profit de Mme Daisy Maruia Mauati, à des fins d'habitation.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *quarante mille* (40 000) francs CFP, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2708 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 10 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Roland Paepaetaata.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Roland Paepaetaata en date du 2 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Roland Paepaetaata en date du 6 octobre 2015,

Arrête :

**Article 1er.** — La location d'une emprise de 10 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de M. Roland Paepaetaata, à des fins agricoles.

**Art. 2.** — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

**Art. 3.** — Le loyer annuel est fixé à *trente mille francs CFP* (30 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

**Art. 4.** — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

**Art. 5.** — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

**Art. 6.** — En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, une indemnité pour occupation sans titre à compter du 1er janvier 2011, sera exigible avant la date de signature de l'acte.

**Art. 7.** — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2709 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Atera Mateha.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Atera Mateha en date du 28 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Atera Mateha en date du 12 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er. — La location d'un emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de M. Atera Mateha, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, une indemnité pour occupation sans titre à compter du 1er janvier 2011, sera exigible avant la date de signature de l'acte.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2710 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Walter Deane.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Walter Deane en date du 29 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Walter Deane en date du 7 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— La location d'un emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de M. Walter Deane, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, une indemnité pour occupation sans titre à compter du 1er janvier 2011, sera exigible avant la date de signature de l'acte.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2711 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 3 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Tearataura dite aussi Uramore partie, cadastrée section AI n° 14, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de M. Rooma Tuuhia.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Rooma Tuuhia en date du 21 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Rooma Tuuhia en date du 8 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 3 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Tearataura dite aussi Uramore partie, cadastrée section AI, n° 14, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de M. Rooma Tuuhia, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2712 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 2 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Teura Pouira épouse Grimaud.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Teura Pouira épouse Grimaud en date du 30 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Teura Pouira épouse Grimaud en date du 8 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 2 500 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de Mme Teura Pouira épouse Grimaud, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— En application des dispositions de l'article 2224 du code civil, une indemnité pour occupation sans titre à compter du 1er janvier 2011, sera exigible avant la date de signature de l'acte.



Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2713 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Codélia Raipuni épouse Taaroa.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Codélia Raipuni épouse Taaroa en date du 27 avril 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Codélia Raipuni épouse Taaroa en date du 7 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI, n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de Mme Codélia Raipuni épouse Taaroa, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2714 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, au profit de Mme Roarii Pifao épouse Chei.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Rooarii Pifao épouse Chei en date du 9 juillet 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Rooarii Pifao épouse Chei en date du 12 octobre 2015,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 5 000 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dénommée Puurutahora partie, cadastrée section AI n° 10, sise à Tautira, commune de Taiarapu-Est, est autorisée au profit de Mme Rooarii Pifao épouse Chei, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de trois (3) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à quinze mille francs CFP (15 000 F CFP), payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation au bénéficiaire.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2715 MLV du 7 avril 2016 autorisant le renouvellement de la location d'une emprise de 502 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dépendant du domaine Opunohu, cadastrée commune de Moorea-Maiao, sise à Papetoai, section PL n° 28, au profit de la SA Electricité de Tahiti.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de renouvellement de la location de la SA Electricité de Tahiti en date des 22 septembre et 8 décembre 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 12 février 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de la SA Electricité de Tahiti en date du 23 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le renouvellement de la location d'une emprise de 502 mètres carrés à détacher de la parcelle de terre dépendant du domaine Opunohu, cadastrée commune de Moorea-Maïao, section PL n° 28 sise à Papetoai, accusant une superficie totale de 20 545 mètres carrés, est autorisée au profit de la SA Electricité de Tahiti à des fins d'exploitation d'un poste de distribution d'énergie.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *cent vingt mille francs CFP* (120 000 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Au regard du plan de masse transmis par la SA Electricité de Tahiti et la photo aérienne de la parcelle établie par la direction des affaires foncières, il a été constaté que le poste de distribution d'énergie a bien été implanté sur la parcelle section PL n° 28 et non sur la parcelle section PL n° 29.

Art. 7.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 8.— Le bénéficiaire qui occupe le site sans autorisation au moment de la demande qui donne lieu au présent arrêté, devra régulariser rétroactivement son occupation par le paiement d'une indemnité.

Cette indemnité, payable à la signature de la convention, correspond aux loyers qui auraient dus être perçus par la Polynésie française sur toute la période concernée par l'occupation sans titre.

Art. 9.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement*  
*et de la rénovation urbaine,*  
*de la politique de la ville,*  
*des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2716 MLV du 7 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime (corps-mort) sis commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, au profit de M. Jean-Pierre Frey.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Jean-Pierre Frey en date du 29 octobre 2015 réceptionnée le 5 novembre 2015 complétée le 8 janvier 2016 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora en date du 21 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime destiné à la pose d'un corps-mort, sis en face de la terre Tapehaa, cadastrée section AP, n° 64 dans la rade de Vaitape, commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, est autorisée au profit de M. Jean-Pierre Frey aux coordonnées GPS suivantes : 16° 30' 60 Nord, 151° 45' 00 ouest.

Cette occupation est destinée au mouillage sur bouée d'un catamaran de 13 mètres de long dénommé Bohemia et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une durée de trois (3) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La présente autorisation sera caduque dès lors que les frais y afférents n'auront pas été payés dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 4. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° L'emplacement concédé est affecté à la pose d'un corps-mort destiné au mouillage d'un catamaran ;
- 2° Le concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures de protection nécessaires, de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après la pose de l'ancre ;
- 3° Il se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment de la direction de l'équipement et de la direction de l'environnement ;
- 4° L'emplacement du corps-mort doit être mentionné sur une carte marine officielle permettant de le situer dans le milieu maritime ; les navires au mouillage ne doivent pas gêner les voies de navigation ni masquer les axes des alignements ;
- 5° Le mouillage du navire doit respecter les espaces de biotope et les espaces d'ancrage interdits mentionnés sur les cartes marines SHOM ;

6° Les rejets des eaux usées doivent se faire à plus de 3 milles nautiques d'un abri et doivent être signalés à la direction de l'environnement ;

7° L'emplacement autorisé devra comporter une matérialisation de jour et de nuit au titre de la sécurité de la navigation et de la circulation maritime dans la zone ;

8° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

9° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente ;

10° A l'expiration ou la résiliation de l'autorisation d'occupation, le concessionnaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation payable d'avance, à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini), est fixée à la somme de *dix mille francs CFP* (10 000 F CFP).

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Art. 6. — A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire de l'autorité compétente.

Art. 7. — En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux.

Art. 8. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2717 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 3), cadastrée section PB n° 87, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de M. Iapo Carl Ariioehau.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de M. Iapo Carl Ariioehau en date du 7 septembre 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 21 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Iapo Carl Ariioehau en date du 10 février 2016,

Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 3), cadastrée section PB n° 87, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, est autorisée au profit de M. Iapo Carl Ariioehau, à des fins d'habitation.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2015-09-33 en date du 14 décembre 2015 établi par les géomètres topographes de la SARL Anding-Leininger, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *trente et un mille trois cent soixante-quatorze francs CFP* (31 374 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2718 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 2), cadastrée section PB n° 86, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de Mme Gilda Titani Taaroa épouse War.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mme Gilda Titani Taaroa épouse War en date du 30 mars 2015 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 27 août 2015 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mme Gilda Titani Taaroa épouse War en date du 14 octobre 2016,

#### Arrête :

Article 1er.— La location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 2), cadastrée section PB n° 86, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, est autorisée au profit de Mme Gilda Titani Taaroa épouse War, à des fins d'habitation.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2015-09-33 en date du 14 décembre 2015 établi par les géomètres topographes de la SARL Anding-Leininger, joint à la demande de l'intéressée.

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *trente et un mille trois cent soixante-quatorze francs CFP* (31 374 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2719 MLV du 7 avril 2016 autorisant la location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 1), cadastrée section PB n° 85, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, au profit de M. Coty Ariihau Ariioehau.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de M. Coty Ariihau Ariioehau en date du 3 septembre 2015 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer en date du 21 janvier 2016 ;

Vu la lettre d'acceptation de M. Coty Ariihau Ariioehau en date du 8 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — La location d'une emprise de 600 mètres carrés (lot 1), cadastrée section PB n° 85, partie de la terre domaniale dénommée Ahutere et Ropiu parcelle B sise commune de Tahaa, commune associée de Iripau, est autorisée au profit de M. Coty Ariihau Ariioehau, à des fins d'habitation.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan n° 2015-09-33 en date du 14 décembre 2015 établi par les géomètres topographes de la SARL Anding-Leininger, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4. — Le loyer annuel est fixé à *trente et un mille trois cent soixante-quatorze francs CFP* (31 374 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2016.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2750 MLV du 8 avril 2016 portant affectation de la parcelle cadastrée commune de Faa'a, section T n° 1891, au profit de l'établissement public Fare Tama Hau.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La parcelle dépendant de la terre ancienne propriété Bonnefin, cadastrée commune de Faa'a, section T n° 1891, d'une superficie de 1 855 mètres carrés, et les constructions y édifiées sont affectées au profit de l'établissement public Fare Tama Hau, tel que le tout figure sur le document d'arpentage en date du 11 mai 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à régulariser l'implantation de la Maison de l'enfance, la gestion et l'entretien du site.

Art. 3.— La valeur vénale du bien affecté est estimée à *neuf millions deux cent soixante-quinze mille francs CFP* (9 275 000 F CFP), soit 5 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre chargé des solidarités, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement public Fare Tama Hau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Le ministre du travail, des solidarités  
et de la condition féminine,  
Priscille Tea FROGIER.

Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 2751 MLV du 8 avril 2016 portant affectation des parcelles cadastrées commune de Arutua, section de commune de Apataki, section E n° 198, n° 199, n° 200 et n° 203, au profit de la direction de l'équipement.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre du 4 septembre 2014 de la commune de Arutua,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectées au profit de la direction de l'équipement, les parcelles dépendant de la terre sans nom, cadastrées commune de Arutua, section de commune de Apataki, section E n° 198, n° 199, n° 200, n° 203, d'une superficie respective de 884 mètres carrés, 1 112 mètres carrés, 858 mètres carrés et 274 mètres carrés, et les constructions y édifiées, tel que le tout figure sur le document d'arpentage en date du 31 mars 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la gestion et l'entretien du quai de Apataki.

Art. 3.— Les valeurs comptable et vénale des biens affectés sont identiques et estimées à un total de *trois millions cent vingt-huit mille francs CFP* (3 128 000 F CFP), soit 1 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire



personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— L'arrêté n° 827 CM du 18 août 1997 complétant l'arrêté n° 584 CM du 16 juin 1997 relatif au retrait d'affectation de certains biens affectés à l'EVAAM, est abrogé.

Art. 9.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction de l'équipement et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

**ARRETE n° 2739 MEE du 8 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 10344 MEE du 24 novembre 2015 portant délégation de signature à M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements.**

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 1848 CM du 18 novembre 2015 portant nomination de M. Cyril Desouches en qualité de directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu l'arrêté n° 10344 MEE du 24 novembre 2015 portant délégation de signature à M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6970 PR du 12 novembre 2013 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 10344 MEE du 24 novembre 2015 susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

"En cas d'absence ou d'empêchement de M Cyril Desouches, les délégations prévues aux articles 1er et 2 ci-dessus sont exercées par Mme Sandra Shan Sei Fan, chef du département dénommé secrétariat général."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,  
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

**ARRETE n° 2800 MET du 11 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune de Makemo.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;



Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Makemo, de la circonscription des Tuamotu-Gambier, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 30 novembre 2015 ;

Vu la demande en date du 4 février 2016, reçue au GEGDP le 5 février 2016, présentée par la commune de Makemo,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° La commune de Makemo, 98769 Pouheva, Makemo, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m<sup>3</sup>) de sable corallien, dans le hoa côté lagon, au droit des terres Tamara, cadastrée A 169 et Opareke cadastrée A 166, commune de Makemo ;
- 2° Les matériaux extraits sont destinés à la construction de bâtiment ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et de camion de la commune ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi ;
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-262-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée et notamment à moins de 20 mètres par rapport à l'axe du pont ;
- 6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
  - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates et mise en place d'un écran efficace pour limiter la mise en suspension des fines ;
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire ;
- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques ;
- 11° Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *cinquante mille francs CFP* (soit 500 m<sup>3</sup> à 100 F CFP/m<sup>3</sup> = 50 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire. Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé ;
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement ;
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée d'un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 avril 2016.  
Albert SOLIA.

# SITE D'EXTRACTION

## DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

Groupement d'Etudes et de  
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 – FAX : 48 54 69  
<http://www.equipement.gov.pf>

ILE DE :  
MAKEMO

COMMUNE DE  
MAKEMO

LIEU :  
HOA CÔTE LAGON AU DROIT DES  
TERRES TAMARA ET OPAREKE

QUANTITE :  
500 M3 DE SABLE CORALLIEN

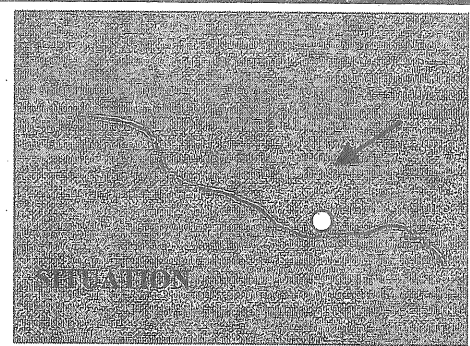
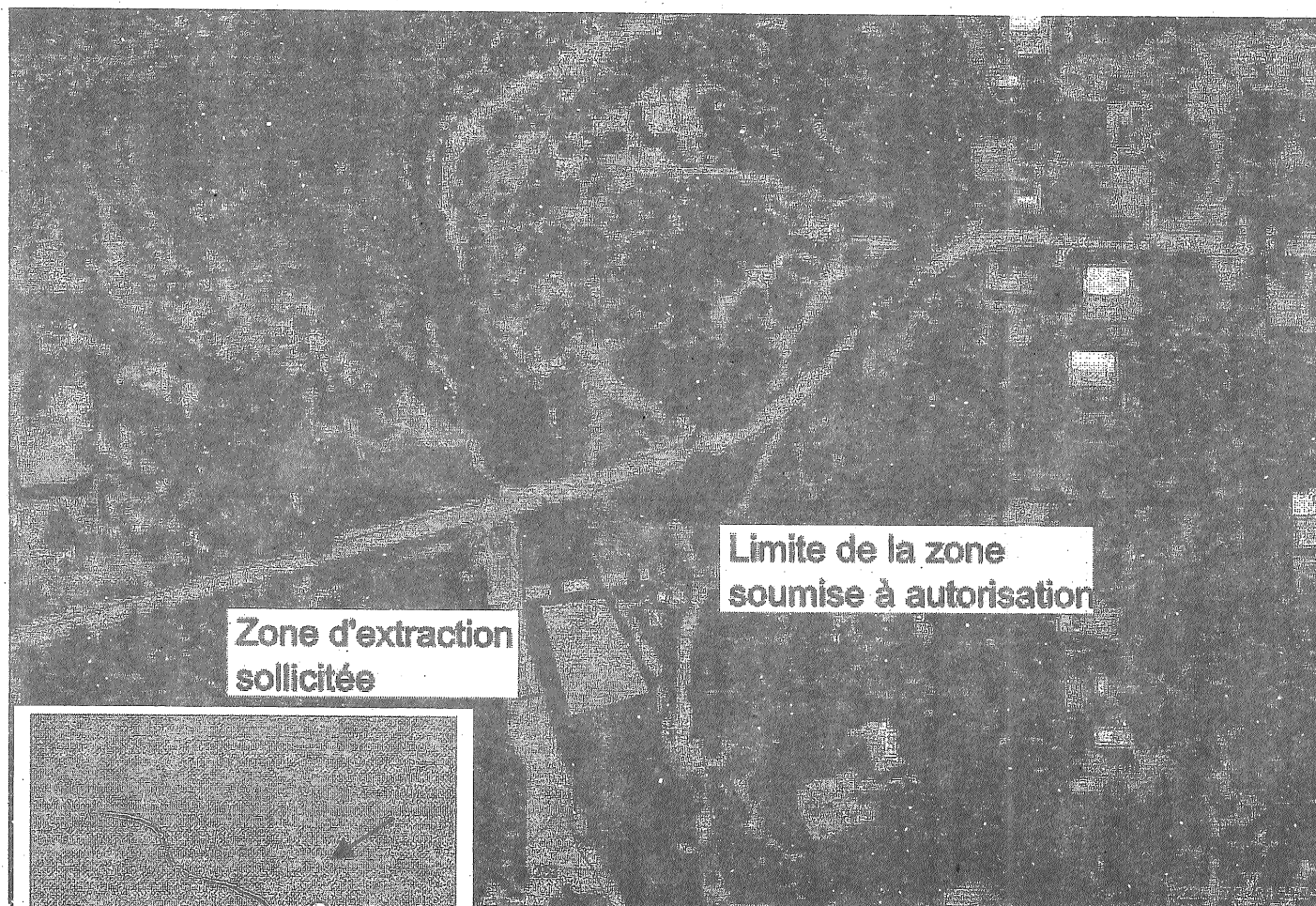
DEMANDES DE :  
COMMUNE MAKEMO

EN DATE DU :  
27 JANVIER 2016

PLAN N°  
2016-262-101/DEQ/GEGDP

DRESSE-LE :  
11 FEVRIER 2016

DOSSIER N° 2016-130



# **MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE**

## **ARRETE n° 2731 MSR du 8 avril 2016 portant délégation de signature à M. le docteur Xavier Malâtre, directeur de la santé par intérim.**

Le ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 209 PR du 25 mars 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées dans chaque archipel à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées, notamment son annexe, point 25 ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1576 CM du 14 octobre 2015 portant nomination de M. Xavier Malâtre en qualité de directeur de la santé par intérim ;

Vu la circulaire n° 6970 PR du 12 novembre 2013 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la note de présentation n° 3275 MSR/DSP.h du 6 avril 2016,

Arrête :

### **TITRE Ier - DELEGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE SERVICE PAR INTERIM ET A SON CHARGE DE MISSION**

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. le docteur Xavier Malâtre, directeur de la santé par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre en charge de la santé, dans la limite de ses attributions, tous les actes et

correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exclusion de tous documents concernant les relations avec le secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'Organisation mondiale de la santé et le ministère chargé de la santé du gouvernement de la République.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à M. le docteur Xavier Malâtre à l'effet de signer les actes ci-après :

A - Dans le domaine des missions générales de la direction de la santé :

- 1° Admissions dans les formations hospitalières relevant de la direction de la santé ;
- 2° Délivrance de certificats de vaccinations ;
- 3° Exercice du contrôle sanitaire aux frontières ;
- 4° Scolarité et examens des étudiants de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault ;
- 5° Evacuations sanitaires ;
- 6° Tout acte relatif à la mise en œuvre du dépistage gratuit des cancers gynécologiques ;
- 7° Habilitation des personnes chargées de mener les consultations sociales prévues dans le cadre de l'interruption volontaire de grossesse ;
- 8° Délivrance, suspension ou retrait de l'agrément nécessaire aux transports sanitaires ;
- 9° Conventions d'accueil de stagiaires avec les établissements scolaires situés en Polynésie française et avec les établissements de santé ;
- 10° Conventions de stage pour les étudiants de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault et conventions d'accueil en stage pour les étudiants en soins infirmiers ou aides-soignants en provenance de France métropolitaine ou de Nouvelle-Calédonie souhaitant effectuer leur stage dans un établissement de santé en Polynésie française ;
- 11° Conventions nécessaires à la mise en œuvre des consultations de spécialistes dans les archipels ;
- 12° Conventions de coopération avec le Centre hospitalier de la Polynésie française ou autres établissements de santé.

B - Dans le domaine de la planification et de l'organisation des soins :

- 1° Régulation de l'offre de soins ;
- 2° Sécurité sanitaire, qualité des soins et évaluation ;
- 3° Enregistrement des diplômes, titres ou certificats des professionnels de santé ;
- 4° Gestion des risques et exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- 5° Documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- 6° Administration du régime des autorisations ;
- 7° Visites de conformité ou de contrôle et inspections ;
- 8° Schéma d'organisation sanitaire.

C - Dans le domaine de la veille sanitaire :

- 1° Alertes sanitaires, investigations des épidémies, surveillance des maladies ;
- 2° Mise en œuvre du règlement sanitaire international.

D - Dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique :

- 1° Lutte anti-vectorielle ;
- 2° Hygiène de l'environnement ;
- 3° Hygiène alimentaire ;
- 4° Hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouage et instituts de beauté.

E - Dans le domaine de l'information sanitaire :

- 1° Registre du cancer ;
- 2° Enregistrement des certificats de décès.

F - Dans le domaine de la gestion du personnel :

- 1° Propositions de réduction ou de bonification pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de changement de groupe ;
- 2° Notations ;
- 3° Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- 4° Réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;
- 5° Autorisations d'absence à l'exception des autorisations d'absence accordées pour participation à des rencontres sportives ou culturelles de haut niveau ; et de celles accordées aux agents de l'administration candidats aux élections ;
- 6° Congés de toute nature ;
- 7° Suspension et réintégration après suspension de contrat de travail pour raison de santé ;
- 8° Etablissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ou aux arrêts de travail ;
- 9° Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;
- 10° Nomination des surveillants pour les personnels paramédicaux exerçant les fonctions de surveillants ;
- 11° Changement d'affectation au sein de la direction de la santé ;
- 12° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures toxiques ;
- 13° Organisation des visites médicales ;
- 14° Certificats de travail et toutes attestations prévus par la réglementation sociale, exceptées les attestations de salaire ;
- 15° Certificats de prise de fonction, de réintégration, de cessation de fonction ou attestations de travail ;
- 16° Opérations de certification de services faits ;
- 17° Réquisition du personnel pour assurer la continuité du service.

G - Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- 1° Engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- 2° Liquidation des recettes ;

- 3° Liquidation des réquisitions de transports et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;
- 4° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et d'heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;
- 5° Remboursement des frais liés aux accidents du travail ;
- 6° Actes de procédure ayant trait à la passation des marchés publics ;
- 7° Demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- 8° Contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé ;
- 9° Etats liquidatifs récapitulatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistage des cancers gynécologiques ;
- 10° Certification du service fait ;
- 11° Arrêtés d'indemnités kilométriques.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre, délégation de signature est donnée à M. le docteur François Laudon, chargé de mission auprès du directeur de la santé par intérim, à l'effet de signer les actes et correspondances cités aux articles 1er et 2 ci-dessus.

## TITRE II - DELEGATION DE SIGNATURE AUX RESPONSABLES DE DEPARTEMENTS ET DE BUREAUX ET A CERTAINS AGENTS DE L'ECHELON CENTRAL

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

- Mme le docteur Marion Arbes, responsable du département planification et organisation des soins ;
- Mme Yolande Mou, responsable du département des programmes de prévention ;
- Mme Nancy Mao Che, responsable du département administratif et financier ;
- Mme Caroline Barbas, responsable du bureau des ressources humaines et de la formation ;
- M. le docteur Henri-Pierre Mallet, responsable du bureau de veille sanitaire,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exclusion de tous documents concernant les relations avec le secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'Organisation mondiale de la santé et le ministère chargé de la santé du gouvernement de la République ;
- les congés annuels, les autorisations spéciales d'absence pour prendre part à des événements familiaux et l'établissement des certificats de prise de fonction, de réintégration ou de cessation de fonction du personnel placé sous leur autorité.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

1° Mme le docteur Marion Arbes, responsable du département planification et organisation des soins ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. le docteur Bakary Diakite, responsable du bureau de l'offre de soins, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes dans les domaines suivants :

- organisation de l'offre de soins ;
- sécurité sanitaire, qualité des soins et évaluation ;
- enregistrement des diplômes, titres ou certificats des professionnels de santé ;
- gestion des risques et exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- régime des autorisations.

2° Mme le docteur Carole Gombert-Alpini, pharmacien du bureau de la gestion des risques et du médicament ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Caroline Grépin, pharmacien du bureau de la gestion des risques et du médicament, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes dans les domaines suivants :

- gestion des risques et exercice du contrôle aux frontières liés aux produits de santé ;
- documents prévus par les conventions internationales sur les stupéfiants et les psychotropes ;
- régime des autorisations.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à Mme Yolande Mou, responsable du département des programmes de prévention ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Maeva Vecella, responsable du bureau d'assistance technique et méthodologique, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes dans les domaines suivants :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- états liquidatifs des honoraires des médecins dans le cadre du dépistage des cancers gynécologiques ;
- certification du service fait.

Art. 7.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à Mme Nancy Mao Che, responsable du département administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes dans les domaines suivants :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;
- contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;

- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *dix millions de francs CFP* ;
- actes de procédure ayant trait à la passation des marchés n'excédant pas *trente millions de francs CFP* ;
- certification du service fait.

Art. 8.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à Mme Caroline Barbas, responsable du bureau des ressources humaines et de la formation ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Wanda Parker, responsable de la cellule du personnel itinérant et gestion budgétaire ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celles-ci, à M. Alexandre Dubocage, responsable des cellules administration et gestion du personnel, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes dans les domaines suivants :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- engagement et liquidation des ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française des personnels placés sous leur gestion ;
- engagement et liquidation des réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou de tout acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;
- établissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ou aux arrêts de travail ;
- certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures toxiques ;
- organisation des visites médicales ;
- certificats de travail et toutes attestations prévus par la réglementation sociale, exceptées les attestations de salaire ;
- établissements des certificats de prise de fonction, de réintégration, de cessation de fonction ou attestations de travail ;
- opérations de certification de services faits.

Art. 9.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à M. le docteur Henri-Pierre Mallet, responsable du bureau de la veille sanitaire ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Priscillia Bompard, épidémiologiste, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes dans les domaines suivants :

- alertes sanitaires, investigations des épidémies, surveillance des maladies ;
- mise en œuvre du règlement sanitaire international ;
- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- certification du service fait ;
- registre du cancer ;
- enregistrement des certificats de décès.



**TITRE III - DELEGATION DE SIGNATURE  
AUX RESPONSABLES DE STRUCTURES  
ET A CERTAINS AGENTS DE L'ECHELON  
DECONCENTRE**

Art. 10. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

- M. le docteur Jérôme Debacre, responsable des formations sanitaires de Tahiti Nui ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Marc Feltin, cadre de santé ;
- Mme le docteur Vaea Terorotua, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène et santé scolaire ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Hélène Abihssira ;
- Mme le docteur Laurence Bonnac-Théron, responsable du Centre d'aide médico-sociale précoce ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Marie-Odile Huin-Blondey ;
- Mme le docteur Patricia Giraud, responsable du Centre de consultations spécialisées en protection maternelle et infantile ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Corinne Michel ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celles-ci, à Mme le docteur Isabelle Andres ;
- Mme le docteur Anita Vabret, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène mentale infanto-juvénile ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. le docteur Jean-Marie Poulain ;
- Mme le docteur Marie-Françoise Brugiroux, responsable du Centre de consultations spécialisées en alcoologie et toxicomanie ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Tatiana Nouveau, psychologue ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celles-ci, à Mme le docteur Barbara Veilhan ;
- M. le docteur Jean-François Chaumel, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène dentaire ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. le docteur Yves Lannuzel. En cas d'absence ou d'empêchement de MM. les docteurs Jean-François Chaumel et Yves Lannuzel, Mme Sylvana Klima, gestionnaire comptable, reçoit délégation de signature pour les seules réquisitions de transport à l'intérieur de la Polynésie française ;
- M. le docteur Ngoc Lam Nguyen, responsable du Centre de consultations spécialisées en maladies infectieuses et tropicales et du centre de référence de vaccinations internationales ;
- Mme Glenda Mélix, responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Stéphane Loncke, entomologiste médical, responsable de la section de lutte anti-vectorielle ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mme Florence Tolza, inspecteur en chef de santé publique vétérinaire, responsable de la section hygiène alimentaire ;
- Mme le docteur Sandrine Lot, responsable de la pharmacie d'approvisionnement ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Nathalie Lehartel, pharmacien, ou, en cas d'absence ou

d'empêchement de celles-ci, à M. le docteur Nicolas Istria, pharmacien ;

- M. Emmanuel Maillar, responsable du service biomédical ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Alexis Chungues, technicien chef ;
- Mme Annie Janson-Mulin, directrice de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme Tiare Martinez, cadre de santé au bureau paramédical du département planification et organisation des soins ;
- M. le docteur Thierry Beylier, responsable de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Isabelle Ruiz, cadre de santé (à l'exception des actes relevant du domaine de la gestion des crédits alloués) ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mlle Tiareura Hart, gestionnaire comptable et administratif ;
- Mme Véronique Tamarii, responsable de la subdivision santé des îles Marquises ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mlle Stéphanie Nouel, responsable de la cellule de promotion de la santé ;
- Mme Patricia Anania, responsable de la subdivision santé des îles Australes ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Taïb El Boukili, responsable de la cellule des structures de soins ;
- M. le docteur Francis Spaak, responsable de la subdivision santé des îles Tuamotu-Gambier ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Maire Horace, cadre de santé ;
- M. le docteur Philippe Biarez, responsable des formations sanitaires de Moorea-Maiao ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Tiahani Pellissier, responsable adjoint ;
- M. Jean-Guillaume Platon, directeur de l'hôpital de Uturoa ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Otime Teura, gestionnaire ;
- Mme Véronique Tamarii, directrice de l'hôpital de Taiohae ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Constant Taea, secrétaire administratif ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mlle Marina Faafatua, infirmière responsable du service de soins ;
- Mme Marie-Pierre Tefaaana, directrice de l'hôpital de Taravao et responsable des formations sanitaires de Tahiti Iti. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, M. Joël Mou, responsable des moyens généraux de l'hôpital de Taravao, reçoit délégation de signature pour les seuls actes relevant des domaines du courrier et de la gestion du personnel,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes suivants :

**A - Dans le domaine du courrier :**

- actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exclusion de tous documents concernant les relations avec le secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'Organisation mondiale de la santé et le ministère chargé de la santé du gouvernement de la République.

B - Dans le domaine des missions générales de la direction de la santé :

- conventions d'accueil de stagiaires avec les établissements scolaires situés en Polynésie française et avec les établissements de santé.

C - Dans le domaine de la gestion du personnel :

- ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française des personnels placés sous leur gestion ;
- réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;
- congés annuels ;
- autorisations spéciales d'absence pour prendre part à des événements familiaux ;
- établissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ;
- organisation des visites médicales ;
- établissement des certificats de prise de fonction, de réintégration ou de cessation de fonction ;
- réquisition du personnel pour assurer la continuité du service.

D - Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- liquidation des recettes ;
- liquidation des réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;
- certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et d'heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;
- opérations de certification de services faits.

Art. 11. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

- Mme le docteur Vaea Terorotua, responsable du Centre de consultations spécialisées en hygiène et santé scolaire ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Hélène Abihssira ;
- Mme le docteur Laurence Bonnac-Théron, responsable du Centre d'aide médico-sociale précoce ;
- Mme le docteur Patricia Giraud, responsable du Centre de consultations spécialisées en protection maternelle et infantile ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Corinne Michel ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Isabelle Andres ;
- Mme le docteur Marie-Françoise Brugiroux, responsable du Centre de consultations spécialisées en alcoologie et toxicomanie ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Barbara Veilhan ;

- M. le docteur Ngoc Lam Nguyen, responsable du Centre de consultations spécialisées en maladies infectieuses et tropicales et du Centre de référence de vaccinations internationales (fièvre jaune et vaccins assimilés),

à l'effet de signer les certificats de vaccinations.

Art. 12. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

1° Mme Glenda Melix, responsable du Centre d'hygiène et de salubrité publique ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Stéphane Loncke, entomologiste médical, responsable de la section de lutte anti-vectorielle ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mme Florence Tolza, inspecteur en chef de santé publique vétérinaire, responsable de la section hygiène alimentaire, à l'effet de signer les actes dans les domaines suivants :

- mise en œuvre du règlement sanitaire international ;
- lutte anti-vectorielle ;
- hygiène de l'environnement ;
- hygiène alimentaire ;
- hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouages et instituts de beauté.

2° Mme Florence Tolza, inspecteur en chef de santé publique vétérinaire, responsable de la section hygiène alimentaire, à l'effet de signer tous actes et correspondances dans le domaine de la pharmacie vétérinaire.

3° - Mme Mareva Vigneron-Mou Chi San, ingénieur sanitaire, responsable de la section hygiène de l'environnement et des constructions ;

- Mlle Carine Sanchez, technicien sanitaire chef, coordonnateur ;
- M. Roy Bopp, technicien sanitaire, coordonnateur adjoint ;
- M. Vaitau Harehoe, technicien sanitaire ;
- Mme Vaimeho Arhan, technicien sanitaire ;
- Mlle Teanini Berdichevski, technicien sanitaire ;
- M. Romain Boudet, technicien sanitaire ;
- Mme Jessica Stein, technicien sanitaire ;
- M. Matahi Chang Kui, technicien sanitaire,

à l'effet de signer les actes relatifs à l'instruction des demandes de permis de construire et à la délivrance des certificats de conformité des maisons d'habitations individuelles.

4° Mlle Weena Potier, technicien sanitaire, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes relatifs à l'instruction des demandes de permis de construire et de délivrance des certificats de conformité des maisons d'habitation individuelles dans les communes de Taïarapu-Est, Taïarapu-Ouest et Teva I Uta.

Art. 13. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à Mme le docteur Sandrine Lot, responsable de la pharmacie d'appro-

visionnement ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mme le docteur Nathalie Lehartel, pharmacien ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celles-ci, à M. le docteur Nicolas Istria, pharmacien, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, l'engagement et la liquidation de toutes les dépenses pharmaceutiques ou de dispositifs médicaux dont le montant n'excède pas *vingt millions de francs CFP*.

Art. 14. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Maillar, responsable du service biomédical ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Alexis Chungues, technicien chef, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *cinq millions de francs CFP*.

Art. 15. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

- 1° - M. le docteur Jérôme Debacre, responsable des formations sanitaires de Tahiti Nui ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Marc Feltin, cadre de santé ;
- M. le docteur Thierry Beylier, responsable de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Isabelle Ruiz, cadre de santé (à l'exception des actes relevant du domaine de la gestion des crédits alloués) ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mlle Tiareura Hart, gestionnaire comptable et administratif ;
- Mme Véronique Tamarii, responsable de la subdivision santé des îles Marquises ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à Mlle Stéphanie Nouel, responsable de la cellule de promotion de la santé ;
- Mme Patricia Anania, responsable de la subdivision santé des îles Australes ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Taïb El Boukili, responsable de la cellule des structures de soins ;
- M. le docteur Francis Spaak, responsable de la subdivision santé des îles Tuamotu-Gambier ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Maire Horace, cadre de santé ;
- M. le docteur Philippe Biarez, responsable des formations sanitaires de Moorea-Maiao ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Tiahani Pellissier, responsable adjoint,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes relatifs à :

- la délivrance de certificats de vaccination ;
- les évacuations sanitaires ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- la lutte anti-vectorielle ;
- l'hygiène de l'environnement ;
- l'hygiène alimentaire ;
- l'hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouages et instituts de beauté.

2° M. le docteur Claude Bientz, de la subdivision santé des îles Marquises, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- délivrance de certificats de vaccination ;
- évacuations sanitaires.

3° M. le docteur Philippe Biarez, responsable des formations sanitaires de Moorea-Maiao ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. Tiahani Pellissier, responsable adjoint, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les admissions à l'hôpital d'Afareaitu.

4° - M. Manutea Leroi, technicien sanitaire de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à M. François Tetuanui, inspecteur adjoint d'hygiène de la subdivision santé des îles Sous-le-Vent ;

- M. Serge Itchner, inspecteur adjoint d'hygiène de la subdivision santé des îles Marquises ;
- M. Joseph Taupotini, technicien sanitaire de la subdivision santé des îles Marquises ;
- M. Mathias Ellacott, technicien sanitaire de la subdivision santé des îles Australes ;
- Mlle Ravahere Pambrun, technicien sanitaire des formations sanitaires de Moorea-Maiao,

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes relatifs au domaine de l'hygiène et de la salubrité publique.

Art. 16. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à :

1° M. Jean-Guillaume Platon, directeur de l'hôpital de Uturoa ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à Mme Otime Teura, gestionnaire, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes suivants :

- admission dans la structure hospitalière de son ressort ;
- évacuations sanitaires ;
- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *trois millions de francs CFP* ;
- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *trois millions de francs CFP*.

2° - Mme Véronique Tamarii, directrice de l'hôpital de Taiohae ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, à M. Constant Taea, secrétaire administratif ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, à Mlle Marina Faafatua, infirmière responsable du service de soins ;

- Mme Marie-Pierre Tefaaafana, directrice de l'hôpital de Taravao et responsable des formations sanitaires de Tahiti Iti,



à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, les actes suivants :

- admission dans la structure hospitalière de leur ressort ;
- évacuations sanitaires ;
- engagement et liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP*.

3° - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Pierre Tefaafana, directrice de l'hôpital de Taravao et responsable des formations sanitaires de Tahiti Iti, M. Joël Mou, responsable des moyens généraux de l'hôpital de Taravao, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- admission dans la structure hospitalière de son ressort ;
- évacuations sanitaires.

Art. 17. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. le docteur Xavier Malâtre et de M. le docteur François Laudon, délégation de signature est donnée à M. Walter Selam, gestionnaire du Centre de la mère et de l'enfant, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, en matière de gestion de crédits :

- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement, à l'exception des dépenses pharmaceutiques et de dispositifs médicaux stériles, dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;

- la liquidation des recettes ;
- la certification des états liquidatifs d'indemnités de salissures et toxiques ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses d'investissement dont le montant n'excède pas *un million de francs CFP* ;
- la certification du service fait.

#### TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 18. — M. le docteur Xavier Malâtre, directeur de la santé par intérim, reçoit délégation pour certifier le caractère exécutoire des actes ou décisions signés dans les matières énumérées dans le présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, lesdites délégations sont dévolues à M. le docteur François Laudon, chargé de mission auprès du directeur de la santé par intérim.

Art. 19. — Les arrêtés n° 2981 MSS du 30 mars 2015 modifié portant délégation de signature à M. le docteur François Laudon, directeur de la santé, et n° 8067 MSR du 10 septembre 2015 portant délégation de signature à M. le docteur Xavier Malâtre, directeur de la santé par intérim, sont abrogés.

Art. 20. — Le directeur de la santé par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2016.

Patrick HOWELL.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### CONVENTION DE FINANCEMENT n° 17-16 du 4 avril 2016 relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la France du 10 juin au 10 juillet 2016.

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 2015 pour 2016 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Lionel Beffre ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 4 janvier 2016, relatif au déploiement appel à projet "Tous prêts" dans le cadre de l'Euro 2016 ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 29 février 2016, adressé aux compagnies aériennes ;

Vu la demande de l'association sportive du collège de Taaone en date du 1er mars 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer et ministère de la ville, de la jeunesse et des sports), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

L'association sportive du collège de Taaone,

ci-après désignés "les parties",

*d'une part,*

*d'autre part,*

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à l'association sportive du collège de Taaone pour financer les billets d'avion permettant le déplacement en métropole des bénéficiaires sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet "Tous prêts" afin d'assister au match de football se déroulant à Paris le 15 juin 2016 à 18 heures.

Art. 2.— La participation financière de l'Etat d'un montant de 33 920,91 euros (*trente-trois mille neuf cent vingt euros et quatre-vingt-onze centimes*), soit 4 047 841 F CFP est imputée sur les crédits disponibles du ministère des outre-mer, centre financier 0123-C001-D987, domaine fonctionnel 0123-03-03.

Art. 3.— Le versement de la subvention de 33 920,91 euros (soit 4 047 841 F CFP), s'effectuera en une seule fois sur le compte de l'association sportive du collège de Taaone dès la signature de la présente convention.

Art. 4.— Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues à l'article 1er ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- faciliter les contrôles, sur pièces et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération, notamment via la mise à disposition de toutes les pièces justificatives inhérentes à l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication relative à l'opération financée ;
- adresser au haut-commissaire, avant le 1er avril 2017, un compte-rendu d'exécution de la subvention, fondé sur les objectifs et le budget défini dans le dossier technique.

Art. 5.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou son représentant) est chargé du contrôle de l'utilisation de la subvention accordée.

Art. 6.— En cas de non-respect des obligations édictées à l'article 4, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité de la présente convention et le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre de la présente convention.

Art. 7.— Les dispositions de la présente convention ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant sur demande motivée du bénéficiaire.

Art. 8.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française et l'association sportive de collège du Taaone sont chargés de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Marc TSCHIGGFREY.

L'association sportive  
du collège de Taaone.

**CONVENTION DE FINANCEMENT n° 18-16 du 4 avril 2016  
relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans  
le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la  
France du 10 juin au 10 juillet 2016.**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 2015 pour 2016 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Lionel Beffre ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 4 janvier 2016, relatif au déploiement appel à projet "Tous prêts" dans le cadre de l'Euro 2016 ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 29 février 2016, adressé aux compagnies aériennes ;

Vu la demande de la section sportive Tefana taekwondo, en date du 1er mars 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer et ministère de la ville, de la jeunesse et des sports), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

La section sportive Tefana taekwondo,

*d'autre part,*

ci-après désignés "les parties",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à la section sportive Tefana taekwondo pour financer les billets d'avion permettant le déplacement en métropole de bénéficiaires sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet "Tous prêts" afin d'assister au match de football se déroulant à Lyon le 13 juin 2016 à 21 heures.

Art. 2.— La participation financière de l'Etat d'un montant de 9 351,64 euros (*neuf mille trois cent cinquante et un euros et soixante-quatre centimes*), soit 1 115 947 F CFP, est imputée sur les crédits disponibles du ministère des outre-mer, centre financier 0123-C001-D987, domaine fonctionnel 0123-03-03.

Art. 3.— Le versement de la subvention de 9 351,64 euros (soit 1 115 947 F CFP), s'effectuera en une seule fois sur le compte de la section sportive Tefana taekwondo dès la signature de la présente convention.

Art. 4.— Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues à l'article 1er ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- faciliter les contrôles, sur pièces et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération, notamment via la mise à disposition de toutes les pièces justificatives inhérentes à l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication relative à l'opération financée ;
- adresser au haut-commissaire, avant le 1er avril 2017, un compte-rendu d'exécution de la subvention, fondé sur les objectifs et le budget défini dans le dossier technique.

Art. 5.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou son représentant) est chargé du contrôle de l'utilisation de la subvention accordée.

Art. 6.— En cas de non-respect des obligations édictées à l'article 4, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité de la présente convention et le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre de la présente convention.

Art. 7.— Les dispositions de la présente convention ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant sur demande motivée du bénéficiaire.

Art. 8.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, et la section sportive Tefana taekwondo sont chargés de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Marc TSCHIGGFREY.

La section sportive Tefana taekwondo.

**CONVENTION DE FINANCEMENT n° 19-16 du 4 avril 2016  
relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans  
le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la  
France du 10 juin au 10 juillet 2016.**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 2015 pour 2016 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Lionel Beffre ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 4 janvier 2016, relatif au déploiement appel à projet "Tous prêts" dans le cadre de l'Euro 2016 ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 29 février 2016, adressé aux compagnies aériennes ;

Vu la demande de l'Union coopérative et sportive des centres de jeunes adolescents de Polynésie, en date du 1er mars 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer et ministère de la ville, de la jeunesse et des sports), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

L'Union coopérative et sportive des centres de jeunes adolescents de Polynésie,

*d'autre part,*

ci-après désignés "les parties",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à l'Union coopérative sportive des centres de jeunes adolescents de Polynésie pour financer les billets d'avion permettant le déplacement en métropole de bénéficiaires sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet "Tous prêts" afin d'assister au match de football se déroulant à Paris le 15 juin 2016 à 18 heures.

Art. 2.— La participation financière de l'Etat d'un montant de 33 920,91 euros (*trente-trois mille neuf cent vingt euros et quatre-vingt-onze centimes*), soit 4 047 841 F CFP est imputée sur les crédits disponibles du ministère des outre-mer, centre financier 0123-C001-D987, domaine fonctionnel 0123-03-03.

Art. 3.— Le versement de la subvention de 33 920,91 euros (soit 4 047 841 F CFP), s'effectuera en une seule fois sur le compte de l'Union coopérative et sportive des centres de jeunes adolescents de Polynésie dès la signature de la présente convention.

Art. 4.— Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues à l'article 1er ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- faciliter les contrôles, sur pièces et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération, notamment via la mise à disposition de toutes les pièces justificatives inhérentes à l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication relative à l'opération financée ;
- adresser au haut-commissaire, avant le 1er avril 2017, un compte-rendu d'exécution de la subvention, fondé sur les objectifs et le budget défini dans le dossier technique.

Art. 5.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou son représentant) est chargé du contrôle de l'utilisation de la subvention accordée.

Art. 6.— En cas de non-respect des obligations édictées à l'article 4, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité de la présente convention et le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre de la présente convention.

Art. 7.— Les dispositions de la présente convention ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant sur demande motivée du bénéficiaire.

Art. 8.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française et l'Union coopérative et sportive des centres de jeunes adolescents de Polynésie sont chargés de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,*  
Marc TSCHIGGFREY.

L'Union coopérative et sportive des centres  
de jeunes adolescents de Polynésie.

**CONVENTION DE FINANCEMENT n° 20-16 du 4 avril 2016  
relative à l'appel à projet "Tous prêts" mis en place dans  
le cadre de l'Euro 2016 de football organisé par la  
France du 10 juin au 10 juillet 2016.**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi de finances du 29 décembre 2015 pour 2016 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination du haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Lionel Beffre ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 4 janvier 2016, relatif au déploiement appel à projet "Tous prêts" dans le cadre de l'Euro 2016 ;

Vu le courrier du ministre des outre-mer, Mme George Pau-Langevin, en date du 29 février 2016, adressé aux compagnies aériennes ;

Vu la demande de la Fédération tahitienne de natation, en date du 1er mars 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer et ministère de la ville, de la jeunesse et des sports), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

La Fédération tahitienne de natation,

*d'autre part,*

ci-après désignés "les parties",

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à la Fédération tahitienne de natation pour financer les billets d'avion permettant le déplacement en métropole de bénéficiaires sélectionnés dans le cadre de l'appel à projet "Tous prêts" afin d'assister au match de football se déroulant à Paris le 15 juin 2016 à 18 heures.

Art. 2.— La participation financière de l'Etat d'un montant de 28 907,46 euros (*vingt-huit mille neuf cent sept euros et quarante-six centimes*), soit 3 449 578 F CFP, est imputée sur les crédits disponibles du ministère des outre-mer, centre financier 0123-C001-D987, domaine fonctionnel 0123-03-03.

Art. 3.— Le versement de la subvention de 28 907,46 euros (soit 3 449 578 F CFP), s'effectuera en une seule fois sur le compte de la Fédération tahitienne de natation dès la signature de la présente convention.

Art. 4.— Le bénéficiaire de la subvention allouée par l'Etat s'engage, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après :

- utiliser la subvention attribuée par l'Etat exclusivement pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1er ;
- exécuter l'opération dans les délais et conditions prévues à l'article 1er ;
- informer l'Etat en cas de modification du plan de réalisation, dans les plus brefs délais, avec communication des éléments. Si le projet était abandonné, le bénéficiaire a l'obligation d'informer aussitôt le service instructeur ;
- faciliter les contrôles, sur pièces et sur place, des services de l'Etat durant l'exécution de l'opération, notamment via la mise à disposition de toutes les pièces justificatives inhérentes à l'opération ;
- mentionner le concours financier de l'Etat sur l'ensemble des documents d'information et de communication relative à l'opération financée ;
- adresser au haut-commissaire, avant le 1er avril 2017, un compte-rendu d'exécution de la subvention, fondé sur les objectifs et le budget défini dans le dossier technique.

Art. 5.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française (ou son représentant) est chargé du contrôle de l'utilisation de la subvention accordée.

Art. 6. — En cas de non-respect des obligations édictées à l'article 4, le bénéficiaire s'expose à des sanctions pouvant entraîner la caducité de la présente convention et le remboursement partiel ou intégral des sommes perçues au titre de la présente convention.

Art. 7. — Les dispositions de la présente convention ne pourront être modifiées ou complétées que par voie d'avenant sur demande motivée du bénéficiaire.

Art. 8. — Le haut-commissaire de la République en Polynésie française et la Fédération tahitienne de natation sont chargés de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait en 4 exemplaires originaux.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Pour le haut-commissaire  
et par délégation :  
*Le secrétaire général*  
*du haut-commissariat,*  
Marc TSCHIGGFREY.

La Fédération tahitienne de natation.

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

### DIRECTION REGIONALE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 15 au 28 avril 2016 inclus)

données BDF - parité quotidienne au 13 avril 2016

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro .....	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	105,62
AUD Australie .....	1 dollar australien	80,80
CAD Canada .....	1 dollar canadien	82,49
CHF Suisse .....	1 franc suisse	109,61
DKK Danemark .....	1 couronne danoise	16,03
GBP Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	150,31
HKD Hong Kong .....	1 dollar Hong Kong	13,62
JPY Japon .....	1 yen	0,97
NOK Norvège .....	1 couronne norvégienne	12,82
NZD Nouvelle-Zélande .....	1 dollar néo-zélandais	73,04
SEK Suède .....	1 couronne suédoise	13,00
SGD Singapour .....	1 dollar singapour	78,17
FJD Fidji (1) .....	1 dollar fidjien	50,91
THB Thaïlande .....	1 baht	3,01
CNY Chine .....	1 yuan	16,31
KRW Corée .....	1 won coréen	0,09
IDR Indonésie .....	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil .....	1 real brésilien	30,07

(1) cours fin de mois au 31 mars 2016

## SERVICE DE L'URBANISME

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT (TAIARAPU-EST, TAIARAPU-OUEST ET TEVA I UTA) POUR LE MOIS DE MARS 2016

#### COMMUNE DE TAIARAPU-EST

2 mars 2016

N° 15-246-5 MET.AU.TRP., Mlle Bellona Teriitahi, partie de la parcelle cadastrée n° 157, section CL, terre Teoneuri 1 à Pueu au PK 10,500, côté montagne, modification de façades et de distribution intérieure (suppression de la terrasse en faveur d'un agrandissement du salon) d'une maison d'habitation de type F3 ;

N° 16-12-4, M. Jean-François Favraud, parcelle cadastrée n° 35, section AD, terre Teururoa, Atitupua, Tefarenaonao, lot 11 de la parcelle A à Tautira au PK 14,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec terrasse ;

N° 16-17-3, M. William Tuaiva, parcelle cadastrée n° 41, section AR, terre lotissement Phaëton 1, lot 13, Tevihonu à Afaahiti au PK 1,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse.

4 mars 2016

N° 16-18-3 MET.AU.TRP., Mlle Teaninihei Bordes, parcelle cadastrée n° 98, section AK, terre Atitihaa, lot 7 partie à Faaone au PK 49,460, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-22-3, Mme Jeanne Mana épouse Varney, parcelle cadastrée n° 61, section BC, terre Atitetaahi 2, lot 3 partie à Afaahiti au PK 2,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse ;

N° 16-24-3, M. Christophe Weiss, parcelle cadastrée n° 34, section AD, terres Teururoa, Atitupua, Taferenaonao, lot 10 de la parcelle A à Tautira, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec terrasse ;

N° 16-30-3, Eglise Protestante Maohi, parcelles cadastrées n° 16, n° 17 et n° 18, section AO, parcelles de terre Paparoa partie à Afaahiti, construction d'une clôture et portails d'accès le long de la route de ceinture.

9 mars 2016

N° 16-21-3 MET.AU.TRP., Mlle Timeri Becher, parcelle cadastrée n° 130, section BD, terre Aturaitopa 4, lots 101 et 100 C, lot 2 à Afaahiti au PK 3,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-25-3, M. Hubert Teihoarii (père), parcelle cadastrée n° 75, section DB, terre Papaurua à Tautira au PK 16,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec terrasse ;

N° 16-31-3, M. Yannick Pifao et Mlle Guena Drollet, parcelle cadastrée n° 312, section AK, lot 25 du lotissement Maire Nui à Tautira, construction d'une maison d'habitation de type F2.

11 mars 2016

N° 14-102-2 MET.AU.TRP., Mlle Poenui Tahito, parcelle cadastrée n° 20, section AK, terre Teturui, lot 3 à Faaone au PK 49,200, côté montagne, prorogation du permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse.

15 mars 2016

N° 16-38-3 MET.AU.TRP., Mme Tuareni Parau, parcelle cadastrée n° 152, section AB, terre Tevaipune 2, Teiriiri et Matoitoi Tevaipune I Faupe Tetahua domaine Faaone, lots 2 et 3 surplus (ancien partage) lot 2B à Faaone, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec terrasse.

18 mars 2016

N° 16-33-3 MET.AU.TRP., Mme Elisabeth Garbutt, parcelle cadastrée n° 119, section BK, terre Parurumehau à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation de type F2.

21 mars 2016

N° 16-35-3 MET.AU.TRP., M. Haamoetini Teng, parcelle cadastrée n° 93, section AO, terre Atipopoti à Faaone au PK 46,900, côté mer, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-48-3, Mme Mélinda Pastor, lot *a* du lot D dépendant du lot n° 4 des terres Orotai, Tuheru, Pueu, Ahuouri, Manaapoato et Tenanamu 1 et 2 à Pueu, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F4 en bois avec terrasse ;

N° 16-49-3, Mme Hivanui Paepaetaata, parcelle cadastrée n° 141, section AK, terre lot de ville lot 12 à Tautira, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse.

22 mars 2016

N° 16-32-3 MET.AU.TRP., M. Eddy Mairau, lot n° 1 de la terre Ahuahuterai 2, PV de bornage n° 18 à Pueu au PK 6,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation en dur de type F4 avec terrasse.

29 mars 2016

N° 14-115-2 MET.AU.TRP., M. Patrice Teriipaia, parcelle cadastrée n° 88, section BI, terre domaine François Bordes, parcelle du lot B à Afaahiti au PK 5,500, côté montagne, prorogation du permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 15-10-4, Mlle Karine Richmond, parcelle cadastrée n° 275, section AV, terre succession Pomare V, 17e lot à Afaahiti, modification d'implantation du garage aux travaux de construction d'une maison d'habitation de type F3 avec terrasse.

## COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

11 mars 2016

N° 16-20-3 MET.AU.TRP., M. Nuimano Farauru, parcelle cadastrée n° 35, section CH, terre domaine Parker, lot 6 à Teahupoo au PK 18 côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse.

14 mars 2016

N° 15-55-5 MET.AU.TRP., Mme Caroline Vernaudon, parcelle cadastrée n° 113, section HB, lot 186 du lotissement Mitirapa Plateau 4e tranche à Toahotu, extension et agrandissement de la terrasse couverte d'une maison d'habitation de type F3.

16 mars 2016

N° 15-365-4 MET.AU.TRP., Mme Mélie Tevaeearai, parcelle cadastrée n° 1, section AL, terre Apatoa à Toahotu au PK 6, côté montagne, construction d'une maison d'habitation F2 en dur de type R+1.

18 mars 2016

N° 16-37-3 MET.AU.TRP., M. Hubert Wolher, parcelle cadastrée n° 60, section CC, terre Atitumao, lot 2 à Teahupoo au PK 16,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation de type F3.

21 mars 2016

N° 16-40-3 MET.AU.TRP., M. David Parau et Mlle Eléonore Tuaiva, parcelle cadastrée n° 27, section BH, terre Teputai lot 2 à Vairao, construction d'une maison d'habitation en dur de type F4.

23 mars 2016

N° 15-325-5 MET.AU.TRP., SCI Bella, parcelle cadastrée n° 16, section HB, terre lotissement Mitirapa Plateau, 3e tranche, lot 103 à Toahotu, construction d'une maison d'habitation de type F4.

## COMMUNE DE TEVA I UTA

2 mars 2016

N° 16-07-3 MET.AU.TRP., M. et Mme Michel et Gerda Joussin, parcelle cadastrée n° 126, section AM, terre Atitahiri surplus du lot C à Mataiea, construction d'une clôture en parpaings en bordure de la route de ceinture ;

N° 16-10-4, Office polynésien de l'habitat, parcelle cadastrée n° 58, section AW, terre domaine Vaihiria, lot E à Mataiea, transformation de la salle associative du lotissement Vaihiria en maison d'habitation de type F3.

4 mars 2016

N° 16-02-3 MET.AU.TRP., Mme Léa Teriipaia Haumata, parcelle cadastrée n° 172, section AP, terre Amataora III à Mataiea au PK 46,800, côté montagne, construction de deux maisons d'habitation jumelées ;

N° 16-14-4, Mme Wanda Revae, parcelle cadastrée n° 131, section DI, terre domaine Brown, lot C à Papeari au PK 53,100, côté montagne, régularisation des travaux de construction d'une maison d'habitation de type R+1 F3 en dur avec terrasse.

9 mars 2016

N° 15-266-2 MET.AU.TRP., M. Samuel Dreano et Mlle Vaihere Mou Fa, parcelles cadastrées n° 147 et n° 148, section BK, terres domaine Brown à Papeari, construction d'un laboratoire de préparation ;

N° 16-29-3, Mme Daiana Hoatua, parcelle cadastrée n° 171, section BR, terre domaine Maréchal, lot B surplus, parcelle à Papeari au PK 54,300, côté montagne, construction d'une maison d'habitation de type F4 avec terrasse et garage.

21 mars 2016

N° 16-42-3 MET.AU.TRP., Mlle Moetia Charlene Amaru, parcelle cadastrée n° 15, section AM, terre Tetahua 2, lot 4 partie à Mataiea, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse ;



N° 16-44-3 MET.AU.TR.P., M. Jean-Eudes Auméran, parcelle cadastrée n° 45, section AA, terre propriété Teriitahi a Tehaamatai, parcelle B à Mataiea, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse.

22 mars 2016

N° 14-47-2 MET.AU.TR.P., M. Tauhei Tuaiva, parcelle cadastrée n° 47, section BP, terre Teurutia 2 à Papeari au PK 54,900, côté mer, prorogation du permis de construire pour des travaux de construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-26-4, M. Edouard Poroi, parcelle cadastrée n° 61, section LA, terre Tetaii, lot 1 à Mataiea au PK 47,500, côté

montagne, construction d'une maison d'habitation de type F3 ;

N° 16-43-3, M. Francis Vairaatoa, parcelle cadastrée n° 348, section AM, terre propriété Georges Snow à Mataiea, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse ;

N° 16-45-3, M. Billy Ruaroo, parcelle cadastrée n° 128, section CE, terre Tehitatai ou Teihitatai à Mataiea, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F3 en bois avec terrasse ;

N° 16-47-3, M. Jean-Claude Tiaipoi, parcelle cadastrée n° 15, section AS, terre Atitiaha 2, lot 5A à Mataiea, construction d'une maison d'habitation (OPH) de type F5 en bois avec terrasse.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

*Jugements rendus à l'audience du 14 mars 2016*

Plan de continuation de :

PROFIL DU PACIFIQUE SCI, RCS de Papeete n° 3122 B, supports juridiques de programmes, rue Dumont-d'Urville ou BP 20400, 98713 Papeete, *commissaire à l'exécution du plan* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès, 33000 Bordeaux, ou BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26 [cera.tahiti@outlook.fr](mailto:cera.tahiti@outlook.fr), *durée du plan* : dix années.

Conversion en liquidation judiciaire de :

SCI LE GRAND PUNAVAI, RCS de Papeete n° 04 210 C (ancien n° 242 C), administration d'immeubles et autres biens immobiliers, PK 13, côté mer, BP 380181, 98717 Punaauia, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

### TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

*Jugements rendus à l'audience du 14 mars 2016*

Ouverture de redressement judiciaire de :

ECOLOGIE & SPA MOOREA SARL, RCS de Papeete n° 11 211 B, hôtels et hébergement similaire, résidence Bel Air, lot n° 9, Teavaro, BP 571 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation des paiements* : 19 février 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

TEANUI SARL, *nom commercial* : VA'A CONNECTION, RCS de Papeete n° 09 136 B, commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé, avenue du Prince-Hinui, Papeete, BP 52833, 98716 Pirae, *date de cessation des paiements* : 1er janvier 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

LEFEVRE Yves Marc, *enseigne* : RAIE MANTA CLUB, RCS de Papeete n° 13 093 A, autres activités liées au sport, BP 55, 98775 Rangiroa, *date de cessation des paiements* : 1er mars 2015, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

TERIIHAUNUI Didier Ani, *enseigne* : ENTREPRISE TERIIHAUNUI DIDIER, RCS de Papeete n° 95 1345 A (24193 A 95), construction d'autres bâtiments, PK 8,500, quartier Avera, côté mer, Taputapuatea, BP 572, 98735 Uturoa, *date de cessation des paiements* : 13 janvier 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.



COMPAGNIE GENERALE D'IMPORTATION, *nom commercial* : COGICAT SNC, RCS de Papeete n° 75 39 B (650 B 75), commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 mètres carrés), avenue du Régent-Paraita ou BP 2828, 98714 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *administrateur judiciaire avec mission d'assistance* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès, 33000 Bordeaux ou BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26, [cera.tahiti@outlook.fr](mailto:cera.tahiti@outlook.fr), *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

SOCIETE DE GESTION COMMERCIALE EURL, *sigle* : SGC, RCS de Papeete n° 01 202 B (8469 B 01), conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, 11, avenue Bruat, BP 1708 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *administrateur judiciaire avec mission d'assistance* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès, 33000 Bordeaux ou BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26, [cera.tahiti@outlook.fr](mailto:cera.tahiti@outlook.fr), *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

ACOR PACIFIQUE NEGOCE SA anciennement dénommée ACOR PACIFIQUE, RCS de Papeete n° 89 9 B (3595 B 89), forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres, zone industrielle de la Punaruu, Punaauia, BP 1708, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *administrateur judiciaire avec mission d'assistance* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès, 33000 Boedeaux ou BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26, [cera.tahiti@outlook.fr](mailto:cera.tahiti@outlook.fr), *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

HAPIPI CREMATION SARL, RCS de Papeete n° 05 265 B, services funéraires, PK 20,200, côté montagne, BP 10342, 98711 Paea, *date de cessation des paiements* : 1er février 2016, *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

BRUNNER Vincent André Antoine, *enseigne* : ART PROJECT FENUA, RCS de Papeete n° 06 715 A, activités spécialisées de design, PK 21,500, côté montagne, résidence Tehani, BP 2184 Punavai, 98703 Punaauia, *date de cessation des paiements* : 29 février 2016, *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

MOTUT Jean Patrick Sadi, *enseigne* : CHALET MOTUT, RCS de Papeete n° 36 355 A, construction d'autres bâtiments, Vaianae, PK 21,500, côté montagne, BP 579 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *date de cessation des paiements* : 23 février 2016, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

CHUNG Raymonde, *enseignes* : DEESSE DIAMS AND PEARLS, AZUR PACIFIC PEARLS DESIGN, RCS de Papeete n° 04 239 A (44963 A 04), fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie, PK 14,200, lotissement Vaiopu, n° 7, côté montagne, BP 62695, 98702 Faa'a, *date de cessation des paiements* : 1er mars 2015, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

Ouverture de liquidation judiciaire de :

PACIFIC ATTINAGE SARL, RCS de Papeete n° 13 134 B, réparation et maintenance navale, zone industrielle de Fare Ute, cale de halage, 98714 Papeete, *date de cessation des paiements* : 9 mars 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

SOCIETE TAHITIENNE DE CONSTRUCTION API, *sigle* : SOTACO API SARL, RCS de Papeete n° 1114 B, activités d'architecture, zone industrielle de la Punaruu, Punaauia, BP 1708, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

SAV SERVICES SARL, RCS de Papeete n° 09 349 B, transports routiers de fret de proximité, zone industrielle de la Punaruu à Punaauia, BP 1708, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

LGM SARL, *nom commercial* : LE GRENIER, RCS de Papeete n° 06 108 B, débits de boissons, avenue du Prince-Hinoi, BP 1708, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

ACOR PACIFIQUE CHARPENTE METALLIQUE anciennement dénommée TAHIENNE DE CHARPENTE METALLIQUE DE LA PUNARUU par abréviation TCMP EURL, RCS de Papeete n° 05 26 B, fabrication de structures métalliques et de parties de structures, zone industrielle de la Punaruu, lot n° 49, Punaauia BP 1708, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

RGM EURL, *nom commercial* : LE RESTO DU GRENIER, RCS de Papeete n° 07 313 B, restauration traditionnelle, avenue du Prince-Hinoi, BP 1708, 98714 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 février 2016, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

Adopte le plan de continuation :

MAUPITI EXPRESS SARL, RCS de Papeete n° 97 3 B (6064 B 97), transports maritimes et côtiers de passagers, Vaiea, BP 39, 98732 Maupiti, *commissaire à l'exécution du plan* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, durée du plan : 10 ans.

Conversion en liquidation judiciaire de :

AQUA SARL BARRAMUNDI, RCS de Papeete n° 05 234 B, restauration traditionnelle, impasse Cardella, BP 946, 98713 Papeete, *liquidateur* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

MENUISERIE, EBENISTERIE INDUSTRIELLE DE POLYNÉSIE, *sigle* : MIP SA, RCS de Papeete n° 8643 B (2716 B 86), fabrication de charpentes et d'autres menuiseries, allée Pierre-Loti, Titioro, BP 1313, 98713 Papeete, *liquidateur* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Mesure de faillite personnelle de :

SANGUE Jean-Michel Teahio, RCS de Papeete n° 85 457 A (ancien n° 13094 A), RCS de Papeete n° 10 178 B, d'une durée de dix années.

## PACIFIC INVEST

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile immobilière.

*Dénomination sociale* : PACIFIC INVEST.

*Siège social* : Immeuble Jissang, pont-de-l'Est, 98713 Papeete.

*Objet social* : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. La construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles dépendant de l'actif social. La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement, par voie de création de société nouvelle, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Capital social* : 100 000 F CFP.

*Gérance* : Mme Romina PAIEA, demeurant Fare Rau Ape, domaine Belle-Vue, Pirae.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,  
La gérance.

**EURL TERIIPAIA CONSTRUCTIONS**

Suivant acte sous seing privé en date du 31 mars 2016, il a été établi les statuts de la société dénommée EURL TERIIPAIA CONSTRUCTIONS dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : EURL.

*Dénomination* : TERIIPAIA CONSTRUCTIONS.

*Enseigne commerciale* : TERIIPAIA CONSTRUCTIONS.

*Siège social* : Vaitape, Bora Bora.

*Objet* : Travaux en tous genres

*Apport en numéraire* : 50 000 F CFP.

*Capital social* : 50 000 F CFP.

Le capital est fixé à 50 000 CFP et divisé en 100 parts de 500 F CFP, entièrement libérées, attribuées aux associés en proportion de leur apport en numéraire.

*Gérant* : Aux termes de l'article 13 des statuts, M. Tino Joseph TEENA a été nommé gérant de la société.

*Durée* : Pour une durée de 99 années, à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Immatriculation au registre du commerce et des sociétés* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT**  
Papeete, 415, boulevard Pomare

**SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TAAMATUA**  
Société civile immobilière au capital de 1 000 000 F CFP  
*Siège* : Bora Bora, Nunue (98730)  
RCS de Papeete n° 15 6 C

Il résulte d'un acte reçu au rang des minutes de la société civile professionnelle Office Notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, titulaire d'un office notarial à Papeete, le 4 mars 2016, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Gérant*

*Ancienne mention* : M. Philippe VAN DER BORGHT, demeurant à La Celle-Les-Bordes (78720).

*Nouvelle mention* : Frédérick GREY, demeurant à Apia, Samoa, Aggie Grey's Building, Main Beach Road, Apia Harbour.

*Pour avis,  
Me Bernard RESTOUT,  
Notaire associé.*

**CARTE BLANCHE**

Aux termes d'un acte sous seing privé du 12 avril 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

*Dénomination* : CARTE BLANCHE.

*Siège social* : PK 4,600, route de l'Eau-Royale, Arue.

*Objet* : En Polynésie française, en France et à l'étranger, la rénovation et l'agencement d'intérieur et extérieur. Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension et son développement.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Apports en numéraires* : 50 000 F CFP.

*Capital* : 50 000 F CFP, divisé en 100 parts de 500 F CFP chacune.

*Gérant* : M. Philippe SALAUN, chef d'entreprise, célibataire, demeurant à Arue.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**TAHITI TUNA CONSULTING**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 100 000 F CFP

*Siège social* : PK 1, Teavaro, résidence Bel Air, Moorea  
RCS de Papeete n° 13 294 B

*Décision de l'associé unique du 6 avril 2016*

Aux termes de décisions prises le 6 avril 2016, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social de la société par adjonction des deux nouvelles activités suivantes :

- l'achat, la vente, l'importation de tous produits et marchandises ;
- la transformation et revente de produits alimentaires,

et de modifier en conséquence l'article 2 "Objet des statuts".

Corrélativement, l'avis précédemment publié, relativement à l'objet social est ainsi modifié :

**Art. 2. — Objet**

*Ancienne mention* : La réalisation et la vente d'activités de conseil, d'études, d'assistance technique, administrative et de management ainsi que la fourniture de prestations d'encadrement technique ; la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés, dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique.

*Nouvelle mention* : La réalisation et la vente d'activités de conseil, d'études, d'assistance technique, administrative et de management ainsi que la fourniture de prestations d'encadrement technique ; l'achat, la vente, l'importation de tous produits et marchandises ; la transformation et revente de produits alimentaires ; la participation de la société à

toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés, dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique.

*Pour avis,*  
Le représentant légal.

**Me Guillaume FEUILLET**  
**Avocat à la cour, centre Vaima, 3e étage,**  
**BP 44172, 98713 Papeete**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Papeete du 23 mars 2016, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme sociale :* Société à responsabilité limitée .

*Dénomination sociale :* SARL HT.

*Enseigne :* VAIMA FITNESS CLUB.

*Siège social :* Centre Vaima, 3e étage, BP 45172, 98713 Papeete.

*Objet social :* La création, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, l'installation, l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds de commerce de salle de sport et de fitness ainsi que de tous autres établissements ouverts au public et dans lesquels s'exercent ou se pratiquent des activités physiques et sportives. L'achat, l'importation, la location, la vente, la représentation, le courtage, et la commercialisation en général de tous matériels, accessoires, produits liés aux activités ci-dessus, et notamment de machines et appareils de sports et de fitness, des vêtements et accessoires de sport, et de tous produits alimentaires diététiques et de boissons hygiéniques. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social et, plus généralement, toute opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

*Durée de la société :* 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

*Capital social :* Deux cent mille francs CFP.

*Gérance :* Virginie Heitiare Stéphanie TRIBONDEAU, demeurant PK 9,500, côté mer, Punaauia, Tahiti, assure la gérance.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis et mention,*  
Me Guillaume FEUILLET, avocat.

**INEXWOOD**

**Société à responsabilité limitée**

**Capital social : 100 000 F CFP**

**Siège social : Zone industrielle de la Punaaru,**  
**voie C, hangar n° 5, Punaauia**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 12 avril 2016 signé à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme :* Société à responsabilité limitée.

*Dénomination :* INEXWOOD.

*Siège social :* Zone industrielle de la Punaaru, voie C, hangar n° 5 à Punaauia.

*Objet social :* La société a pour objet en Polynésie française tous travaux de fabrication et pose de menuiseries en bois, en aluminium, en PVC, etc., travaux d'agencement et de pose d'huissieries intérieures et extérieures notamment de portes, fenêtres, volets, parquets, plafonds, escalier, cloisons, mobilier, accastillages, quincailleries, charpentes, solivages, platelages, revêtements de façades et muraux... La promotion, la négociation et la commercialisation de menuiseries et de tous matériaux destinés aux métiers du bâtiment. Toute prestation de service et toute fourniture de produits connexes à l'objet social.

*Durée :* 99 années.

*Capital :* 100 000 F CFP.

*Cessions de parts :* Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et elles ne peuvent être cédées à tous tiers étrangers à la société, à l'exception des conjoints, ascendants et descendants des associés, qu'avec le consentement préalable du gérant de la société.

*Immatriculation :* Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Gérant :* M. Hicham ZINE, né le 20 août 1972 à Casablanca (Maroc), de nationalité française, demeurant au lotissement Oviri, lot n° 107, 98709 Mahina.

**SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT**

**415, boulevard Pomare, BP 33, 98713 Papeete Tahiti**  
**Polynésie française**

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI- BUIRETTE-MONNOT en date du 6 avril 2016, enregistré à Papeete, le 8 avril 2016, folio 112, bordereau n° 3513/1,

La société AQUABIKE PACIFIC, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Punaauia (98717) (Polynésie française), Tamanu Iti n° 9 (BP 14685, 98701 Arue), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI A43494 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 12212 B,

A cédé à la société FEELING GOOD, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 240 000 F CFP, dont le siège est à Papeete (98714), résidence Le Grand Large (BP 110403, 98709 Mahina), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI B84264 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 16 55 B,

La branche du fonds de commerce d'enseignement de l'activité d'aquabike, connu sous l'enseigne AQUABIKE CENTER, exploité à Arue au sein de l'hôtel Tahiti Pearl Beach Resort.

Moyennant le prix de 7 700 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 6 avril 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de l'insertion qui renouvellera la présente, à paraître au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Pour première insertion,*  
Me Bernard RESTOUT,  
Notaire associé.

#### OLIVIER TRAITEUR

**Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée**

**Au capital de 5 000 000 F CFP**

**Siège social : Papeete, zone industrielle de Fare Ute,  
lot C5, cadastré section AN n° 21, Tahiti  
N° TAHITI B85295**

#### *Avis de modification*

Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 avril 2016, l'associé unique a décidé de modifier l'article 3 des statuts comme suit :

*Ancienne mention :* La dénomination de la société est OLIVIER TRAITEUR.

*Nouvelle mention :* La dénomination de la société est L'OLIVIER TRAITEUR.

La gérance.

#### EURL POLYNESIE TRIP

#### *Avis de modification*

L'EURL POLYNESIE TRIP modifie son statut et passe en SARL. Elle augmente son capital à 400 000 F CFP et nomme un associé cogérant en la personne de M. Julien PITHOIS, en date du 8 avril 2016.

*Pour avis,*  
La gérance.

### ANNONCES DIVERSES

#### ASSOCIATION TE UI TAMA NO MAEVA BEACH I MOTIO FAA'A

#### *Modification de statuts*

Son siège social est fixé à Faa'a, Heiri, au PK 6,500, côté montagne, à la résidence Motio, motu 1, lot n° 3.

Sa durée est illimitée.

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (8 avril 2016)

Présidente	: UTIA Marry-Ann
Vice-présidente	: HAPIPI Julia
Secrétaire	: UTIA Hyatopa
Secrétaire adjointe	: HURI Heilani
Trésorière	: HOATUA Hirinaki
Trésorière adjointe	: TEIKITOHE Gladys

#### ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE MANINI

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 mars 2016)

Président	: REY Etode
Vice-président	: CHENE-TAAITOA Emile
Secrétaire	: FLETCHER Lana
Trésorier	: TAU Serge
Membres	: TANG Isabelle REIATUA Didier LIAO Christophe

#### ASSOCIATION SPORTIVE JEUNES TAHITIENS

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 février 2016)

Président	: ARIIOTIMA Thierry
Vice-président délégué	: OTT Raymond
Vice-présidents	: TAEA Julien HIOE Pierre
Secrétaire	: WOHLER Alexandre
Secrétaire adjoint	: HIRO Wilton
Trésorier	: GARDRAT Eric
Trésorier adjoint	: TEMATAFAARERE Moanahui
Commissaires aux comptes	: BOOSIE Raoul TEHAAI Samuel ADER Teva
Assesseurs	: SAMG MOUIT Jean-Claude TERIITETOFOA Frédéric
Section basket-ball	: THUNOT Rosina
Section de football	: AMARU Harold
Section de handball	: LEQUERRE Vaihau
Section des vétérans	: TEMATAFAARERE Moananui
Amicale des vétérans	: HIOE Pierre
Section force athlétique	: SANDFOORD Monoihere

#### COMITE D'ARTISANAT DU MARCHÉ DE UTUROA

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (7 mars 2016)

Présidente	: MULLER Augustine
Vice-présidente	: RICHMOND Karoline
Secrétaire	: TEREINO Monique
Secrétaire adjointe	: TAUTU Mihimana
Trésorière	: BOULEAU Dolores
Trésorière adjointe	: CAHN Aline

### BADMINTON UNIVERSITE CLUB DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(8 avril 2016)

Président	: REMUS Jean-Michel
Vice-président	: MOURET Nicolas
Secrétaire	: TAU Esther
Responsable matériel	: LEE CHIP SAO Antonio
Trésorier	: HAVELAAR Yvonick
Responsable du domaine sportif	: CUCUEL Léo

### ASSOCIATION HALAU KA LEI O HI'IAKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 mars 2016)

Présidente d'honneur	: ARHAN Sophie
Présidente	: ANANIA-SARCIAUX Mihiarii
Vice-présidente	: POROI Nora
Secrétaire	: VONBALOU Moea
Secrétaire adjointe	: BESSE Vaihere
Trésorière	: TEAROHA Marie-Thérèse
Trésorière adjointe	: BORDES Sophie

### ASSOCIATION CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES PU MARAMA NO TE TIARAA O TE VAHIN E TE UTUAFARE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(31 mars 2016)

Présidente d'honneur	: LEHARTEL Istela
Présidente	: HAREHOE Thilda
Vice-présidente	: SIMPSON Mata
Secrétaire	: TAUMIHAU Odette
Secrétaire adjointe	: AKA Emilienne
Trésorière	: TIAPARI Jeannine
Trésorière adjointe	: LICHTLE Yvette
Assesseur	: EPETAHUI Marie-Noëlle

### ASSOCIATION RANGI SURF VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 janvier 2016)

Président	: CADOUSTEAU Ioane
Secrétaire	: TEPA Suzanne
Trésorier	: LEAU Edmond

### ASSOCIATION ALCOOLIQUES ANONYMES DE POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(5 mars 2016)

Présidente	: TRILHA Elisabeth
Secrétaire	: TARNOWSKI Frédéric
Trésorier	: HERVE Philippe

### COMITE POLYNESIEN DES MAISONS FAMILIALES RURALES - TOMITE PU UTUAFARE FETII

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(1er avril 2016)

Président	: FOSTER Tefakahira
Vice-présidents	: DOOM Roger DESROCHES Albert
Secrétaire	: TAVITA Annie
Secrétaire adjoint	: ROURA David
Trésorier	: CHANFOUR Pierre
Trésorier adjoint	: PUROU Michel

### ASSOCIATION POLYNESIE ALZHEIMER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(19 mars 2016)

Présidente	: CHAUMETTE Teave
Vice-présidente et trésorière	: SCHYLE Anuanua
Secrétaire	: LAILLE Lewis
Secrétaire adjointe	: TUAIRAU Annick
Trésorière adjointe	: CHUI Thérèse

### ASSOCIATION ARTISANALE PANA PITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(16 février 2016)

Présidente	: MOORIA Patiare
Secrétaire	: SNOW Sonia
Trésorier	: AHARAU Vetea

### ASSOCIATION FAAPU TAMARII MANO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(8 avril 2016)

Président d'honneur	: TAEE Germain
Président	: POETAI Tearaitua
Vice-président	: MAIHI Raiano
Secrétaire	: TCHONG-TAM Heitiare
Secrétaire adjointe	: PUAHIO Maité
Trésorier	: FLORES Girard
Trésorier adjoint	: LY-SAO Jacky
Commissaire aux comptes	: MAI Heiarii
Commissaire aux comptes adjoint	: LENOIR Uratua

### CONFEDERATION SYNDICALE DES AGENTS COMMUNAUX DE POLYNESIE

MODIFICATION DU BUREAU :  
(2 mars 2016)

Secrétaire	: TOOFA Tetua
Secrétaire adjoint	: GARBET Heimana
Trésorier	: MANUTAHU Alwind
Trésoriers adjoints	: PENI Théodore TAUMIHAU Julardey

**ASSOCIATION ARTISANALE VAHINE NO MATAURA***Modification de statuts*

L'article 12 a été modifié.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(15 décembre 2015)

Présidente : HAUATA Enette  
Secrétaire : FAANA Minsmine  
Trésorière : FAANA Tetaiarii  
Assesseurs : FLORES Tiarehitoa  
TETUAAERO Tehina  
FAANA Rupe

**ASSOCIATION RAU HOTU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 mars 2016)

Président d'honneur : GUY Georges  
Présidente : GUY Mildred  
Vice-présidente : GUY Turaina  
Secrétaire : TEUPOOHUITUA Chola  
Secrétaire adjointe : CORNETTE DE SAINT CYR Evelyn  
Trésorière : ORGIER-DENY'S DE COLLORS Fetia

**SCP CHAN & LOLLICHON**  
Notaires associés  
BP 13019, Moana Nui  
98717 Punaauia

**ASSOCIATION DU VILLAGE DE TIAHURA**  
Siège : lotissement du Village de Tiahura,  
Haapiti, Moorea

*Avis de nomination*

Suivant décision de l'assemblée générale du 2 avril 2016, convoquée et organisée par Me Julien CHAN, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire, nommé par arrêt de la cour d'appel de Papeete en date du 23 avril 2015,

A été nommée syndic de ladite association pour une durée de 3 années, à compter du 2 avril 2016, la SARL SOGECO, dont le siège social est à Papeete, avenue Pomare, centre Paofai, bâtiment A, BP 40198, Fare Tony, 98713 Papeete, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 7119 B et TAHITI n° 506253.

*Pour avis,*  
Me Julien CHAN.

**ASSOCIATION TE U'I MANA**  
(Récépissé n° W9P2000082 du 18 mars 2016)

*Extraits de statuts*

Il est constitué le 4 février 2016, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE U'I MANA.

Elle a pour but :

- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des lignes directrices de l'association ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations sportives (futsal, volley-ball, courses de pirogue, etc.), de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation et culturelles dans les communes ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses (Noël, Halloween, Pâques, etc.) ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Raiatea, Taputapuata, Avera, quartier Tissot, PK 8,500, côté mer.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente : TETUANUI Rosine  
Vice-présidente : BORDES Emerina  
Secrétaire : TETUANUI Yolande  
Secrétaire adjointe : LUCAS Georgette  
Trésorière : TARAUNU Heimy  
Trésorier adjoint : MANUTAHU Wilson

**ASSOCIATION TUPUAI HORSE**

(Récépissé n° W9P1000433 du 17 mars 2016)

*Extraits de statuts*

Il est fondé le 19 janvier 2016 l'ASSOCIATION TUPUAI HORSE.

Elle a pour but :

- de participer aux différents sites de courses de chevaux sur l'île de Tubuai, ou inter-îles Australes ou dans d'autres archipels, notamment à Tahiti ;
- d'organiser des compétitions et manifestations de tous genres ;
- d'importer des chevaux de l'étranger ;
- de louer des chevaux ;
- de resserrer les liens de solidarité entre les membres, de près ou de loin par des œuvres de bienfaisance ;
- de monter un mini-ranch ;
- d'encourager la production et la vente artisanale locale ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'aider à la poursuite de progrès moral et professionnel de ses membres ;
- de subvenir aux divers besoins de l'association en organisant des quêtes, tombolas, ventes de plats, des soirées et journées corporatives ;
- de bénéficier de subventions, de dons et diverses aides de toute autre nature d'organismes publics ou privés.

Son siège social est fixé à Mataura, Haramea, Tubuai.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président : PATII Wilfrid  
Secrétaire : PAPARAI Teuai  
Trésorier : MOE Monedey

**ASSOCIATION G-SOUND***(Récépissé n° W9P2000164 du 12 avril 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 14 mars 2016 l'ASSOCIATION G-SOUND régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

L'association a pour but principal d'aider les différentes administrations ou autres dans leurs manifestations :

- les confessions religieuses ;
- les établissements scolaires (public ou privé) ;
- les communes ;
- les rassemblements familiaux ;
- les différentes organisations de fêtes ;
- les concours ;
- les manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, corporatif et sportif.

Son siège social est situé dans la résidence Vaitemanu, lot n° 39, Uturoa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAIRIO Ravahere
Secrétaire	: PAIMATA Tetuaiteroi
Secrétaire adjointe	: TAUMIHAIU Terava
Trésorier	: TAIRIO Poehei

**ASSOCIATION TE AKA TI***(Récépissé n° W9P3000027 du 12 avril 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 12 février 2016 l'ASSOCIATION familiale TE AKA TI régie par la loi du 1er juillet 1901.

Cette association a pour but principal de regrouper les membres de la famille afin de mettre en place des projets.

Elle fixe aussi comme objectifs :

- de cultiver les terres familiales ;
- l'élevage des bovins, chèvres, etc. ;
- de faire un captage d'eau pour alimenter les terres ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation des fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;

- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- de les représenter auprès des services et organismes administratifs et autres.

Son siège social est situé à Vaitahu, Tahuata, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BARSINAS Marc
Vice-président	: COWAN Francky
Secrétaire	: ANIAMIOI Sabine
Secrétaire adjointe	: TETAHIOTUPA Marie-Louise
Trésorière	: BARSINAS Gislaine
Trésorière adjointe	: BARSINAS Sandra

**ASSOCIATION AGRICOLE/PECHE A ROHI***(Récépissé n° W9P1000423 du 12 mars 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 23 mai 2015 l'ASSOCIATION AGRICOLE/PECHE A ROHI régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour but :

- de régénérer la cocoteraie du secteur 2 de l'île de Ahe ;
- d'améliorer et relancer la production du coprah... ;
- d'encourager diverses productions agricoles et aquacoles ;
- d'adapter les productions au marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- de défendre les intérêts de chacun des membres et favoriser l'accession à la propriété ;
- d'engager tous actions juridiques afin de faire aboutir les revendications concernant les patrimoines de ses membres ;
- de participer à l'évolution et à l'élaboration des travaux sur le terrain ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde ;
- d'aider à la poursuite morale et professionnelle de ses membres ;
- d'accomplir toutes choses qui conduisent à la réalisation des objectifs de l'association ;
- d'organiser des manifestations (foire agricole, concours de pêche, etc.) en collaboration avec les ministères de tutelle.

Son siège social est situé à Ahé.

Sa durée est indéterminée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AMARU Paul
Secrétaire	: TOKORAGI André
Trésorier	: TETUA Vetea
Assesseur	: LEMAIRE Danièle



**ASSOCIATION MAVERAURA***(Récépissé n° W9P1000504 du 7 avril 2016)*

## Extraits de statuts

Il est constitué le 24 janvier 2016 l'ASSOCIATION MAVERAURA régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie...) ;
- d'organiser des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association ;
- d'organiser des voyages.

Son siège social est situé à Punaauia, PK 11,200, côté montagne, servitude Moe.

Sa durée est indéterminée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	SCALLAMERA Michel
Secrétaire	:	TUMAHAI Malvina
Trésorier	:	TUMAHAI Ralph

**ASSOCIATION DES ŒUVRES SOCIALES  
ET CULTURELLES DE LA SOCIÉTÉ TAHITIENNE  
DE DEPOTS PETROLIERS***(Récépissé n° W9P1000278 du 16 mars 2016)*

## Extraits de statuts

Il est fondé le 14 décembre 2015 l'ASSOCIATION DES ŒUVRES SOCIALES ET CULTURELLES DE LA SOCIÉTÉ TAHITIENNE DE DEPOTS PETROLIERS régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association a pour objet le développement des œuvres sociales et culturelles de la Société tahitienne de dépôt pétroliers. De promouvoir la solidarité sous toutes ses formes notamment en développant des activités de prévention, d'animation à caractère culturel, sportif et social.

Son siège social est situé à Fare Ute, au quai des pétroliers, Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	SERRE Norbert
Secrétaire	:	ROTA Fabrice
Trésorière	:	TAIMANA Turerearii

**ASSOCIATION TAMARII BEBA**

Erratum à l'annonce parue au JOPF n° 29 du 8 avril 2016 à la page 3 886 relatif à la date de création de l'association :

*Au lieu de :* 21 septembre 2016 ;

*Lire :* 21 septembre 2015.

## ANNONCES MARCHES PUBLICS

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

**TRAVAUX DE MISE EN PLACE D'UNE TURBINE PELTON, DE SES AUXILIAIRES ET DE L'ELECTRICITE TERTIAIRE, A HANATETENA SUR L'ILE DE TAHUATA, DANS L'ARCHIPEL DES MARQUISES.**

*Maître de l'ouvrage :* Commune de Tahuata.

*Mode de l'appel d'offres :* Appel d'offres ouvert aux fournisseurs.

*Lieu de livraison :* Ile de Tahuata, archipel des Marquises.

*Objet de l'appel d'offres :* Les travaux ont pour objet la fourniture, le transport, la livraison, les travaux préparatoires, le montage, les contrôles, les essais et la mise en service des suivants jusqu'au site de la centrale hydroélectrique de Hanatetena, île de Tahuata, sans y être limités :

- une turbine Pelton et de ses auxiliaires ;
- l'électricité tertiaire du bâtiment de la centrale hydroélectrique.

*Date limite de remise des offres :* Le mardi 24 mai 2016 à 12 heures à la mairie de Vaitahu, Tahuata.

*Durée de validité des offres :* 120 jours.

*Maître d'œuvre :* Commune de Tahuata.

*Renseignements et retrait du dossier :* M. le maire Félix Barsinas, tél. : 40 929 338, fax : 40 929 210, email : teapua.tahuata@mail.pf.

*Date d'envoi à la publication :* Le 12 avril 2016.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2016/04

(Date d'envoi à la publication : lundi 11 avril 2016)

1 - Le port autonome de Papeete lance un appel d'offres ouvert pour l'attribution des travaux de mise en place et de maintenance biologiques du parc à poissons de la marina de Papeete situé sur le front de mer.

Le délai d'exécution pour la mise en place du parc est fixé à 6 mois.

La durée de la maintenance biologique est fixée à 12 mois à compter de la date de mise en service du parc.

Le marché sera conclu à l'entreprise générale ou avec un groupement d'entreprises.

Ne sont admises à soumissionner que les entreprises du secteur de l'aquaculture tropicale justifiant de compétences en pisciculture marine et en bouturage corallien.

2 - Les entreprises intéressées peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres à la subdivision bureau d'études du port autonome de Papeete ou obtenir le lien de téléchargement du dossier à l'adresse e-mail : ao@portppt.pf. Le dossier papier complet peut être obtenu, contre paiement, à la subdivision commerciale du port autonome de Papeete (contact e-mail : commercial@portppt.pf).

3 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

4 - La date et l'heure limite de remise des offres, est fixée au vendredi 13 mai 2016 à 13 h 30. Les offres devront être remises contre récépissé au secrétariat de la division technique du port autonome de Papeete.

5 - Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au 4 ci-dessus.

6 - Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25 à 25 quater du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics selon les critères fixés au RPAO :

- le prix : 45 % ;
- la valeur technique de l'offre : 25 % ;
- les justifications du programme d'exécution des travaux de la phase de mise en place : 30 %.

7 - Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des candidats sont :

- un dossier de références en travaux de même nature ou de nature comparable ;
- une liste de ses moyens humains et matériels ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

8 - Les justifications à produire concernant l'entreprise sont :

- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité de ce certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date limite de remise des offres) ;
- les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de

la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;

- la déclaration sur l'honneur affirmant ne pas tomber sous le coup d'une interdiction découlant de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics annexée en page 5 du RPAO ;
- en cas de redressement judiciaire le candidat fournira une copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'il est en période d'observation, une attestation du juge commissaire l'habilitant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le directeur général par intérim  
du port autonome de Papeete,  
Boris PEYTERMANN.*

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 18-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française  
Ministère de l'équipement, de l'aménagement  
et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Parcelle AL 416, travaux de sécurisation, commune de Punaauia, île de Tahiti, Polynésie française.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20, 23 à 25 quater du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 80 76).

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* : Sont indiquées dans le DCE qui peut être consultés dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation* : Chez Techno Plan Services, centre Bruat, 10, avenue Bruat, Papeete, BP 2116, 98713 Papeete, tél/fax : 40 43 25 11.

6. *Envoi à la publication le* : 12 avril 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le mardi 17 mai 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères pondérés de la manière suivante :

1° Prix : 70.

2° Valeur technique appréciée selon les éléments a), b) et c) de la note technique : 30.

Selon les sous-critères suivants :

2.1 Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) de la note technique : 14 ;

2.2 PHS ou PDP demandé au b) de la note technique : 6 ;

2.3 Note descriptif sommaire demandé au c) de la note technique : 10.

10. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres* : Références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas let 2 de l'article 9 du code des marchés de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

#### AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 17-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française  
Ministère de l'équipement, de l'aménagement  
et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Travaux de sécurisation du talus 4 en amont de la RDP au PK 13,200, commune de Punaauia, île de Tahiti, Polynésie française.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20, 23 à 25 quater du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 80 76).

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* : Sont indiquées dans le DCE qui peut être consultés dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation* : Chez RSE, rue de la Canonnière-Zélée, Papeete, BP 3209, 98713 Papeete, tél. : 40 45 02 38, fax : 40 58 35 16.

6. *Envoi à la publication le* : 12 avril 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le mardi 17 mai 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous-critères pondérés de la manière suivante :

- 1° Prix : 70 ;
- 2° Valeur technique appréciée selon les éléments *a)*, *b)*, *c)* et *d)* de la note technique : 30.  
Selon les sous-critères suivants :
  - 2.1 Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au *a)* de la note technique : 10 ;
  - 2.2 Note descriptive demandée au *b)* du mémoire technique : 12 ;
  - 2.3 Planning d'exécution demandé au *c)* du mémoire technique : 4 ;
  - 2.4 PHS ou PDP demandé au *d)* du mémoire technique : 4.

*10. Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres : références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public)*

attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*